internationale situationniste

11

Numéro 11 — Octobre 1967.
Directeur : Debord.
Rédaction : B. P. 307-03 Paris.

Comité de Rédaction :
Mustapha Khayati, J. V. Martin, Donald Nicholson-Smith,
Raoul Vaneigem.

LE POINT D'EXPLOSION DE L'IDÉOLOGIE EN CHINE

La dissolution de l'association internationale des bureaucraties totalitaires est maintenant un fait accompli. Pour reprendre les termes de l'*Adresse* publiée par les situationnistes à Alger en juillet 1965, l'irréversible « écroulement en miettes de l'image révolutionnaire » que le « mensonge bureaucratique » opposait à l'ensemble de la société capitaliste, comme sa pseudo-négation et comme son soutien effectif, est devenu patent, et d'abord sur le terrain où le capitalisme officiel avait le plus grand intérêt à soutenir l'imposture de son adversaire : l'affrontement global de la bourgeoisie et du prétendu « camp socialiste ». En dépit de toutes sortes de tentatives de recollages, *ce qui, déjà, n'était pas socialiste a cessé d'être un camp.* L'effritement du monolithisme stalinien se manifeste dès maintenant dans la coexistence d'une vingtaine de « lignes » indépendantes, de la Roumanie à Cuba, de l'Italie au bloc des partis vietnamien-coréen-japonais. La Russie, devenue incapable même de réunir cette année une conférence commune de tous les partis *européens,* préfère oublier l'époque où Moscou régnait sur le Komintern. C'est ainsi que les *Izvestia,* en septembre 1966, pouvaient blâmer les dirigeants chinois de jeter un discrédit « sans précédent » sur les idées « marxistes-léninistes » ; et déploraient vertueusement ce style de confrontation « où l'on substitue des injures à un échange d'opinions et d'expériences révolutionnaires. Ceux qui choisissent cette voie confèrent à leur propre expérience une valeur absolue et font preuve, dans l'interprétation de la théorie marxiste-léniniste, d'un esprit dogmatique et sectaire. Une telle attitude est liée nécessairement à l'immixtion dans les affaires intérieures des partis frères... » La polémique russo-chinoise, dans laquelle chaque puissance est conduite à imputer à son adversaire tous les crimes anti-prolétariens, étant seulement obligée de ne pas faire mention du *défaut réel* qu'est le pouvoir de classe de la bureaucratie, doit donc se conclure d'un côté comme de l'autre par cette vision dégrisée que ce qui n'aura été qu'un inexplicable mirage révolutionnaire est retombé, faute d'autre réalité, à son vieux point de départ. La simplicité de ce retour aux sources s'est trouvée parfaitement exposée en février à New-Delhi, quand l'ambassade de Chine qualifiait Brejnev et Kossyguine de « nouveaux tsars du Kremlin » tandis que le gouvernement indien, allié anti-chinois de cette Moscovie, découvrait simultanément que « les maîtres actuels de la Chine ont endossé le manteau impérial des Mandchous ». Cet argument contre la nouvelle dynastie du Milieu a été encore raffiné le mois suivant à Moscou par Voznessenski, le poète moderniste d'Etat, qui « pressent Koutchoum » et ses hordes ; et qui ne compte que sur « la Russie éternelle » pour faire un rempart contre les Mongols qui menacent de bivouaquer parmi « les joyaux égyptiens du Louvre ». La décomposition accélérée de l'idéologie bureaucratique, aussi évidente dans les pays où le stalinisme a saisi le pouvoir que dans les autres — où il a perdu toute chance de le saisir — devait naturellement commencer sur le chapitre de l'internationalisme, mais ceci n'est que le *commencement* d'une dissolution générale sans retour. L'internationalisme ne pouvait appartenir à la bureaucratie qu'en tant que proclamation illusoire au service de ses intérêts réels, comme une justification *idéologique* parmi d'autres, puisque la société bureaucratique est justement le *monde renversé* de la communauté prolétarienne. La bureaucratie est essentiellement un pouvoir établi

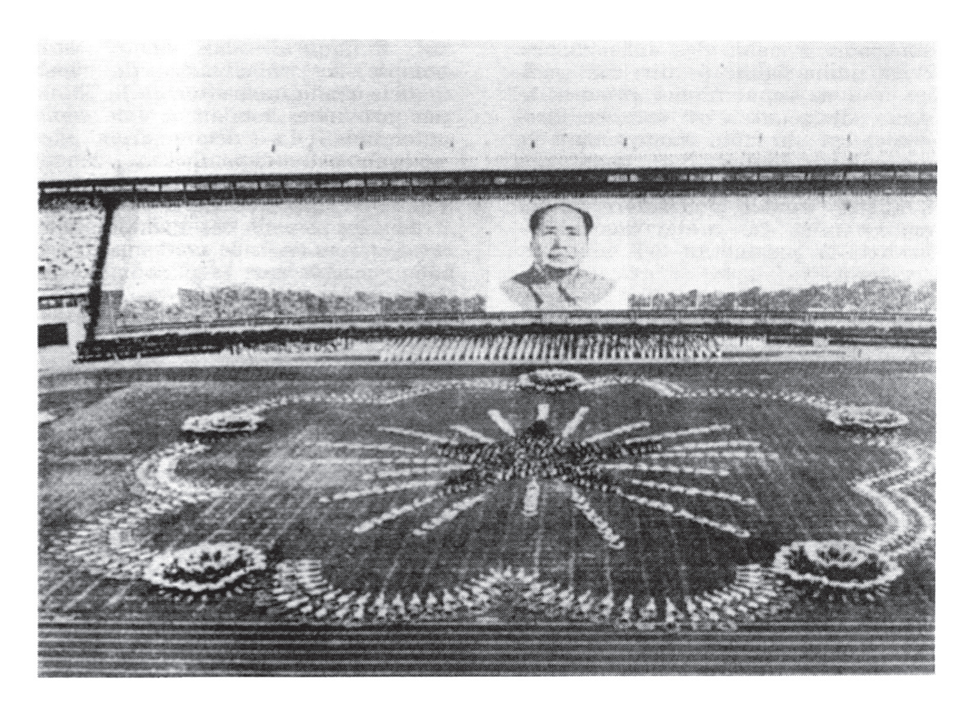
sur la possession étatique nationale, et c'est à la logique de sa réalité qu'elle doit finalement obéir, selon les intérêts particuliers qu'impose le niveau de développement du pays qu'elle possède. Son âge héroïque est passé avec l'heureux temps idéologique du « socialisme dans un seul pays », que Staline avait été fort avisé de maintenir en détruisant les révolutions en Chine ou en Espagne, de 1927 à 1937. La révolution bureaucratique autonome en Chine — comme déjà peu avant en Yougoslavie — introduisait dans l'unité du monde bureaucratique un germe de dissolution qui l'a disloqué en moins de vingt ans. Le processus général de décomposition de l'idéologie bureaucratique atteint en ce moment son stade suprême dans le pays même où, du fait de l'arriération générale de l'économie, la prétention idéologique révolutionnaire subsistante devait aussi être poussée à son sommet, là où cette idéologie était le plus nécessaire : en Chine.

La crise qui s'est développée toujours plus largement en Chine, depuis le printemps de 1966, constitue un phénomène sans précédent dans la société bureaucratique. Sans doute, la classe dominante du capitalisme bureaucratique d'Etat, exerçant normalement la terreur sur la majorité exploitée, s'est trouvée fréquemment déchirée elle-même, en Russie ou en Europe de l'Est, par des affrontements et des règlements de comptes qui découlent des difficultés objectives qu'elle rencontre ; aussi bien que du style subjectivement délirant qu'est porté à revêtir le pouvoir totalement mensonger. Mais toujours la bureaucratie, que son mode d'appropriation de l'économie oblige à être centralisée, car il lui faut tirer d'elle-même la garantie hiérarchique de toute participation à son appropriation collective du surproduit social, s'est épurée *à partir du sommet*. Il faut que le sommet de la bureaucratie reste fixe, car en lui repose toute la légitimité du système. Il doit garder pour lui ses dissensions (ce qui fut sa pratique constante dès le temps de Lénine et Trotsky); et si les hommes peuvent y être abattus ou changés, la fonction doit demeurer toujours dans la même majesté indiscutable. La répression sans explication et sans réplique peut ensuite descendre normalement à chaque étage de l'appareil, comme simple complément de ce qui a été *instantanément* tranché au sommet. Béria doit être d'abord tué ; puis jugé ; alors on peut pourchasser sa faction ; ou n'importe qui, car le pouvoir qui abat, en abattant définit à son gré la faction, et par le même geste se redéfinit lui-même comme le pouvoir. Voilà tout ce qui a manqué en Chine, où la permanence des adversaires proclamés, en dépit de la fantastique montée des surenchères dans la lutte pour la totalité du pouvoir, montre à l'évidence que *la classe dominante s'est cassée en deux.*

Un accident social d'une telle ampleur ne peut évidemment pas être expliqué, dans le goût anecdotique des observateurs bourgeois, par des dissensions portant sur une stratégie extérieure : il est d'ailleurs notoire que la bureaucratie chinoise supporte paisiblement l'affront que constitue, à sa porte, l'écrasement du Vietnam. Pas davantage, des querelles personnelles de succession n'auraient engagé de tels enjeux. Quand certains dirigeants se voient reprocher d'avoir « écarté Mao Tse-toung du pouvoir » depuis la fin des années 50, tout porte à croire qu'il s'agit là d'un de ces crimes rétrospectifs couramment fabriqués par les épurations bureaucratiques — Trotsky menant la guerre civile sur ordre du Mikado, Zinoviev secondant Lénine pour complaire à l'Empire britannique, etc. Celui qui aurait écarté du pouvoir un personnage aussi puissant que Mao n'aurait jamais dormi tant que Mao pouvait revenir. Mao serait donc mort ce jour-là, et rien n'eût empêché ses fidèles successeurs d'attribuer cette mort, par exemple, à Khrouchtchev. Si les gouvernants et polémistes des Etats bureaucratiques comprennent certainement beaucoup mieux la crise chinoise, leurs déclarations n'en peuvent être pour autant plus sérieuses, car ils doivent redouter, en parlant de la Chine, de trop révéler sur eux-mêmes. Ce sont finalement les débris gauchistes des pays occi-

dentaux, toujours volontaires pour être dupes de toutes les propagandes à relents sous-léninistes, qui sont capables de se tromper plus lourdement que tout le monde, en évaluant gravement le rôle dans la société chinoise des traces de la rente conservée aux capitalistes ralliés, ou bien en cherchant dans cette mêlée quel leader représenterait le gauchisme ou l'autonomie ouvrière. Les plus stupides ont cru qu'il y avait quelque chose de « culturel » dans cette affaire, jusqu'en janvier où la presse maoïste leur a joué le mauvais tour d'avouer que c'était « depuis le début une lutte pour le pouvoir ». Le seul débat sérieux consiste à examiner pourquoi et comment la classe dominante a pu se briser en deux camps hostiles ; et toute recherche à ce propos se trouve bien entendu interdite à ceux qui n'admettent pas que la bureaucratie est une classe dominante, ou bien qui ignorent la spécificité de cette classe et la ramènent aux conditions classiques du pouvoir bourgeois.

Sur le *pourquoi* de la rupture à l'intérieur de la bureaucratie, on peut seulement dire avec certitude que c'est une question telle qu'elle mettait en jeu la domination même de la classe régnante *puisque, pour la trancher, les deux côtés, inébranlablement opiniâtres, n'ont pas craint de risquer tout de suite ce qui est le pouvoir commun de leur classe,* en mettant en péril toutes



PORTRAIT DE L'ALIÉNATION

Cette foule chinoise, disposée de telle sorte qu'elle compose en elle-même un portrait tramé de Mao, peut être considérée comme un cas-limite de **spectaculaire concentré** du pouvoir étatique (cf. **I.S.10,** pages 44 et 45), celui qui « dans la zone sous-développée... rassemble dans l'idéologie et, à l'extrême, sur un seul homme, tout **l'admirable...** qu'il s'agit d'applaudir et de consommer passivement ». Ici la fusion du spectateur et de l'image à contempler semble avoir atteint sa perfection policière. C'est en croyant utile, quelque temps après, d'aller encore au-delà de ce degré de concentration, que la bureaucratie chinoise a fait sauter la machine.

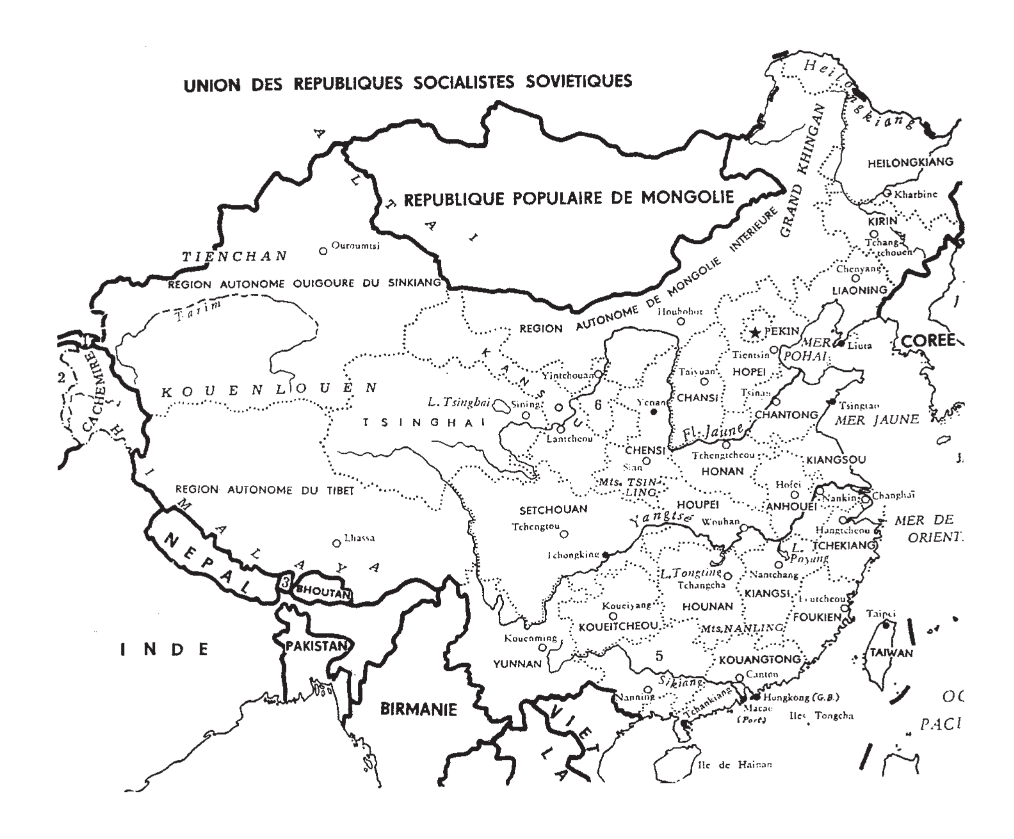
les conditions existantes de leur administration de la société. La classe dominante devait donc savoir qu'elle ne pouvait plus gouverner comme avant. Il est sûr que ce conflit porte sur la gestion de l'*économie.* Il est sûr que l'effondrement des politiques économiques successives de la bureaucratie est la cause de l'acuité extrême du conflit. L'échec de la politique dite du « Grand bond en avant » — principalement du fait de la résistance de la paysannerie — non seulement a fermé la perspective d'un décolage ultra-volontariste de la production industrielle, mais encore a forcément entraîné une désorganisation désastreuse, sensible sur plusieurs années. L'augmentation même de la production agricole depuis 1958 paraît très faible, et le taux de croissance de la population reste supérieur à celui des subsistances. Il est moins facile de dire sur quelles options économiques précises la classe dirigeante s'est scindée. Probablement un côté (comprenant la majorité de l'appareil du parti, des responsables des syndicats, des économistes) voulait poursuivre ou accroître plus ou moins considérablement la production des biens de consommation, soutenir par des stimulants économiques l'effort des travailleurs, et cette politique impliquait, en même temps que certaines concessions aux paysans et surtout aux ouvriers, l'augmentation d'une consommation hiérarchiquement différenciée dans une large base de la bureaucratie. L'autre côté (comprenant Mao, une grande partie des cadres supérieurs de l'armée) voulait sans doute une reprise à n'importe quel prix de l'effort pour industrialiser le pays, un recours encore plus extrême à l'*énergie idéologique* et à la terreur, la surexploitation sans limite des travailleurs, et peut-être le sacrifice « égalitaire », dans la consommation, d'une couche notable de la bureaucratie inférieure. Les deux positions sont également orientées vers le maintien de la domination absolue de la bureaucratie, et calculées en fonction de la nécessité de faire barrage aux luttes de classes qui menacent cette domination. En tout cas, l'urgence et le caractère vital de ce choix étaient pour tous si évidents que les deux camps ont cru devoir courir le risque d'aggraver immédiatement l'ensemble des conditions dans lesquelles ils se trouvaient placés, par le désordre de leur scission même. Il est très possible que l'acharnement, d'un côté comme de l'autre, se trouve justifié par le fait qu'il n'y a pas de solution correcte aux insurmontables problèmes de la bureaucratie chinoise ; que donc les deux options qui s'affrontent étaient également inapplicables ; et qu'il fallait pourtant choisir.

Quant à savoir *comment* une division au sommet de la bureaucratie a pu descendre, d'appel en appel, vers les niveaux inférieurs, en recréant à tous les étages des affrontements téléguidés en sens inverse dans tout l'appareil du parti et de l'Etat, et finalement dans les masses, il faudrait sans doute tenir compte des survivances du vieux modèle d'administration de la Chine par provinces tendant à une semi-autonomie. La dénonciation des « royaumes indépendants », lancée en janvier par les maoïstes de Pékin, évoque nettement ce fait, et le développement des troubles dans les derniers mois le confirme. Il est bien possible que le phénomène de l'autonomie régionale du pouvoir bureaucratique qui, lors de la contre-révolution russe, ne s'est manifesté que faiblement et épisodiquement autour de l'organisation de Léningrad, ait trouvé en Chine bureaucratique des bases multiples et solides, se traduisant par la possibilité d'une coexistence, au gouvernement central, de clans et de clientèles détenant en propriété directe des régions entières du pouvoir bureaucratique, et passant entre eux des compromis sur cette base. Le pouvoir bureaucratique en Chine n'est pas né d'un mouvement ouvrier, mais de l'encadrement militaire des paysans, au long d'une guerre de vingt-deux ans. L'armée est demeurée imbriquée dans le parti, dont tous les dirigeants ont été aussi bien des chefs militaires, et elle est restée la principale école de sélection, pour le parti, des masses paysannes qu'elle éduque. Il semble, en outre, que l'administration locale mise en place en 1949 ait été fortement tributaire des zones de passage des

différents corps d'armée descendant du nord au sud, et laissant chaque fois dans leur sillage des hommes qui leur étaient liés par l'origine régionale (ou familiale ; facteur de consolidation des cliques bureaucratiques que la propagande contre Liu Shao-chi et autres a mis pleinement en lumière). De telles bases locales d'un pouvoir semi-autonome dans l'administration bureaucratique auraient donc pu se former en Chine par la combinaison des structures organisationnelles de l'armée conquérante et des forces productives qu'elle trouvait à contrôler dans le pays conquis.

Quand la tendance de Mao a commencé son offensive publique contre les positions solides de ses adversaires, en faisant marcher les étudiants et les enfants des écoles embrigadés, elle ne visait dans l'immédiat aucune sorte de refonte « culturelle » ou « civilisatrice » des masses de travailleurs, déjà serrées au plus fort degré dans le carcan idéologique du régime. Les sottises contre Beethoven ou l'art Ming, au même titre que les invectives contre les positions encore occupées ou déjà reconquises par une bourgeoisie chinoise manifestement anéantie en tant que telle, n'étaient présentées que pour amuser le tapis — non sans calculer que ce gauchisme sommaire pourrait trouver un certain écho parmi les opprimés, qui ont quelque raison de penser qu'il existe encore chez eux plusieurs obstacles à l'avènement d'une société sans classes. Le but principal de l'opération était de faire paraître dans la rue, au service de cette tendance, *l'idéologie du régime,* qui est, par définition, maoïste. Les adversaires ne pouvant être eux-mêmes autre chose que maoïste, ils se trouvaient mis d'emblée en fâcheuse posture par le déclenchement de cette mauvaise querelle. C'est pourquoi leurs « autocritiques » insuffisantes peuvent exprimer en fait leur résolution de garder les postes qu'ils contrôlent. On peut donc qualifier la première phase de la lutte comme un affrontement des *propriétaires officiels de l'idéologie* contre la majorité des *propriétaires de l'appareil* de l'économie et de l'Etat. Cependant, la bureaucratie, pour maintenir son appropriation collective de la société, a besoin aussi bien de l'idéologie que de l'appareil administratif et répressif ; de sorte que l'aventure d'une telle séparation était extrêmement périlleuse si elle ne devait pas aboutir dans de courts délais. On sait que la majorité de l'appareil, et Liu Shao-chi en personne, malgré sa position critique à Pékin, ont résisté obstinément. Après leur première tentative de bloquer l'agitation maoïste au stade des Universités, où les « groupes de travail» en avaient pris le contre-pied, cette agitation s'étendit à la rue dans toutes les grandes villes, et partout commença à attaquer, par les journaux muraux et l'action directe, les responsables qui lui étaient désignés — ceci n'excluant pas les erreurs et les excès de zèle. Ces responsables organisèrent la résistance partout où ils le pouvaient. Les premiers heurts entre ouvriers et « gardes rouges » ont dû être plutôt menés par les *activistes* du parti dans les usines, à la disposition des notables locaux de l'appareil. Bientôt, les ouvriers exaspérés par les excès des gardes rouges, ont commencé à intervenir par eux-mêmes. Dans tous les cas où les maoïstes ont parlé d' « étendre la révolution culturelle » aux usines, puis aux campagnes, ils se sont donné l'allure de *décider* un *glissement* qui, pendant tout l'automne de 1966, leur avait échappé, et s'était déjà, en fait, opéré en dépit de leurs plans. La chute de la production industrielle ; la désorganisation des transports, de l'irrigation, de l'administration étatique jusqu'au niveau des ministères (malgré les efforts de Chou En-lai) ; les menaces qui ont pesé sur les récoltes de l'automne et du printemps ; l'interruption complète de l'enseignement — particulièrement grave dans un pays sous-développé — pendant plus d'une année, tout cela n'a été que l'inévitable résultat d'une lutte dont l'extension est uniquement due à la résistance de cette part de la bureaucratie au pouvoir qu'il s'agissait, pour les maoïstes, de faire céder.

Les maoïstes, dont l'expérience politique n'est guère liée aux luttes en



milieu urbain, auront eu l'occasion de vérifier le précepte de Machiavel : « Qu'on se garde d'exciter une sédition dans une ville en se flattant de pouvoir l'arrêter ou la diriger à sa volonté » (*Histoires florentines*). Après quelques mois de pseudo-révolution pseudo-culturelle, c'est la lutte de classes réelle qui est apparue en Chine, les ouvriers et les paysans commençant à agir pour eux-mêmes. Les ouvriers ne peuvent ignorer ce que signifie pour eux la perspective maoïste ; les paysans, qui voient menacé leur lopin individuel, ont commencé en plusieurs provinces à se répartir les terres et le matériel des « communes populaires » (celles-ci n'étant que le nouvel habillage idéologique des unités administratives préexistantes, et recoupant généralement les anciens cantons). Les grèves des chemins de fer, la grève générale de Shanghaï — qualifiée, comme à Budapest, d'arme privilégiée des capitalistes —, les grèves de la grande agglomération industrielle de Wuhan, de Canton, du Hupeh, des métallurgistes et des ouvriers du textile à Chungking, les attaques des paysans du Szechwan et du Fukien, ont culminé au mois de janvier, mettant la Chine au bord du chaos. En même temps, sur les traces des ouvriers organisés en « gardes pourpres » au Kwangsi dès septembre 1966 pour combattre les gardes rouges, et après les émeutes anti-maoïstes de Nankin, des « armées » se constituaient dans différentes provinces, comme « l'Armée du 1er août » au Kwangtung. L'armée nationale devait intervenir partout, en février-mars, pour mater les travailleurs, diriger la production par le « contrôle militaire » des usines, et même, appuyée alors par la milice, contrôler les travaux dans les campagnes. La lutte des ouvriers pour maintenir ou accroître leur salaire, la fameuse tendance à l' « économisme » maudite par les maîtres de Pékin, a pu être acceptée, voire en-

couragée, par certains des cadres locaux de l'appareil, dans leur résistance aux bureaucrates maoïstes rivaux. Mais il est certain que la lutte était menée par un courant irrésistible de la base ouvrière : la dissolution autoritaire en mars des « associations professionnelles », qui s'étaient formées après la première dissolution des syndicats du régime, dont la bureaucratie échappait à la ligne maoïste, le montre fort bien ; c'est ainsi que le *Jiefang Ribao* condamnait, à Shanghaï, en mars, « la tendance féodale de ces associations formées non sur la base de classe (*lire : la qualité qui définit cette base de classe est le pur monopole du pouvoir maoïste*) mais par métiers, et qui ont comme objectifs de lutte les intérêts partiels et immédiats des ouvriers exerçant ces métiers ». Cette défense des vrais possesseurs des intérêts généraux et permanents de la collectivité avait été aussi nettement exprimée, le 11 février, par une directive du Conseil de l'Etat et de la Commission militaire du Comité Central : « Tous les éléments qui ont saisi ou volé des armes doivent être arrêtés. »

Au moment où le réglement de ce conflit, qui a évidemment entraîné des morts par dizaines de milliers, opposant entre elles des grandes unités militaires avec tout leur équipement, et jusqu'à des navires de guerre, est confié à l'armée chinoise, cette armée est elle-même divisée. Elle doit assurer la poursuite et l'intensification de la production alors qu'elle n'est plus en état d'assurer l'unité du pouvoir en Chine — en outre, son intervention directe contre la paysannerie présenterait, étant donné son recrutement essentiellement paysan, les plus grands risques. La trêve recherchée en mars-avril par les maoïstes, déclarant que tout le personnel du parti est récupérable à l'exception d'une « poignée » de traîtres, et que la principale menace est désormais « l'anarchisme », signifie, plus que l'inquiétude devant la difficulté de mettre un frein au défoulement survenu dans la jeunesse à la suite de l'expérience des gardes rouges, *l'inquiétude essentielle d'être arrivé au bord de la dissolution de la classe dirigeante elle-même.* Le parti, l'administration centrale et provinciale se trouvent à ce moment en décomposition. Il s'agit de « rétablir la discipline dans le travail ». « Le principe de l'exclusion et du renversement de tous les cadres doit être condamné sans réserve », déclare le *Drapeau Rouge* en mars. Et déjà en février *Chine Nouvelle* : « Vous écrasez tous les responsables... mais lorsque vous prenez le contrôle d'un organisme, qu'avez-vous entre les mains d'autre qu'une salle vide et des tampons ? » Les réhabilitations et les nouveaux compromis se succèdent au petit bonheur. La survie même de la bureaucratie est la cause suprême qui doit faire passer au second plan ses diverses options politiques comme simples moyens.

A partir du printemps de 1967, on peut dire que le mouvement de la « révolution culturelle » est parvenu à un échec désastreux, et que cet échec est certainement le plus immense dans la longue série des échecs du pouvoir bureaucratique en Chine. En face du coût extraordinaire de l'opération, aucun de ses buts n'a été atteint. La bureaucratie est plus divisée que jamais. Tout nouveau pouvoir mis en place dans les régions tenues par les maoïstes se divise à son tour : « la triple alliance révolutionnaire » armée - garde rouge - parti ne cesse de se décomposer, et du fait des antagonismes entre ces trois forces (le parti, surtout, se tenant à l'écart ou n'y entrant que pour la saboter), et du fait des antagonismes toujours plus poussés à l'intérieur de chacune de ces trois forces. Il paraît aussi difficile de recoller l'appareil que d'en édifier un autre. Surtout, *les deux tiers au moins de la Chine ne sont à aucun degré contrôlés par le pouvoir de Pékin.*

A côté des comités gouvernementaux des partisans de Liu Shao-chi, et des mouvements de lutte ouvrière qui continuent à s'affirmer, ce sont déjà les *Seigneurs de la Guerre* qui reparaissent sous l'uniforme de généraux « communistes » indépendants, traitant directement avec le pouvoir central, et menant

leur propre politique, particulièrement dans les régions périphériques. Le général Chang Kuo-hua, maître du Tibet en février, après des combats de rues à Lhassa emploie les blindés contre les maoïstes. Trois divisions maoïste sont envoyées pour « écraser les révisionnistes ». Elles semblent n'y réussir que modérément car Chang Kuo-hua contrôle toujours la région en avril. Le 1er mai, il est reçu à Pékin, et les tractations aboutissent à un compromis puisqu'il est chargé de constituer un comité révolutionnaire pour gouverner le Szechwan, où dès avril une « alliance révolutionnaire », influencée par un général Hung, avait pris le pouvoir et emprisonné les maoïstes ; depuis, en juin, les membres d'une commune populaire s'étaient emparés d'armes et avaient attaqué les militaires. En Mongolie-Intérieure, l'armée s'est prononcée contre Mao dès février, sous la direction de Liu Chiang, commissaire politique adjoint. La même chose est advenue dans le Hopeh, le Honan, la Mandchourie. Dans le Kansu, en mai, le général Chao Yung-shih a réussi un putsch antimaoïste. Le Sinkiang, où sont les installations atomiques, a été neutralisé d'un commun accord dès mars, sous l'autorité du général Wang En-mao ; le même est cependant réputé y avoir attaqué les « révolutionnaires maoïstes » en juin. Le Hupeh se trouve, en juillet, aux mains du général Chen Tsai-tao, commandant du district de Wuhan — un des plus anciens centres industriels de Chine. Dans le vieux style de l' « incident de Sian » il y fait arrêter deux des principaux dirigeants de Pékin venus négocier avec lui ; le Premier ministre doit faire le voyage, et on annonce comme une « victoire » qu'il a obtenu la restitution de ses émissaires. En même temps, 2.400 usines et mines se trouveraient paralysées dans cette province consécutivement au soulèvement armé de 50.000 ouvriers et paysans. D'ailleurs il s'avère au début de l'été que le conflit continue partout : en juin des « ouvriers conservateurs » du Honan ont attaqué une filature à coups de bombes incendiaires, en juillet, le bassin houillier de Fushun et les travailleurs du pétrole à Tahsing sont en grève, les mineurs du Kiangsi font la chasse aux maoïstes, on appelle à la lutte contre « l'armée industrielle du Chekiang » décrite comme une « organisation terroriste antimarxiste », les paysans menacent de marcher sur Nankin et Shanghaï, on se bat dans les rues de Canton et de Chungking, les étudiants de Kweiyang attaquent l'armée et se saisissent de dirigeants maoïstes. Et le gouvernement qui s'est décidé à interdire les violences « dans les régions contrôlées par les autorités centrales », même là semble avoir fort à faire. Faute d'arrêter les troubles, on arrête *les informations* en expulsant la plupart des rares résidents étrangers.

Mais, au début d'août, la cassure dans l'armée est devenue si dangereuse que ce sont les publications officielles de Pékin qui révèlent elles-mêmes que les partisans de Liu veulent « mettre sur pied un royaume indépendant réactionnaire bourgeois au sein de l'armée », et (*Quotidien du peuple* du 5 août) que « les attaques contre la dictature du prolétariat en Chine sont venues non seulement des échelons supérieurs mais aussi des échelons inférieurs». Pékin en vient à avouer clairement qu'un tiers au moins de l'armée s'est prononcé contre le gouvernement central, et qu'une grande partie même de la vieille Chine des dix-huit provinces lui



a échappé. Les suites immédiates de l'incident de Wuhan semblent avoir été très graves, une intervention des parachutistes de Pékin, appuyée par six canonnières remontant le Yangtze depuis Shanghaï se trouvant repoussée après une bataille rangée ; et, d'autre part, des armes des arsenaux de Wuhan auraient été envoyées aux anti-maoïstes de Chungking. En outre, il convient de noter que les troupes de Wuhan appartenaient au groupe d'armées placé sous l'autorité directe de Lin Piao, le seul qui était considéré comme sûr. Vers le milieu du mois d'août, les luttes armées se généralisent à un tel point que le gouvernement maoïste en vient à réprouver officiellement cette sorte de continuation de la politique par des moyens qui se retournent contre lui ; et assure préférer la conviction, qu'il remporterait en s'en tenant à une « lutte par la plume ». Simultanément, il annonce la distribution d'armes aux masses dans « les zones sûres ». Mais où sont de telles zones ? On se bat de nouveau à Shanghaï, présenté depuis des mois comme une des rares citadelles du maoïsme. Des militaires du Shantung incitent les paysans à la révolte. La direction de l'armée de l'air est dénoncée comme ennemie du régime. Et comme au temps de Sun Yat-sen, Canton, tandis que la 47e Armée fait mouvement pour y rétablir l'ordre, se détache en pôle de la révolte, les ouvriers des chemins de fer et des transports urbains en étant le fer de lance : les prisonniers politiques ont été délivrés, des armes destinées au Vietnam ont été saisies sur des cargos dans le port, un nombre indéterminé d'individus a été pendu dans les rues. Ainsi, la Chine s'enfonce lentement dans une guerre civile confuse, qui est à la fois l'affrontement entre diverses régions du pouvoir bureaucratico-étatique émietté, et l'affrontement des revendications ouvrières et paysannes avec les conditions d'exploitation que doivent maintenir partout les directions bureaucratiques déchirées.

Du fait que les maoïstes se sont montrés, avec le sucès que l'on peut voir, les champions de l'idéologie absolue, ils ont rencontré jusqu'ici l'estime et l'approbation au degré le plus fantastique parmi les intellectuels occidentaux qui ne manquent jamais de saliver à de tels stimuli. K.S. Karol, dans le *Nouvel Observateur* du 15 février, rappelait doctement aux maoïstes leur oubli de ce fait « que les vrais staliniens ne sont pas des alliés potentiels de la Chine mais ses ennemis les plus irréductibles : pour eux, la révolution culturelle avec ses tendances anti-bureaucratiques, évoque le trotskisme... » Il y a eu d'ailleurs beaucoup de trotskistes pour s'y reconnaître, par là se rendant justice ! *Le Monde,* le journal le plus franchement maoïste paraissant hors de Chine, a annoncé jour après jour le succès imminent de M. Mao Tse-toung prenant enfin ce pouvoir qu'on lui croyait acquis depuis dix-huit ans. Les sinologues, quasiment tous stalino-chrétiens — le mélange est répandu partout mais là principalement —, ont ressorti l'âme chinoise pour témoigner de la légitimité du nouveau Confucius. Ce qu'il y a toujours eu de burlesque dans l'attitude des intellectuels bourgeois de la gauche modérément stalinophile a trouvé la plus belle occasion de s'épanouir devant les records chinois du genre : cette révolution « culturelle » devra peut-être durer 1.000 ou 10.000 ans. Le *Petit Livre Rouge* a enfin réussi à « siniser le marxisme ». « Le bruit des hommes en train de réciter les citations d'une voix forte et claire s'entend dans toutes les unités de l'armée ». « La sécheresse n'a rien d'effrayant, la pensée de Mao Tse-toung est notre pluie fécondante ». « Le chef de l'Etat a été jugé responsable... pour n'avoir pas prévu la volte-face du maréchal Chiang Kaï-shek lorsque celui-ci dirigea son armée contre les troupes communistes » (*Le Monde* du 4-4-67 ; il s'agit du coup de 1927, que chacun avait bien prévu en Chine, mais qu'il fallut attendre passivement pour obéir aux ordres de Staline). Une chorale vient chanter l'hymne intitulé : *Cent millions de personnes prennent les armes pour critiquer le sinistre livre du Perfectionnement de soi-même* (œuvrette naguère of-

ficielle de Liu Shao-chi). La liste est sans fin, on peut l'interrompre sur ce bon mot du *Quotidien du peuple*, le 31 juillet : « La situation de la révolution culturelle prolétarienne en Chine est excellente, mais la lutte des classes devient plus difficile ».

Après tant de bruit, les conclusions historiques à tirer de cette période sont simples. Où que puisse aller maintenant la Chine, l'image du dernier pouvoir bureaucratique-révolutionnaire a volé en éclats. L'effondrement interne s'ajoute aux incessants écroulements de sa politique extérieure : anéantissement du stalinisme indonésien, rupture avec le stalinisme japonais, destruction du Vietnam par les Etats-Unis et, pour finir, proclamation par Pékin, en juillet, que « l'insurrection » de Naxalbari, quelques jours avant sa dispersion par la première opération de police, était le début de la révolution paysanne-maoïste dans toute l'Inde : en soutenant cette extravagance, Pékin a rompu avec la majorité de ses propres partisans indiens, c'est-à-dire avec le dernier grand parti bureaucratique qui lui restait acquis. Ce qui est inscrit maintenant dans la crise interne de la Chine, c'est son échec à industrialiser le pays, et à se donner en modèle aux pays sous-développés. L'idéologie portée à son degré absolu, en vient à l'*éclatement*. Son usage absolu est aussi bien son zéro absolu : c'est la nuit, où toutes les vaches idéologiques sont noires. Au moment où, dans la confusion la plus totale, les bureaucrates se combattent au nom du même dogme, et dénoncent partout « les bourgeois abrités derrière le drapeau rouge », la *double pensée* s'est elle-même dédoublée. C'est la fin joyeuse des mensonges idéologiques, leur mise à mort dans le ridicule. Ce n'est pas la Chine, c'est notre monde qui a produit ce ridicule. Nous avions dit dans le numéro de l'*I.S.* paru en août 1961 qu'il deviendrait « à tous les niveaux, de plus en plus péniblement ridicule, jusqu'au moment de sa reconstruction révolutionnaire complète ». On voit ce qu'il en est. La nouvelle époque de la critique prolétarienne saura qu'elle n'a plus rien à ménager qui soit à elle, et que tout confort idéologique existant lui aura été arraché dans la honte et l'épouvante. En découvrant qu'elle est dépossédée des faux biens de son monde mensonger, elle doit comprendre qu'elle est la négation déterminée de la totalité de la société mondiale ; et elle le saura aussi en Chine. C'est la dislocation mondiale de l'*Internationale bureaucratique* qui se reproduit en ce moment à l'échelle chinoise, dans la fragmentation du pouvoir en provinces indépendantes. Ainsi, la Chine retrouve son passé, qui lui repose les tâches révolutionnaires réelles du mouvement vaincu autrefois. Le moment où, paraît-il, « Mao recommence en 1967 ce qu'il faisait en 1927 » (*Le Monde* du 17-2-67) est aussi le moment où, pour la première fois depuis 1927, l'intervention des masses ouvrières et paysannes a déferlé sur tout le pays. Aussi difficiles que soient la prise de conscience et la mise en œuvre de leurs objectifs autonomes, quelque chose est mort dans la domination totale que subissaient les travailleurs chinois. Le *Mandat du Ciel prolétarien* est épuisé.

Ce texte, publié en brochure le 16 août, est repris ici sans modification. Les informations plus récentes ont seulement confirmé l'ampleur des troubles.

DEUX GUERRES LOCALES

La guerre israélo-arabe a été un mauvais tour joué par l'histoire moderne à la bonne conscience de gauche, qui communiait dans le grand spectacle de sa protestation contre la guerre du Vietnam. La fausse conscience, qui voyait dans le F.N.L. le champion de la « révolution socialiste » contre l'impérialisme américain, ne put que s'embrouiller et sombrer dans ses insurmontables contradictions, quand il s'est agi de départager Israël et Nasser ; elle n'a pas cependant, à travers ses burlesques polémiques, cessé de proclamer que l'un ou l'autre avait absolument raison, même que telle ou telle de leurs perspectives était révolutionnaire.

C'est qu'en immigrant dans les zones sous-développées, la lutte révolutionnaire était l'objet d'une double aliénation : d'une part, celle d'une gauche impuissante devant un capitalisme surdéveloppé qu'elle ne peut nullement combattre, et, d'autre part, celle des masses laborieuses des pays colonisés, qui ont hérité des restes d'une révolution défigurée et ont dû subir ses tares. L'absence de mouvement révolutionnaire en Europe a réduit la gauche à sa plus simple expression : une masse de spectateurs qui pâment chaque fois que les exploités des colonies prennent les armes contre leurs maîtres, et ne peut s'empêcher d'y voir le *nec plus ultra* de la Révolution. De même que l'absence de la vie politique du prolétariat en tant que classe-pour-soi (et pour nous le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien) a permis à cette gauche de devenir le *chevalier de la vertu* dans un monde sans vertu. Mais quand elle se lamente et se plaint de « l'ordre du monde » comme étant en conflit avec ses bonnes intentions, et qu'elle maintient ses pauvres aspirations en face de cet ordre, elle est en fait attachée à lui comme à son essence, et si cet ordre lui est ravi et si elle-même s'en exclut elle perd *tout*. La gauche européenne se montre si pauvre que, comme le voyageur dans le désert aspire à une simple goutte d'eau, elle semble aspirer pour se réconforter seulement au maigre sentiment d'une objection abstraite. A la facilité avec laquelle elle se satisfait peut se mesurer l'étendue de son indigence. Elle est étrangère à l'histoire, autant que le prolétariat est étranger à ce monde ; la fausse conscience est son état naturel, le spectacle son élément, et l'affrontement apparent des systèmes sa référence universelle : toujours et partout où il y a conflit, c'est le bien qui combat le mal, la « Révolution absolue » contre la « Réaction absolue ».

L'adhésion de la conscience spectatrice aux causes *étrangères* reste irrationnelle, et ses protestations vertueuses s'embourbent dans les méandres de sa culpabilité. La plupart des « Comités Vietnam », en France, ont éclaté pendant la « guerre de six jours » et, aux Etats-Unis, une partie des groupes de résistance à la guerre au Vietnam ont aussi connu *leur vérité*. « On ne peut être à la fois pour les Vietnamiens et contre les Juifs menacés d'extermination », s'écrient les uns. « Pouvez-vous lutter contre les Américains au Vietnam en appuyant leurs alliés sionistes agresseurs ? » rétorquent les autres, et on se lance dans des discussions byzantines... Sartre ne s'en est pas relevé. En réalité, ce que condamne tout ce beau monde, il ne le combat pas effectivement, et ce qu'il approuve, il ne le connaît pas. Son opposition à la guerre américaine se confond quasiment toujours avec l'appui inconditionnel au Vietcong, mais en tout cas, pour tous, elle reste spectaculaire. Ceux qui s'opposaient réellement au fascisme espagnol allaient le combattre. Aucun n'est encore parti lutter contre l' « impérialisme yankee ». Tout un étalage de tapis volants s'offre au choix des consommateurs de la participation illusoire : le nationalisme stalino-gaulliste contre l'Américain (la visite de Humphrey

a été l'unique occasion où le P.C.F. a manifesté avec les fidèles qui lui restent) ; la vente du *Courrier Vietnam*, ou des brochures publicitaires de l'Etat de Ho Chi Minh ; enfin, les manifestations pacifistes. Ni les Provos (avant leur dissolution), ni les étudiants de Berlin n'ont su dépasser ce cadre étroit de « l'action » anti-impérialiste.

L'opposition à la guerre en Amérique est d'emblée plus sérieuse, car elle trouve en face d'elle l'ennemi réel. Cependant, pour une partie de la jeunesse, elle signifie son identification *mécanique* avec les ennemis apparents de ses ennemis réels : ce qui accentue la confusion d'une classe ouvrière déjà soumise aux pires abrutissements et mystifications, et contribue à la maintenir dans cet état d'esprit « réactionnaire » dont on tire argument contre elle.

Plus importante nous semble la critique de Guevara, parce qu'enracinée dans des luttes authentiques, mais elle pèche par défaut. Le Che est sûrement l'un des derniers léninistes conséquents de notre époque. Toutefois, tel Epiménide, il semble avoir dormi pendant ce dernier demi-siècle, pour croire qu'il y a encore un « camp progressiste », et que celui-ci est étrangement « défaillant ». Ce bureaucratique et romantique révolutionnaire ne voit ainsi dans l'impérialisme que le stade suprême du capitalisme, en lutte contre une société qui est socialiste, même si elle a des défauts.

La déficience de l'U.R.S.S., honteusement reconnue, paraît de plus en plus « naturelle ». Quant à la Chine, selon une déclaration officielle, elle reste « prête à consentir tous les sacrifices nationaux pour soutenir le Vietnam du Nord contre les U.S.A. *(à défaut des ouvriers de Hong-Kong)* et elle constitue *l'arrière-garde* la plus solide et la plus sûre pour le peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme ». Personne ne doute, en effet, que quand le dernier Vietnamien sera tué, la Chine bureaucratique de Mao sera intacte. (Selon les *Izvestia*, la Chine et les Etats-Unis auraient conclu un accord de non-intervention réciproque.)

Ni la conscience manichéenne de la gauche vertueuse, ni la bureaucratie ne sont capables de voir l'unité profonde du monde actuel. La dialectique est leur ennemi commun. La critique révolutionnaire, quant à elle, commence par delà le bien et le mal ; elle prend ses racines dans l'histoire, et a pour terrain la totalité du monde existant. Elle ne peut, en aucun cas, applaudir un *Etat* belligérant, ni appuyer la bureaucratie d'un Etat exploiteur en formation. Elle doit, avant tout, dévoiler la *vérité* des conflits actuels, en les rattachant à leur histoire, et démasquer les buts inavoués des forces *officiellement* en lutte. L'arme de la critique sert de prélude à la critique des armes.

La coexistence pacifique des mensonges bourgeois et bureaucratique a fini par l'emporter sur le mensonge de leurs affrontements ; l'équilibre de la terreur a été rompu à Cuba en 1962 lors de la débandade russe. Depuis, l'impérialisme américain est le maître incontesté du monde. Et il ne peut l'être que par l'agression, car il n'a aucune chance d'avoir un quelconque attrait pour les déshérités, plus facilement tournés vers le modèle russo-chinois. Le capitalisme d'Etat est la tendance naturelle des sociétés colonisées où l'Etat se constitue généralement avant les classes — au sens historique du terme. L'élimination totale de ses capitaux et de ses marchandises du marché mondial est justement la menace mortelle qui pèse sur la classe possédante américaine et son économie de libre entreprise ; et la clé de sa fureur agressive.

Depuis la grande crise de 1929, l'intervention de l'Etat se fait de plus en plus voyante dans les mécanismes du marché ; l'économie ne peut plus fonctionner régulièrement sans les dépenses massives de l'Etat, principal « consommateur » de toute la production non-commerciale (surtout par l'industrie d'armement). Ce qui ne l'empêche pas de rester en crise et

d'avoir toujours besoin de l'expansion de son secteur public aux dépens de son secteur privé. Une logique implacable pousse le système vers un capitalisme de plus en plus contrôlé par l'Etat, engendrant de graves conflits sociaux.

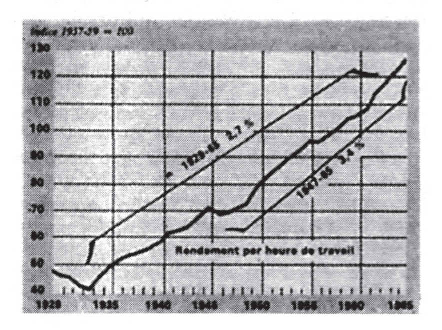


La profonde crise du système américain, c'est son incapacité à produire des profits à l'échelle sociale, d'une façon suffisante. Il doit donc réussir, *à l'extérieur*, ce qu'il ne peut faire chez lui, c'est-à-dire augmenter la masse des profits proportionnellement à la masse des capitaux existants. La classe possédante, qui possède aussi plus ou moins l'Etat, compte sur ses entreprises impérialistes pour réaliser ce rêve dément. Pour cette classe, le capitalisme d'Etat signifie la mort, tout autant que le *communisme* ; c'est pourquoi elle est par essence incapable d'y voir une quelconque différence.

Le fonctionnement artificiel de l'économie monopoliste comme « économie de guerre » assure, pour le moment, à la politique de la classe dirigeante, l'appui bienveillant des ouvriers, qui profitent du plein emploi et d'une abondance spectaculaire : « Actuellement, la proportion de la main-d'œuvre affectée à des tâches intéressant la défense nationale représente 5,2 % de la main-d'œuvre américaine totale, contre 3,9 % il y a deux ans (...). Le nombre des emplois civils dans le domaine de la défense nationale est passé de 3.000.000 à 4.100.000 environ en deux ans ». *(Le Monde* du 17-9-67). En attendant, le capitalisme de marché sent obscurément qu'en étendant son contrôle territorial il atteindra une expansion accélérée capable de contrebalancer les exigences toujours croissantes de la production non-profitable. La défense acharnée des régions du monde « libre » où ses intérêts sont souvent minimes (en 1959, les investissements américains au Vietnam du Sud ne dépassaient pas les 50 millions de dollars) correspond à une stratégie qui, à long terme, pense arriver à transformer les dépenses militaires en simples frais d'exploitation, assurant aux Etats-Unis non seulement un marché, mais le contrôle monopolistique des moyens de production de la plus grande partie du globe. Mais tout contrecarre ce projet. D'une part, les contradictions internes du capitalisme privé : des intérêts particuliers s'opposent à cet intérêt général de la classe possédante dans son ensemble, tels les groupes qui s'enrichissent à court terme des commandes d'Etat (avec, en tête, les fabriquants d'armes), tels les entreprises monopolistes qui répugnent à investir dans des pays sous-développés, où la productivité est très basse en dépit d'une main-d'œuvre à bon marché, au lieu de le faire dans la partie avancée du monde — et surtout en Europe, toujours largement plus rentable que l'Amérique saturée. D'autre part, il se heurte aux intérêts immédiats des masses déshéritées, dont le premier mouvement ne peut être que l'élimination de leurs couches exploiteuses, seules capables d'assurer aux U.S.A. une quelconque infiltration.

Le Vietnam n'est, pour le moment, selon Rostow, spécialiste de la « croissance » au Département d'Etat, que le champ d'expérience de cette vaste stratégie — appelée à se multiplier — qui, pour assurer sa paix exploiteuse, doit commencer par une guerre destructrice — qui n'a pas grande chance d'aboutir. L'agressivité de l'impérialisme américain n'est donc nullement une aberration d'un mauvais gouvernement, mais une nécessité

pour les relations de classes du capitalisme privé, qui, si un mouvement révolutionnaire ne vient pas y mettre un terme, évolue inexorablement vers un capitalisme technocratique d'Etat. C'est dans ce cadre général de l'économie mondiale restée non-dominée qu'il faut insérer l'histoire des luttes aliénées de notre époque.

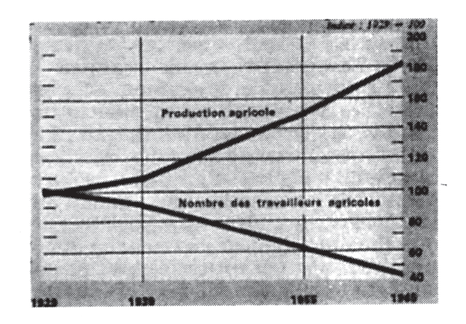


La destruction des vieilles structures « asiatiques » par la pénétration coloniale amena, d'une part, la naissance d'une nouvelle couche urbaine et, d'autres part, la paupérisation accrue de larges fractions de la paysannerie surexploitée. C'est la rencontre de ces deux forces sociales qui constitua le moteur principal de tout le mouvement vietnamien. Parmi les couches urbaines — petites-bourgeoises, et même bourgeoises — se formèrent en effet les premiers noyaux nationalistes, et le cadre de ce qui allait être, à partir de 1930, le Parti Communiste Indochinois. L'adhésion à l'idéologie bolchevik (dans sa version stalinienne), doubla le programme purement nationaliste d'un programme essentiellement agraire, et permit au P.C.I. de devenir le principal dirigeant de la lutte anti-coloniale, et d'encadrer la grande masse des paysans spontanément insurgés. Les « soviets paysans » de 1931 furent la première manifestation de ce mouvement. Mais, en rattachant son sort à celui de la IIIe Internationale, le P.C.I. se soumit à toutes les vicissitudes de la diplomatie stalinienne, et aux fluctuations des intérêts nationaux et étatiques de la bureaucratie russe. A partir du septième Congrès du Comintern (août 1935) « la lutte contre l'impérialisme français » disparut du programme et fut bientôt remplacée par la lutte contre le puissant parti trotskiste. « En ce qui concerne les trotskistes, pas d'alliances ni de concessions ; ils doivent être démasqués pour ce qu'ils sont : les agents du fascisme ». (Rapport de Ho Chi Minh au Comintern, juillet 1939). Le traité germano-soviétique et l'interdiction des P.C. de France et d'outre-mer permirent au P.C.I. de changer de direction : « Notre parti trouve que c'est une question de vie ou de mort... de lutter contre la guerre impérialiste et la politique de piraterie et de massacre de l'impérialisme français *(lire : contre l'Allemagne nazie)*... mais nous lutterons, en même temps, contre les buts agressifs du fascisme japonais ».

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, avec l'aide effective des Américains, le Vietminh contrôlait la plus grande partie du territoire, et était reconnu par la France comme l'unique représentant de l'Indochine. C'est à ce moment que Ho préféra « renifler un peu la crotte française plutôt que de manger toute la vie celle des Chinois », et signa, pour faciliter la tâche de ses camarades-maîtres, le monstrueux compromis de mars 1946, qui reconnut le Vietnam à la fois comme « Etat libre » et comme « faisant partie de la Fédération Indochinoise de l'Union Française ». Ce compromis permit à la France de reconquérir une partie du pays et d'engager, en même temps que les staliniens perdaient leur part du pouvoir bourgeois en France, une guerre de huit ans, au bout de laquelle le Vietminh livrait le Sud aux couches les plus rétrogrades de la société vietnamienne et à leurs protecteurs, les Américains, et gagnait définitivement le Nord. Après avoir procédé à l'élimination systématique des éléments révolutionnaires qui restaient (le dernier leader trotskiste, Ta Tu Thau, a été assassiné dès 1946), la bureaucratie vietminh installa son pouvoir totalitaire sur la paysannerie, et amorça l'industrialisation du pays dans le cadre d'un capitalisme d'État. L'amélioration du sort des paysans, consécutive à leurs conquêtes pendant la longue lutte de libération, devait, dans la logique bureaucratique, être mise au service de l'Etat naissant ; dans le sens d'une meilleure productivité dont il restait le maître

incontesté. L'application autoritaire de la réforme agraire donna lieu, en 1956, à de violentes insurrections et à une sanglante répression (surtout dans la province même de Ho Chi Minh). Les paysans qui ont porté la bureaucratie au pouvoir se trouvaient être ses premières victimes. Une « orgie d'autocritiques » tenta, pendant plusieurs années, de faire oublier cette « grave erreur ».

Mais les mêmes accords de Genève permirent aux Diem d'installer au sud du 17[e] parallèle, un Etat bureaucratique, féodal et théocratique, au service des propriétaires terriens et de la bourgeoisie compradore. Cet Etat allait, en l'espace de quelques années, liquider toutes les acquisitions de la paysannerie, par quelques « réformes agraires » appropriées, et les paysans du Sud, dont une partie n'avait jamais déposé les armes, allaient retomber sous la coupe de l'oppression et de la surexploitation. C'est la deuxième guerre du Vietnam. Là aussi, la masse des paysans insurgés, qui reprennent les armes contre les mêmes ennemis, retrouvent les mêmes chefs. Le Front National de Libération succède au Vietminh, héritant à la fois de ses qualités et de ses lourds défauts. En se faisant le champion de la lutte nationale et de la guerre paysanne, le F.N.L. a, dès le début, gagné la campagne, et en a fait la base principale de la résistance armée. Ce sont ses victoires successives sur l'armée officielle qui ont provoqué l'intervention de plus en plus massive des Américains, jusqu'à réduire le conflit à une guerre coloniale ouverte, où les Vietnamiens se trouvent opposés à l'armée d'invasion. Sa résolution dans la lutte, son programme nettement anti-féodal et ses perspectives unitaires restent les principales qualités du mouvement. En aucune manière la lutte du F.N.L. ne sort du cadre classique des luttes de libération nationale, et son programme reste basé sur un compromis d'une vaste coalition de classes, dominée par l'unique objectif de liquider l'agression américaine (ce n'est pas par hasard qu'il rejette la dénomination *Vietcong — id est* communistes vietnamiens — pour insister sur son caractère national). Ses structures sont celles d'un Etat en formation, puisque déjà dans les zones qu'il contrôle il lève des impôts et institue le service militaire obligatoire.



Ces qualités minimum dans la lutte, les objectifs et les intérêts sociaux qu'ils expriment, restent totalement absents dans l'affrontement qui oppose Israël aux Arabes. Les contradictions spécifiques du sionisme, comme celles de la société arabe morcelée, s'ajoutent dans la confusion générale.

Dès ses origines, le mouvement sioniste était le contraire de la solution révolutionnaire de ce qu'on appelait *la question juive*. Produit direct du capitalisme européen, il visait non le bouleversement d'une société qui avait besoin de persécuter les Juifs, mais la création d'une entité nationale juive qui serait à l'abri des aberrations antisémites du capitalisme décadent ; non l'abolition de l'injustice, mais son transfert. Ce qui constitue le péché originel du sionisme, c'est d'avoir toujours raisonné comme si la Palestine était une île déserte. Le mouvement ouvrier révolutionnaire voyait la solution de la question juive dans la communauté prolétarienne, c'est-à-dire la destruction du capitalisme et de « sa religion, le judaïsme », l'émancipation du Juif ne pouvant se faire en dehors de l'émancipation de l'homme. Le sionisme partait de l'hypothèse inverse. Certes, le développement contre-révolutionnaire de ce demi-siècle lui a donné raison, mais de la même manière que le développement du capitalisme européen a donné raison aux thèses réformistes de Bernstein. Le succès du sionisme, et corol-

lairement la création de l'Etat d'Israël n'est qu'un avatar du triomphe de la contre-révolution mondiale. Au « socialisme dans un seul pays » pouvait faire écho « justice pour un seul peuple » et « égalité dans un seul kibboutz ». C'est avec les capitaux de Rothschild qu'on a organisé la colonisation de la Palestine, et c'est grâce à la plus-value européenne qu'on a lancé les premiers kibboutzim. Les Juifs recréaient alors *pour eux* tout ce dont ils étaient victimes : le fanatisme et la ségrégation. Ceux qui souffraient de n'être que tolérés dans leur société, allaient lutter pour devenir, *ailleurs*, des propriétaires disposant du droit de tolérer les autres. Le kibboutz n'était pas un dépassement révolutionnaire de la « féodalité » palestinienne, mais une formule mutualiste d'auto-défense des travailleurs-colons juifs *contre les tendances d'exploitation capitaliste de l'Agence Juive*. Parce qu'elle était le principal propriétaire juif de Palestine, l'Organisation Sioniste se définissait comme l'unique représentant des intérêts supérieurs de « la Nation Juive ». Si elle a fini par céder le droit à une certaine autogestion, c'est qu'elle s'était assurée que celle-ci serait fondée sur le refoulement systématique du paysan arabe.

Quant à la Histadrut, elle était, dès sa création en 1920, soumise à l'autorité du sionisme mondial, c'est-à-dire le contraire même de l'émancipation des travailleurs. Les travailleurs arabes en étaient statutairement exclus, et son activité consistait souvent à interdire aux entreprises juives de les employer.

Le développement de la lutte triangulaire entre Arabes, sionistes et Anglais, allait tourner au profit des seconds ; grâce à la paternité active des Américains (à partir de la deuxième guerre mondiale) et à la bénédiction de Staline (qui voyait en Israël la constitution du premier bastion « socialiste » au Moyen-Orient, mais voulait par là même se débarrasser de quelques Juifs encombrants), le rêve herzlien ne tarda pas à se concrétiser, et l'Etat juif fut arbitrairement proclamé. La récupération de toutes les formes « progressives » d'organisation sociale, et leur intégration à l'idéal sioniste, permit dès lors aux plus « révolutionnaires » de travailler, la conscience tranquille, à l'édification de l'Etat bourgeois, militariste et rabbinique qu'est devenu l'Israël moderne. Le sommeil prolongé de l'internationalisme prolétarien a encore une fois engendré un monstre. L'injustice fondamentale commise contre les Arabes de Palestine se retourna aussitôt contre les Juifs eux-mêmes : l'Etat du peuple élu n'était rien d'autre qu'une vulgaire société de classes, où s'étaient reconstituées toutes les anomalies des vieilles sociétés (divisions hiérarchiques, oppositions ethniques entre Ashkenazes et Séphardites, persécutions racistes de la minorité arabe, etc.). La centrale syndicale y retrouva sa fonction normale d'intégrer les ouvriers à une économie capitaliste, dont elle est devenue le principal propriétaire. Elle emploie plus de salariés que n'en possède l'Etat lui-même. Elle constitue actuellement la tête de pont de l'expansion impérialiste du jeune capitalisme israélien (« Solel Boneh », importante succursale en bâtiment de la Histadrut, a investi 180 millions de dollars en Afrique et en Asie en 1960-1966, et emploie actuellement 12.000 ouvriers africains).

Et comme l'Etat n'aurait jamais pu voir le jour sans l'intervention directe de l'impérialisme anglo-américain et l'aide massive du capitalisme financier juif, il ne peut aujourd'hui équilibrer son *économie artificielle* qu'avec l'aide des mêmes forces qui l'ont créé (le déficit de la balance des paiements est égal à 600 millions de dollars, c'est-à-dire plus que le revenu moyen d'un travailleur arabe par tête d'habitant israélien). Dès l'installation des premières colonies d'immigrés, les Juifs constituaient, parallèlement à la société arabe économiquement et socialement attardée, une société moderne de type européen ; la proclamation de l'Etat n'a fait qu'achever ce processus par l'expulsion pure et simple des éléments du retard. Israël est, de par son être, le bastion de l'Europe au cœur d'un monde afro-asiatique. Ainsi est-il devenu doublement *étranger :* à la population arabe, réduite à l'état permanent de réfugiés ou de minorité colonisée, et à la population juive

qui y avait vu un moment la réalisation terrestre de toutes les idéologies égalitaires.

Mais ceci n'est pas dû aux seules contradictions de la société israélienne ; dès le début, cette situation n'a cessé de s'aggraver, du fait de son entretien par l'environnement arabe, incapable jusqu'à présent d'y apporter un début de solution effective.

Dès le début du mandat britannique, la résistance arabe en Palestine a été entièrement dominée par la classe possédante, c'est-à-dire par les classes dirigeantes arabes d'alors, et leurs protecteurs britanniques. L'accord Sykes-Picot a mis fin à tous les espoirs du nationalisme arabe naissant, et soumis la région, savamment morcelée, à une domination étrangère qui est loin d'être achevée. Les mêmes couches qui assuraient la servitude des masses arabes à l'Empire Ottoman passèrent au service de l'occupation britannique, et se firent les complices de la colonisation sioniste (par la vente, à des prix très élevés, de leurs terres). Le retard de la société arabe ne permettait pas encore l'émergence de nouvelles directions plus avancées, et les soulèvements populaires spontanés retrouvaient chaque fois les mêmes récupérateurs : les notabilités « féodales-bourgeoises » et leur marchandise, l'union nationale.

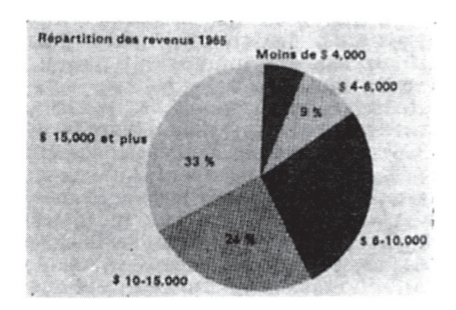
L'insurrection armée de 1936-1939, et la grève générale de six mois (la plus longue de l'histoire) ont été décidées et exécutées en dépit de l'opposition de toutes les directions des partis « nationalistes ». Spontanément organisées, elles ont connu une vaste ampleur ; ce qui a obligé la classe dirigeante à s'y rallier et, du coup, à prendre la direction du mouvement. Mais c'était pour y mettre un frein, le conduire à la table des négociations et aux compromis réactionnaires. Seule la victoire de ce soulèvement dans ses ultimes conséquences aurait pu à la fois liquider le mandat britannique et le projet sioniste de constituer un Etat juif. Son échec annonçait, *a contrario*, les futures catastrophes, et en définitive la défaite de 1948.

Celle-ci a sonné le glas de la « bourgeoisie-féodalité » comme classe dirigeante du mouvement arabe. Elle a été l'occasion pour la petite-bourgeoisie d'émerger au pouvoir et de constituer, avec les cadres de l'armée défaite, le moteur du mouvement actuel. Son programme était simple : l'unité, une certaine idéologie socialiste et la libération de la Palestine (le Retour). L'agression tripartite de 1956 lui a fourni la meilleure occasion de se consolider en tant que classe dominante, et de découvrir un leader-programme en la personne de Nasser, proposé à l'admiration collective des masses arabes dépossédées de tout. C'était leur religion et leur opium. Seulement, la nouvelle classe exploiteuse avait ses intérêts propres, et ses buts autonomes. Les mots d'ordre qui ont fait la popularité du régime bureaucratique militaire d'Egypte, étaient mauvais en eux-mêmes, et il était incapable de les réaliser. L'unité arabe et la destruction d'Israël (tour à tour invoquée comme liquidation de l'Etat usurpateur, et comme rejet pur et simple de sa population à la mer) étaient au centre de cette idéologie-propagande.

Ce qui a inauguré la décadence de la petite-bourgeoisie arabe et de son pouvoir bureaucratique, ce sont tout d'abord ses propres contradictions internes, et la superficialité de ses options (Nasser, le Baas, Kassem et les partis dits communistes n'ont pas cessé de lutter les uns contre les autres, à travers les compromissions et les alliances avec les forces les plus louches).

Vingt ans après la première guerre de Palestine, cette nouvelle couche vient de prouver son incapacité totale de résoudre le problème palestinien. Elle a vécu par la surenchère démente, car seul l'entretien permanent du prétexte israélien lui permettait de survivre, impuissante qu'elle était à apporter une quelconque solution radicale aux innombrables problèmes intérieurs : le problème palestinien reste la clé des bouleversements

arabes. C'est autour de lui que les conflits tournent, et en lui que tout le monde communie. Il est la base de la solidarité objective de *tous* les régimes arabes. Il réalise « l'Union sacrée » entre Nasser et Hussein, Fayçal et Boumedienne, le Baas et Aref.



La dernière guerre est venue dissiper toutes les illusions. La rigidité absolue de « l'idéologie arabe » a été pulvérisée au contact de la réalité effective tout aussi dure, mais permanente. Ceux qui parlaient de faire la guerre ne la voulaient ni ne la préparaient, et ceux qui ne parlaient que de se défendre préparaient effectivement l'offensive. Chacun des deux camps suivait sa propre pente : la bureaucratie arabe, celle du mensonge et de la démagogie, les maîtres d'Israël, celle de l'expansion impérialiste. C'est en tant qu'élément négatif que la guerre de six jours a eu une importance capitale, puisqu'elle a révélé toutes les faiblesses et les tares secrètes de ce qu'on a voulu présenter comme « la révolution arabe ». La « puissante » bureaucratie militaire égyptienne s'est effritée en deux jours, dévoilant tout d'un coup la *vérité* de ses réalisations : le pivot autour duquel se sont opérées toutes les transformations socio-économiques, l'armée, est resté fondamentalement le même. D'une part, elle prétendait tout changer en Egypte (et même dans toute la zone arabe), et d'une autre elle faisait tout pour que rien ne change en son sein, en ses valeurs et habitudes. L'Egypte nassérienne est encore dominée par les forces pré-nassériennes, sa « bureaucratie » est un magma sans cohérence ni conscience de classe, que seule l'exploitation et le partage de la plus-value sociale unit.

Quant à l'appareil politico-militaire qui gouverne la Syrie baasiste, il s'enferme de plus en plus dans l'extrémisme de son idéologie. Seulement, sa phraséologie ne trompe plus personne (à part Pablo !) ; tout le monde sait qu'il n'a pas fait la guerre, et qu'il a livré le front sans résistance, puisqu'il a préféré garder les meilleures troupes à Damas pour sa propre défense. Ceux qui consommaient 65 % du budget syrien pour défendre le territoire ont définitivement démasqué leur cynique mensonge.

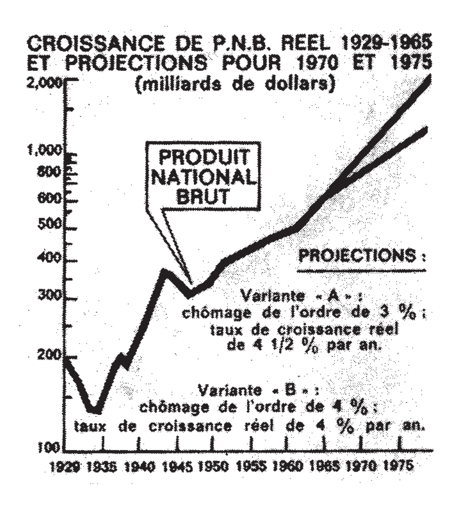
Enfin, elle a une dernière fois montré, à ceux qui en avaient encore besoin, que l'Union sacrée avec les Hussein ne pouvait conduire qu'à la catastrophe. La Légion Arabe s'est retirée dès le premier jour, et la population palestinienne, qui a subi pendant vingt ans la terreur policière de ses bourreaux, s'est trouvée désarmée et désorganisée devant les forces d'occupation. Le trône hachémite, depuis 1948, s'était partagé la colonisation des Palestiniens avec l'Etat sioniste. En désertant la Cisjordanie, il livrait à celui-ci les dossiers établis par la police sur tous les éléments révolutionnaires palestiniens. Mais les Palestiniens ont toujours su qu'il n'y avait pas une grande différence entre les deux colonisations, et se sentent aujourd'hui plus à l'aise dans leur résistance à la nouvelle occupation.

De l'autre côté, Israël est devenu tout ce que les Arabes, avant la guerre, lui reprochaient d'être : un Etat impérialiste se conduisant comme les forces d'occupation les plus classiques (terreur policière, dynamitage des maisons, loi martiale permanente, etc.). Et à l'intérieur se développe un délire collectif dirigé par les rabbins pour « le droit imprescriptible d'Israël aux frontières bibliques ». La guerre est venue arrêter tout le mouvement de contestation qu'engendraient les contradictions de cette société artificielle (en 1966, il y a eu quelques dizaines d'émeutes, et pas moins de 277 grèves pour la seule année 1965); et provoquer une adhésion unanime autour des objectifs de la classe dominante, et de son idéologie la plus extrémiste. Elle

a servi par ailleurs à renforcer tous les régimes arabes non impliqués dans l'affrontement armé. Boumedienne put ainsi, à 5.000 km, participer, quiètement, à la surenchère, et faire applaudir son nom par la foule algérienne devant laquelle il n'osait même pas se présenter la veille ; enfin obtenir l'appui d'une O.R.P. complètement stalinisée (« pour sa politique anti-impérialiste »). Fayçal, contre quelques millions de dollars, obtient l'abandon du Yémen Républicain et la consolidation de son trône — et on en passe.

Comme toujours la guerre, quand elle n'est pas civile, ne peut que geler le processus de la révolution sociale ; au Nord-Vietnam, elle provoque l'adhésion, jamais obtenue, de la masse paysanne à la bureaucratie qui l'exploite. En Israël, elle liquide pour une longue période toute opposition au sionisme, et dans les pays arabes c'est le renforcement — momentané — des couches les plus réactionnaires. En aucune façon les courants révolutionnaires ne peuvent s'y reconnaître. Leur tâche est à l'autre bout du mouvement actuel, car elle doit en être la négation absolue.

Il est évidemment impossible de chercher, aujourd'hui, une solution *révolutionnaire* à la guerre du Vietnam. Il s'agit avant tout de mettre fin à l'agression américaine, pour laisser se développer, d'une façon *naturelle*, la véritable lutte sociale du Vietnam, c'est-à-dire permettre aux travailleurs vietnamiens de retrouver leurs ennemis de l'intérieur : la bureaucratie du Nord et toutes les couches possédantes et dirigeantes du Sud. Le retrait des Américains signifie immédiatement la prise en main, par la direction stalinienne, de tout le pays : c'est la solution inéluctable. Car les envahisseurs ne peuvent indéfiniment prolonger leur agression ; on sait depuis Talleyrand qu'on peut faire n'importe quoi avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus. Il ne s'agit donc pas de soutenir inconditionnellement (ou d'une façon critique) le Vietcong, mais de lutter avec conséquence et sans concessions contre l'impérialisme américain. Le rôle le plus efficace est actuellement celui des révolutionnaires américains qui prônent et pratiquent l'insoumission à une très large échelle (devant laquelle la résistance à la guerre d'Algérie, en France, est un jeu d'enfant). C'est que la racine de la guerre du Vietnam se trouve en Amérique même, et c'est là qu'il faut l'extirper.



Au contraire de la guerre américaine, la question palestinienne n'a pas de solution immédiatement perceptible. Aucune solution à court terme n'est praticable. Les régimes arabes ne peuvent que s'écrouler sous le poids de leurs contradictions, et Israël sera de plus en plus prisonnier de sa logique coloniale. Tous les compromis que les grandes puissances et leurs alliés respectifs essaient de rafistoler ne peuvent, de toutes les façons, qu'être contre-révolutionnaires. Le *statu quo* bâtard — ni paix, ni guerre — va probablement prédominer pour une longue période, pendant laquelle les régimes arabes connaîtront le sort de leurs prédécesseurs de 1948 (et probablement au profit des forces franchement réactionnaires dans un premier temps). La société arabe qui a secrété toutes sortes de classes dominantes, caricatures de toutes les classes historiquement connues, doit maintenant secréter les forces qui porteront sa subversion totale. La bourgeoisie dite nationale et la bu-

reaucratie arabe ont hérité de toutes les tares de ces deux classes, sans avoir jamais connu leurs réalisations historiques dans les autres sociétés. Les futures forces révolutionnaires arabes, qui doivent naître sur les décombres de la défaite de juin 1967, sauront qu'elles n'ont rien de commun avec aucun des régimes arabes existants, ni rien à respecter des pouvoirs constitués qui dominent le monde actuel. C'est en elles-mêmes et dans les expériences refoulées de l'histoire révolutionnaire qu'elles trouveront leur modèle. La question palestinienne est trop sérieuse pour être laissée aux Etats, c'est-à-dire aux colonels. Elle touche de trop près les deux questions fondamentales de la révolution moderne, à savoir *l'internationalisme* et *l'Etat*, pour qu'aucune force existante puisse lui apporter la solution adéquate. Seul un mouvement révolutionnaire arabe résolument internationaliste et anti-étatique, peut à la fois dissoudre l'Etat d'Israël et avoir pour lui la masse de ses exploités. Seul, par le même processus, il pourra dissoudre tous les Etats arabes existants et créer l'unification arabe par le pouvoir des Conseils.

NOS BUTS ET NOS MÉTHODES DANS LE SCANDALE DE STRASBOURG

Les diverses manifestations de stupeur et d'indignation qui ont fait écho à la brochure situationniste *De la misère en milieu étudiant*, publiée aux frais de la section strasbourgeoise de l'Union Nationale des Etudiants de France, si elles ont eu l'effet opportun de faire lire assez largement les thèses contenues dans la brochure même, ne pouvaient manquer d'accumuler les contresens dans l'exposé et le commentaire de ce qui a été l'activité de l'I.S. en la circonstance. En face des illusions de tous genres entretenues par des journaux, des autorités universitaires, et même un certain nombre d'étudiants irréfléchis, nous allons maintenant préciser ici quelles ont été exactement les conditions de notre intervention, et rappeler quels buts nous poursuivions par les moyens qui nous ont paru y correspondre.

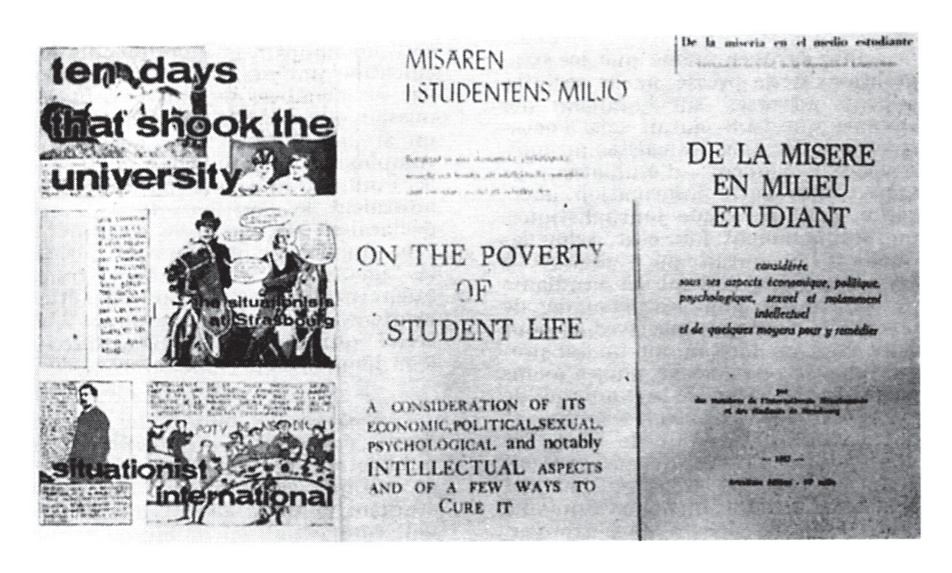
Plus erronée même que les exagérations de la presse, ou de certains avocats adverses, sur l'ampleur des sommes que l'I.S. aurait saisi l'occasion de piller dans les caisses du malheureux syndicat d'étudiants, se trouve être cette information aberrante, dont les récits journalistiques ont fréquemment fait état, selon laquelle l'I.S. aurait pu s'abaisser à faire campagne devant les étudiants de Strasbourg, pour les persuader de la validité de ses perspectives, et pour faire élire un bureau sur un tel programme. Pas davantage, nous n'avons entrepris le moindre noyautage de l'U.N.E.F., en y glissant secrètement des partisans. Il suffit de nous lire pour comprendre que tels ne peuvent être nos champs d'intérêt, ni nos méthodes. En fait, quelques étudiants de Strasbourg vinrent nous trouver, pendant l'été de 1966, et nous firent savoir que six de leurs amis — et non eux-mêmes — venaient d'être élus comme direction de l'Association étudiante locale (A.F.G.E.S.), sans programme d'aucune sorte, et en dépit du fait qu'ils étaient notoirement connus dans l'U.N.E.F. comme des extrémistes en désaccord complet avec toutes les variantes de sa décomposition, et même résolus à tout casser. Leur élection, au reste tout à fait régulière, manifestait donc à l'évidence et le désintérêt absolu de la base, et l'aveu d'impuissance définitive de ce qui restait de bureaucrates dans cette organisation. Ceux-ci calculaient sans doute que le bureau « extrémiste » ne saurait pas trouver une quelconque expression de ses intentions négatives. C'était inversement la crainte des étudiants qui vinrent alors nous trouver ; et c'est principalement pour ce motif qu'eux-mêmes n'avaient pas cru devoir personnellement figurer dans cette « direction » : car seul un coup d'une certaine ampleur, et non quelque justification humoristique, pouvait sauver ses membres de l'air de compromission que comporte immédiatement un si pauvre rôle. Pour achever la complexité du problème, alors que les étudiants qui nous parlaient connaissaient les positions de l'I.S., et déclaraient les approuver en général, ceux qui étaient membres du bureau les ignoraient plutôt, mais comptaient principalement sur nos interlocuteurs pour définir au mieux l'activité qui pourrait correspondre à leur bonne volonté subversive.

A ce stade, nous nous sommes bornés à conseiller la rédaction et la publication, par eux tous, d'un texte de critique générale du mouvement étudiant et de la société, un tel travail comportant au moins pour eux l'utilité de leur faire clarifier en commun ce qui leur restait confus. Nous soulignâmes en outre que le fait de

disposer d'argent et de crédit était le point essentiel utilisable de la dérisoire autorité qui leur avait été si imprudemment laissée ; et qu'un emploi non-conformiste de ces ressources aurait à coup sûr l'avantage de choquer beaucoup de monde, et par là de faire mieux voir ce qu'ils pourraient mettre de non-conformiste dans le contenu. Ces camarades approuvèrent nos avis. Dans le développement de ce projet, ils restèrent en contact avec l'I.S., particulièrement par l'intermédiaire de Mustapha Khayati.

La discussion et les premières ébauches de rédaction entreprises collectivement par ceux qui nous avaient rencontrés et les membres du bureau de l'A.F.G.E.S. — tous résolus à mener à bonne fin cette affaire — apportèrent au plan une importante modification. Tous se montraient d'accord sur le fond de la critique à produire, et précisément sur les grandes lignes telles que Khayati avait pu les évoquer, mais se découvrirent incapables d'aboutir à une formulation satisfaisante, surtout dans le bref délai que leur imposait la date de la rentrée universitaire. Cette incapacité ne doit pas être considérée comme la conséquence d'un grave manque de talent, ou de l'inexpérience, mais tout simplement était produite par l'extrême *hétérogénéité* de ce groupe, dans le bureau et à côté du bureau. Leur rassemblement préalable sur la base d'accord la plus vague les rendait très peu aptes à rédiger ensemble l'expression d'une théorie qu'ils n'avaient pas réellement reconnue ensemble. Des oppositions et méfiances personnelles apparaissaient en outre entre eux à mesure que le projet prenait de l'ampleur ; le ralliement à la variante la plus large et la plus sérieuse qu'il serait possible de concevoir pour ce coup constituant d'ailleurs leur seule réelle volonté commune. Dans de telles conditions, Mustapha Khayati se trouva conduit à assumer presque seul l'essentiel de la rédaction du texte, qui fut à mesure discuté et approuvé dans ce groupe d'étudiants à Strasbourg, et aussi par les situationnistes à Paris — ces derniers étant seuls à y introduire des adjonctions tant soit peu notables, en nombre du reste limité.

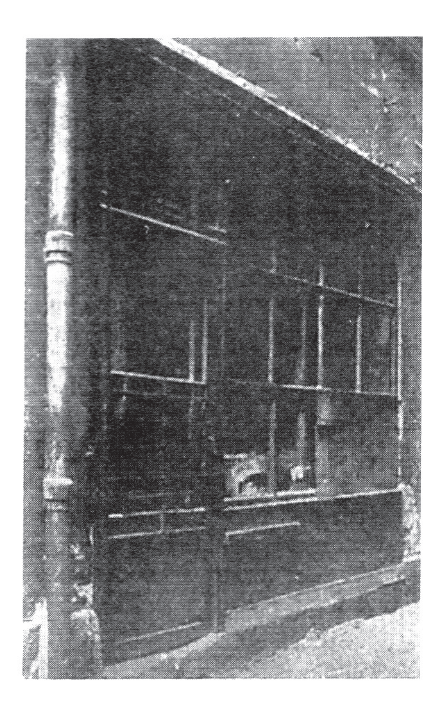
Diverses mesures préliminaires



ÉDITIONS EN ANGLETERRE, SUÈDE, AMÉRIQUE, ESPAGNE ET FRANCE (1967).

annoncèrent la parution de la brochure. Le 26 octobre, le cybernéticien Moles (cf. *I.S.* 9, page 44), enfin parvenu à une chaire de psycho-sociologie pour s'y adonner à la programmation des jeunes cadres, en fut chassé dès les premières minutes de son cours inaugural par les tomates que lui lançaient une douzaine d'étudiants (le même traitement a été appliqué à Moles, en mars, au Musée des Arts Décoratifs de Paris, où ce robot conforme devait discourir sur le contrôle des populations par les méthodes de l'urbanisme ; cette dernière réfutation lui était portée par une trentaine de jeunes anarchistes, appartenant à des groupes qui veulent ramener la critique révolutionnaire dans toutes les questions modernes). Peu après ce cours inaugural, certainement aussi insolite que Moles lui-même dans les annales de l'Université, l'A.F.G.E.S. entreprit l'affichage, en guise de publicité pour la brochure, d'un *comics* réalisé par André Bertrand, *Le retour de la colonne Durruti*, document qui avait le mérite d'exposer dans les termes les plus nets ce que ses camarades pensaient faire de leurs fonctions : « La crise générale des vieux appareils syndicaux, des bureaucraties gauchistes, se faisait sentir partout et principalement chez les étudiants, où l'activisme n'avait depuis longtemps plus d'autre ressort que le dévouement le plus sordide aux idéologies défraîchies et l'ambition la moins réaliste. Le dernier carré de professionnels qui élut nos héros n'avait même pas l'excuse d'une mystification. Ils placèrent leur espoir d'un renouveau dans un groupe qui ne cachait pas ses intentions de saborder au plus vite et pour le mieux tout ce militantisme archaïque ».

La brochure fut distribuée à brûle-pourpoint aux personnalités officielles, lors de la rentrée solennelle de l'Université ; simultanément le bureau de l'A.F.G.E.S. faisait savoir que son seul programme « étudiant » était la dissolution immédiate de cette association, et convoquait une assemblée générale extraordinaire pour voter là-dessus. On sait que la perspective horrifia aussitôt beaucoup de gens. « Ce serait la première manifestation concrète d'une révolte qui vise tout bonnement à détruire la société », écrivait un journal local



LIEU DE RENCONTRE SUPPOSÉ DES INTERNATIONAUX - SITUATIONNISTES A PARIS

« De tels mouvements révolutionnaires se distinguent des autres par le caractère illimité de leurs buts et de leurs promesses... Quelle que soit leur histoire individuelle, ils constituaient collectivement une couche sociale distincte, une **intelligentsia** frustrée et de second ordre... Alors se constituait un groupe d'une espèce particulière... impitoyable et en constante fermentation, obsédé par des chimères apocalyptiques et pénétré de sa propre infaillibilité ; ce groupe se sentait très loin au-dessus du reste de l'humanité et repoussait toute prétention autre que celle inhérente à sa prétendue mission... Des promesses millénaires et illimitées exprimées avec une conviction illimitée et prophétique devant un certain nombre d'hommes déracinés et désespérés dans le cadre d'une société dont les normes et les liens traditionnels sont en voie de désintégration, telle est, semble-t-il, l'origine de ce fanatisme souterrain... »

Norman Cohn

Les Fanatiques de l'Apocalypse.

(*Dernières Nouvelles*, 4-12-66). Et *L'Aurore* du 26 novembre : « l'Internationale situationniste, organisation qui compte quelques adhérents dans les principales capitales d'Europe. Ces anarchistes se prétendent révolutionnaires et veulent « prendre le pouvoir ». Le prendre non pour le conserver, mais pour semer le désordre et détruire même leur propre autorité ». Et même, à Turin, la *Gazetta del Popolo* du même jour manifestait des inquiétudes démesurées : « Il s'agirait toutefois de considérer si d'éventuelles mesures de représailles... ne risqueraient pas d'entraîner des désordres... A Paris et dans d'autres villes universitaires de France, l'Internationale situationniste, électrisée par le triomphe obtenu par ses adeptes à Strasbourg, s'apprête à déchaîner une offensive de grand style pour s'assurer le contrôle des organismes étudiants ». A ce moment il nous fallait prendre garde à un nouveau facteur décisif : les situationnistes devaient se défendre d'une *récupération* dans l'actualité journalistique ou la mode intellectuelle. La brochure s'était finalement transformée en un texte de l'I.S. ; nous n'avions pas cru devoir refuser d'aider ces camarades dans leur volonté de porter un coup contre le système, et cette aide n'avait malheureusement *pas pu être moindre*. Cet engagement de l'I.S. nous donnait pour la durée de l'opération une fonction de direction *de facto*, que nous ne voulions en aucun cas prolonger au-delà de cette action commune limitée : peu nous importe, comme tout le monde peut s'en douter, le lamentable *milieu étudiant*. Nous avions seulement à agir, dans ce cas comme toujours, pour faire réapparaître, par la pratique sans concessions qui est son support exclusif, la nouvelle critique sociale qui se constitue présentement. C'est le caractère inorganisé du groupe d'étudiants de Strasbourg qui, à la fois, avait créé la nécessité de l'intervention situationniste directe, et avait empêché même la réalisation d'un dialogue ordonné, qui seul eût pu garantir un minimum d'égalité dans la décision. Le débat qui définit normalement une action commune entre des groupes indépendants n'avait guère de réalité dans le cas d'un agglomérat d'individus qui montraient toujours plus qu'ils étaient réunis dans l'approbation de l'I.S., et séparés à tous autres propos.

Il va de soi qu'une telle carence ne constituait aucunement à nos yeux une recommandation pour *l'ensemble* de ce groupe d'étudiants, dans la mesure où il paraissait vouloir plus ou moins s'intégrer à l'I.S., en quelque sorte pour faire l'économie de sa propre affirmation. Le manque d'homogénéité des Strasbourgeois avait eu aussi l'occasion d'apparaître, à un degré que nous n'avions pu prévoir, sur une question inattendue : plusieurs avaient soudainement hésité devant la distribution brutale du texte dans la cérémonie de la rentrée de l'Université. Khayati avait dû montrer aux personnes concernées qu'on ne doit pas essayer de faire les scandales à moitié, ni espérer au milieu d'un acte de ce genre que l'on pourrait être moins compromis, quand on a déjà choisi de l'être, en n'étendant pas trop loin la résonnance du coup — et qu'au contraire le succès d'un scandale est la seule sauvegarde relative de ceux qui l'ont sciemment déclenché. Plus inacceptable encore que l'hésitation tardive sur un point de tactique aussi sommaire, nous paraissait l'éventualité dans laquelle certains de ces individus si peu sûrs les uns des autres en viendraient à faire des déclarations en notre nom. Mustapha Khayati fut alors chargé par l'I.S. de faire préciser par les membres du bureau de l'A.F.G.E.S. qu'aucun d'eux n'était situationniste. Ce qu'il firent par leur communiqué du 29 novembre : « Aucun des membres de notre bureau ne fait partie de l'Internationale Situationniste, mouvement qui publie depuis quelque temps la revue du même nom, mais nous nous sommes proclamés entièrement solidaires de ses analyses et perspectives ». Sur la base de cette *autonomie* affirmée, l'I.S. adressa alors une lettre à André Schneider, président de l'A.F.G.E.S., et à Vayr-Piova, vice-président, pour affirmer sa solidarité complète avec ce qu'ils avaient fait. Cette solidarité de l'I.S. a été toujours maintenue depuis, tant par notre refus immédiat du dialogue avec ceux qui essayèrent de nous approcher tout en proclamant une certaine hostilité envieuse envers les responsables du bureau (voire en ayant la sottise de dénoncer leur action

auprès de l'I.S. comme étant de nature « spectaculaire » !), que par l'aide financière et le soutien public devant la répression subséquente (cf. au début d'avril une déclaration signée par 79 étudiants de Strasbourg qui se solidarisaient avec Vayr-Piova, alors exclu de l'Université, sanction qui fut rapportée quelques mois après). Schneider et Vayr-Piova gardèrent devant les sanctions et les menaces une attitude très ferme ; cependant cette fermeté ne se retrouva pas au même degré dans leur attitude vis-à-vis de l'I.S.

La répression judiciaire aussitôt entamée à Strasbourg — qui s'est poursuivie depuis par une série, encore ouverte, de procès qui confirment ce début —, se concentra sur une prétendue illégalité du bureau de l'A.F.G.E.S., soudainement considéré, depuis la publication de la brochure situationniste, comme un « comité de fait » usurpant la représentation syndicale des étudiants. Cette répression était d'autant plus nécessaire que l'union sacrée des bourgeois, des staliniens et des curés, réalisée contre l'A.F.G.E.S., disposait visiblement parmi les 18.000 étudiants de la ville, d'une « force » encore moins considérable que celle du bureau. Elle s'ouvrit par l'ordonnance du tribunal des référés en date du 13 décembre, qui mettait sous séquestre les locaux et la gestion de l'Association, et interdisait l'assemblée générale convoquée par le bureau pour le 16, dans le but d'y faire voter la dissolution de l'A.F.G.E.S. Ce jugement, qui reconnaissait implicitement (mais à tort) qu'une majorité des étudiants que l'on empêchait ainsi de voter risquait d'approuver la position du bureau, en gelant l'évolution des événements, entraîna pour nos camarades — dont la seule perspective était de liquider sans délai leur propre position dirigeante — l'obligation de prolonger leur résistance jusqu'à la fin de janvier. La meilleure pratique du bureau, jusque-là, avait été le traitement qu'il réserva à une quantité de journalistes accourus pour solliciter des interviews : refus du plus grand nombre, boycott insultant de ceux qui représentaient les pires institutions (Télévision française, *Planète*) ; ainsi une partie de la presse put-elle être amenée à donner une version plus exacte du scandale, et à reproduire moins infidèlement les communiqués de l'A.F.G.E.S. Puisqu'on en était aux mesures administratives, et puisque le bureau *in partibus* de l'A.F.G.E.S. avait conservé le contrôle de la section locale de la Mutuelle Nationale des Etudiants, il riposta en décidant le 11 janvier, et en exécutant cette décision dès le lendemain, la fermeture du « Bureau d'aide psychologique universitaire » qui en dépendait, « considérant que les B.A.P.U. sont la réalisation en milieu étudiant du contrôle para-policier d'une psychiatrie répressive, dont la claire fonction est de maintenir... la passivité de toutes les catégories d'exploités..., considérant que l'existence d'un B.A.P.U. à Strasbourg est une honte et une menace pour tous les étudiants de cette université qui sont résolus à penser librement ». A l'échelon national l'U.N.E.F., que la révolte de sa section strasbourgeoise — jusque là considérée comme exemplaire — obligeait à reconnaître sa faillite générale, sans évidemment aller jusqu'à défendre les vieilles illusions de liberté syndicale qui étaient si franchement refusées à ses opposants par les autorités, ne pouvait tout de même reconnaître l'exclusion judiciaire du bureau de Strasbourg. A l'assemblée générale de l'Union Nationale, tenue à Paris le 14 janvier, vint donc une délégation de Strasbourg qui, dès l'ouverture de la séance, exigea le vote préalable de sa motion de *dissolution de toute l'U.N.E.F.*, « considérant que l'affirmation de l'U.N.E.F. en tant que syndicat réunissant l'avant-garde de la jeunesse (Charte de Grenoble, 1946) coïncide avec une période où le syndicalisme ouvrier était depuis longtemps vaincu et devenu un appareil d'autorégulation du capitalisme moderne, travaillant à l'intégration de la classe ouvrière au système marchand... considérant que la prétention avant-gardiste de l'U.N.E.F. est démentie à tout moment par ses mots d'ordre et sa pratique sous-réformistes... considérant que le syndicalisme étudiant est une pure et simple imposture et qu'il est urgent d'y mettre fin ». Cette motion se concluait en appelant « tous les étudiants révolutionnaires du monde... à préparer avec tous les exploités de leurs pays une lutte impitoyable contre tous les aspects du vieux

NOUS AVONS LA DOULEUR DE VOUS FAIRE PART DE LA PERTE DE

GUY DEBORD

MORT A L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

STRASBOURG, LE 3 JANVIER 1967

LES GRANDES ESPÉRANCES

Exemple de propagande anti-I.S., distribuée par des anonymes à l'assemblée générale de l'U.N.E.F. en janvier. Emanant de milieux sans relation avec la fraction secrète garnautine découverte un peu plus tard, la fausse nouvelle est encore employée ici avec quelque détachement, non tout à fait dénué d'un certain humour éculé.

monde, en vue de contribuer à l'avènement du pouvoir international des Conseils Ouvriers ». Deux associations seulement, celle de Nantes et celle des « Etudiants en maisons de repos », ayant voté avec Strasbourg pour que ce préalable fût posé avant l'audition du rapport de gestion de la direction nationale (il faut noter pourtant que, dans les semaines précédentes, les jeunes bureaucrates de l'U.N.E.F. avaient réussi à renverser deux autres bureaux d'association spontanément favorables à la position de l'A.F.G.E.S., à Bordeaux et à Clermont-Ferrand), la délégation de Strasbourg quitta aussitôt un débat où elle n'avait rien d'autre à dire.

La sortie finale du bureau de l'A.F.G.E.S., ne devait cependant pas être aussi digne. A ce moment, trois situationnistes se trouvèrent exclus, pour avoir commis en équipe — et pour s'être trouvés contraints d'avouer devant l'I.S. — plusieurs mensonges calomnieux dirigés contre Khayati, qu'ils comptaient, par ce beau détour, faire lui-même exclure (cf. le tract de l'I.S. en date du 22 janvier : *Attention ! trois provocateurs*). Leur exclusion n'avait aucun

rapport avec le scandale de Strasbourg — en ceci, comme en tout, ils avaient ostensiblement approuvé les conclusions des débats de l'I.S. —, mais deux d'entre eux se trouvaient être Alsaciens. D'autre part, nous l'avons dit plus haut, certains des étudiants de Strasbourg avaient commencé à trouver mauvais que l'I.S. ne récompensât pas leurs insuffisances en les *recrutant*. Les menteurs exclus cherchèrent auprès d'eux un public peu exigeant, et dans ce cercle crurent couvrir leurs précédents mensonges, et leurs aveux, par une inflation nouvelle de mensonges. Ainsi tous les *repoussés* s'unirent dans la prétention mystique d'aller au-delà de cette *pratique* qui les condamnait. Ils commencèrent à croire les journaux ; et même à en rajouter. Ils se virent masses qui auraient vraiment « saisi le pouvoir » dans une sorte de Commune de Strasbourg. Ils se dirent qu'ils n'avaient pas été traités comme un prolétariat révolutionnaire mérite de l'être. Ils s'assurèrent que leur action historique avait dépassé toute théorie antérieure : en oubliant que la seule « action » discernable dans un incident de ce genre était, tout au plus, *la rédaction d'un texte*, ils compensèrent collectivement par une inflation d'illusionnisme leur déficience à cet égard. Il ne s'agissait de rien de plus ambitieux que de rêver ensemble quelques semaines, en forçant toujours plus sur la drogue des truquages, réitérés avec précipitation. La douzaine d'étudiants de Strasbourg qui avait effectivement soutenu le scandale se divisa en deux parts égales. Le problème supplémentaire agit donc comme *révélateur*. A ceux qui restèrent « partisans de l'I.S. », nous n'avions évidemment *rien à promettre* pour l'avenir, et nous avons nettement dit que nous ne le faisions à aucun degré : ceux-là n'avaient qu'à être, inconditionnellement, partisans de la vérité. Vayr-Piova et d'autres devinrent partisans du mensonge avec les exclus « garnautins » (quoique certainement sans avoir connaissance de plusieurs excessives maladresses dans les fabrications récentes de Frey et Garnault, mais en en connaissant tout de même beaucoup). André Schneider, dont les menteurs souhaitaient l'appui parce qu'il était tenant du titre de président de l'A.F.G.E.S., abreuvé par eux tous de fausses nouvelles, eut la faiblesse de les croire sans autre examen, et de contresigner une de leurs déclarations. Mais après quelques jours seulement, s'avisant tout seul d'un certain nombre déjà de mensonges indiscutables que ces gens trouvaient normal d'évoquer entre initiés pour le sauvetage de leur mauvaise cause, Schneider ne douta pas un instant qu'il devait affirmer publiquement l'erreur de son premier mouvement : par le tract *Souvenirs de la maison des morts*, il dénonça ceux qui l'avaient abusé, et qui lui avaient fait partager la responsabilité d'un faux-témoignage monté contre l'I.S. Le retournement de Schneider, dont les menteurs avaient sous-estimé le caractère, et qui s'était trouvé ainsi témoin privilégié du dernier état de leur manipulation collective des faits gênants, porta un coup définitif, à Strasbourg même, aux exclus et à leurs complices, déjà discrédités partout ailleurs. Dans leur dépit, les malheureux qui s'étaient tant mis en frais, la semaine d'avant, pour obtenir la caution de Schneider, proclamèrent alors qu'il était notoirement un faible d'esprit, et cédait tout simplement « au prestige de l'I.S. » (c'est un fait qui se reproduit de plus en plus fréquemment depuis quelque temps, dans les débats les plus divers, que le « prestige de l'I.S. » soit ainsi maladroitement identifié par des menteurs *avec le simple fait de dire la vérité* ; amalgame qui assurément nous honore). D'ailleurs, avant que trois mois ne soient écoulés, l'association de Frey et consorts avec Vayr-Piova et tous ceux qui voulaient bien les soutenir d'une adhésion âprement sollicitée (ils furent jusqu'à 8 ou 9) devait étaler elle-même au grand jour sa triste réalité : fondée sur la base de mensonges enfantins par des individus qui s'estiment réciproquement comme de malhabiles menteurs, ce fut exactement la démonstration, involontairement parodique, d'un genre d' « action collective » qu'il ne faut en aucun cas commettre ; et avec les gens qu'il ne faut à aucun degré fréquenter ! On les vit mener ensemble une dérisoire *campagne électorale* devant les étudiants de Strasbourg. De pédants débris de pseudo-souvenirs d'idées et de phrases situationnistes étaient utilisés, par dizaines de pages, avec une totale inconscience du ridicule, dans le seul but de *garder le « pouvoir » à la section strasbourgeoise de la M.N.E.F.*, fief

micro-bureaucratique de Vayr-Piova, rééligible le 13 avril. Aussi heureux dans ce cas que dans leurs manœuvres précédentes, ils se trouvèrent en plus battus par d'aussi bêtes qu'eux, staliniens et chrétiens plus naturellement friands d'électoralisme ; et qui s'offrirent en prime le luxe de dénoncer leurs déplorables rivaux comme de « faux situationnistes ». Dans le tract *L'I.S. vous l'avait bien dit*, publié le lendemain, André Schneider et ses camarades montrèrent aisément à quel point cette tentative ratée d'exploitation publicitaire *des restes* du scandale survenu cinq mois plus tôt s'avouait comme le reniement complet de l'esprit et des perspectives affirmées alors. Vayr-Piova, dans un communiqué diffusé le 20 avril, déclarait pour finir : « Je trouve réjouissant de me voir enfin dénoncé comme « non-situationniste » — chose que j'ai toujours proclamée ouvertement depuis que l'I.S. s'est érigée en puissance officielle ». On a ici un échantillon suffisant d'une immense littérature déjà oubliée. Que l'I.S. soit devenue *une puissance officielle*, voilà une de ces thèses typiques de Vayr-Piova ou Frey, qui peuvent être examinées par ceux qui s'intéressent à la question ; et selon les conclusions qu'ils adopteront, ils sauront aussi ce qu'ils doivent penser de l'intelligence de tels théoriciens. Mais à côté de ceci, le fait que Vayr-Piova proclame — « ouvertement », ou serait-ce même « secrètement », dans une « proclamation » réservée aux plus discrets complices de ses mensonges, par exemple ? — qu'il ne fait pas partie de l'I.S. depuis, quelle que soit la date qu'il voudra bien lui assigner, le jour de notre transformation en « puissance officielle », voilà qui est *un mensonge caractérisé.* Tous ceux qui le connaissent savent que *jamais* Vayr-Piova n'a eu l'occasion de se dire autre chose que « non-situationniste » (voir ce que nous avons écrit plus haut du communiqué de l'A.F.G.E.S. en date du 29 novembre 1966).

Les plus heureux résultats de cet ensemble d'incidents sont, bien entendu, au-delà de ce nouvel exemple, opportunément très remarqué, de notre refus d'enrôler tout ce que le néo-militantisme en quête de subordination glorieuse peut jeter sur notre route. Non moins négligeable peut être considéré cet aspect du résultat qui a fait prendre acte d'une décomposition irrémédiable de l'U.N.E.F., plus achevée même que le donnait à penser sa pitoyable apparence : le coup de grâce résonnait encore en juillet, à Lyon, à son 56e Congrès, au cours duquel le triste président Vandenburie devait avouer : « L'unité de l'U.N.E.F. a cessé depuis longtemps. Chaque association vit (*note de l'I.S.* : ce terme reste prétentieusement inadéquat) de façon autonome, sans faire aucune référence aux mots d'ordre du bureau national. Le décalage croissant entre la base et les organismes de direction a atteint un état de dégradation important. L'histoire des instances de l'U.N.E.F. n'est qu'une suite de crises... La réorganisation et la relance de l'action n'ont pas été possibles ». A égalité dans le comique se placent les quelques remous constatés parmi les universitaires qui crurent devoir pétitionner encore une fois sur ce phénomène d'actualité : on concevra aisément que nous jugions la position publiée par les quarante professeurs et assistants de la faculté des lettres de Strasbourg qui dénoncèrent les *faux étudiants* à l'origine de cette « agitation en vase clos » autour de faux problèmes « sans l'ombre d'une solution », plus logique et socialement plus rationnelle (comme d'ailleurs les attendus du juge Llabador) que cette pateline tentative d'approbation incompétente que firent circuler en février quelques débris modernistes-institutionnalistes groupés autour d'un maigre croûton à ronger aux chaires de « Sciences humaines » de Nanterre (le hardi Touraine, le loyal Lefebvre, le pro-chinois Baudrillart, le subtil Lourau).

En fait, nous voulons que les idées redeviennent *dangereuses.* On ne pourra pas se permettre de nous supporter, dans la pâte molle du faux intérêt éclectique, comme des Sartre, des Althusser, des Aragon, des Godard. Notons le mot plein de sens d'un professeur d'université nommé Lhuillier, rapporté par *Le Nouvel Observateur* du 21 décembre : « Je suis pour la liberté de penser. Mais s'il y a des Situationnistes dans la salle, qu'ils sortent ». Sans négliger tout à fait l'utilité que la diffusion

de certaines vérités sommaires a pu avoir pour accélérer très légèrement le mouvement qui porte la jeunesse française retardataire vers la prise de conscience d'une prochaine crise plus générale de la société, nous croyons qu'une importance beaucoup plus nette est attribuable à la diffusion de ce texte, comme facteur de clarification, dans quelques autres pays où un tel processus est déjà bien plus manifeste. Les situationnistes anglais ont écrit dans la présentation de leur édition du texte de Khayati: « La critique la plus hautement développée de la vie moderne a été produite dans un des moins hautement développés parmi les pays modernes, dans un pays qui n'a pas encore atteint ce point où la désintégration complète de toutes les valeurs devient patente et engendre corollairement les forces d'un refus radical. Dans le contexte français, la théorie situationniste a marché en avant des forces sociales par lesquelles elle sera réalisée ». Les thèses de *La misère en milieu étudiant* ont été beaucoup plus réellement entendues aux Etats-Unis ou en Angleterre (en mars, la grève de la *London School of Economics* a fait une certaine impression, le commentateur du *Times* y découvrant avec tristesse un retour de la lutte des classes, qu'il croyait finie). Ceci est vrai aussi, dans une moindre mesure en Hollande — où la critique de l'I.S., recoupant une critique plus cruelle des événements eux-mêmes, n'a pas été sans effet sur la dissolution récente du mouvement « provo » — et dans les pays scandinaves. Les luttes des étudiants de Berlin-Ouest cette année en ont elles-mêmes retenu quelque chose, quoique dans un sens encore très confus.

Mais bien entendu, la jeunesse révolutionnaire n'a pas d'autre voie que la fusion avec la masse des travailleurs qui, à partir de l'expérience des nouvelles conditions d'exploitation, vont reprendre la lutte pour la domination de leur monde, pour la suppression du travail. Quand la jeunesse commence à connaître la forme théorique actuelle de ce mouvement réel qui partout ressurgit spontanément du sol de la société moderne, ce n'est là qu'un *moment* du cheminement par lequel cette critique théorique unifiée, qui s'identifie à une *unification pratique* adéquate, s'emploie à briser le silence et l'organisation générale de la séparation. C'est uniquement dans ce sens que nous trouvons le résultat satisfaisant. De cette jeunesse, nous excluons évidemment la fraction aliénée aux semi-privilèges de la formation universitaire : ici est la base naturelle pour une consommation admirative d'une supposée théorie situationniste, comme dernière mode spectaculaire. Nous n'avons pas fini de décevoir et de démentir ce genre d'approbation. On verra bien que l'I.S. ne doit pas être jugée sur les aspects superficiellement scandaleux de certaines manifestations par lesquelles elle apparaît, mais sur sa vérité centrale *essentiellement scandaleuse.*

LES SITUATIONNISTES ET LES NOUVELLES FORMES D'ACTION CONTRE LA POLITIQUE ET L'ART

Jusqu'ici, nous nous sommes principalement attachés à la subversion en utilisant des formes, des catégories, héritées des luttes révolutionnaires, du siècle dernier principalement. Je propose que nous complétions l'expression de notre contestation par des moyens qui se passent de toute référence au passé. Il ne s'agit pas pour autant d'abandonner des formes à l'intérieur desquelles nous avons livré le combat sur le terrain traditionnel du dépassement de la philosophie, de la réalisation de l'art, et de l'abolition de la politique ; il s'agit de parachever le travail de la revue, là où elle n'est pas encore opérante.

Une bonne partie des prolétaires se rendant compte qu'ils n'ont aucun pouvoir sur l'emploi de leur vie, le savent, mais ne l'expriment pas selon le langage du socialisme et des précédentes révolutions.

Crachons au passage sur ces étudiants devenus militants de base de groupuscules à vocation de parti de masse, qui osent parfois prétendre que l'*I.S.* est illisible pour les ouvriers, que son papier est trop glacé pour être mis dans les musettes et que son prix ne tient pas compte du S.M.I.G. Les plus conséquents avec eux-mêmes diffusent donc, ronéotée, l'image qu'ils se font de la conscience d'une classe où ils cherchent fébrilement leur Ouvrier Albert. Ils oublient, entre autres choses, que lorsque les ouvriers lisaient de la littérature révolutionnaire, ils allaient jusqu'à payer cher, relativement plus cher que le prix d'une place au T.N.P., et que lorsque l'envie les reprendra de le faire, ils n'hésiteront pas à dépenser deux ou trois fois ce qu'il faut pour acheter *Planète.* Mais ce que négligent avant tout ces détracteurs de la typographie, c'est que les rares individus qui prennent leurs bulletins sont précisément ceux qui ont les quelques références pour nous comprendre du premier coup, et que ce qu'ils écrivent est parfaitement illisible pour les autres. Quelques-uns, qui ignorent la densité de lecture des graffitis dans les W.C., ceux des cafés en particulier, ont tout juste pensé qu'avec une écriture parodiant celle de l'école communale, sur des papiers collés sur les gouttières à la façon des annonces de location d'appartements, il serait possible de faire coïncider le signifiant et le signifié de leurs slogans. Nous avons ici la mesure de ce qu'il ne faut pas faire.

Il s'agit pour nous de relier la critique théorique de la société moderne à la critique en actes de cette même société. Sur-le-champ, en détournant les propositions mêmes du spectacle, nous donnerons les raisons des révoltes du jour et du lendemain.

Je propose que nous nous attachions :

1. *à l'expérimentation du détournement des photos-romans*, des photographies dites pornographiques, et que nous infligions sans ambage leur vérité en rétablissant de vrais dialogues. Cette opération fera crever à la surface les *bulles* subversives qui spontanément, mais plus ou moins consciemment, se forment pour se dissoudre aussitôt chez ceux qui les regardent. Dans le même esprit, il est également possible de détourner, au moyen de phylactères, *toutes* les affiches publicitaires ; en particulier celles des couloirs du métro, qui constituent de remarquables séquences. ;

2. *à la promotion de la guerilla dans les mass-media ;* forme importante de la contestation, non seulement au stade de la guerilla urbaine, mais encore auparavant. La voie a été ouverte par ces Argentins qui investirent le poste de commande d'un journal lumineux et lancèrent ainsi leurs propres consignes et slogans. Il est possible de profiter encore quelque temps du fait que les studios de radio et de télévision ne sont pas gardés par la troupe. Plus modeste-



COMICS PAR DÉTOURNEMENT (dans « Le retour de la colonne Durruti », d'André Bertrand - 1966).

ment, on sait que tout radio-amateur peut, sans grands frais, brouiller, sinon émettre, au niveau du quartier ; que la taille réduite de l'appareillage nécessaire permet une très grande mobilité et, ainsi, de se jouer des repérages trigonométriques. Au Danemark, un groupe de dissidents du P.C. a pu, il y a quelques années, posséder sa propre radio pirate. De fausses éditions de tel ou tel périodique peuvent ajouter au désarroi de l'ennemi. Cette liste d'exemples est vague et limitée pour des raisons évidentes.

L'illégalité de telles actions interdit à toute organisation qui n'a pas choisi la clandestinité un programme suivi dans ce domaine, car il nécessiterait la constitution en son sein d'une *organisation spécifique* ; ce qui ne peut se concevoir (et être efficace) sans cloisonnement, donc hiérarchie, etc. En un mot, sans retrouver la pente savonneuse du terrorisme. Il convient de se référer plutôt ici à la propagande par le fait, qui est un mode très différent. Nos idées sont dans toutes les têtes — c'est bien connu — et n'importe quel groupe sans lien avec nous, quelques individus qui se réunissent pour cette occasion, peuvent improviser, améliorer les formules expérimentées ailleurs par d'autres. Ce type d'action non concertée ne peut viser à des bouleversements définitifs, mais peut utilement ponctuer la prise de conscience qui se fera jour. D'ailleurs, il ne s'agit pas de s'obnubiler sur le mot illégalité. Le plus grand nombre des actions dans ce domaine peut ne contrevenir en rien aux lois existantes. Mais la crainte de telles interventions amènera les directeurs de journaux à se méfier de leurs typographes, ceux des radios de leurs techniciens, etc., en attendant la mise au point de textes répressifs spécifiques.

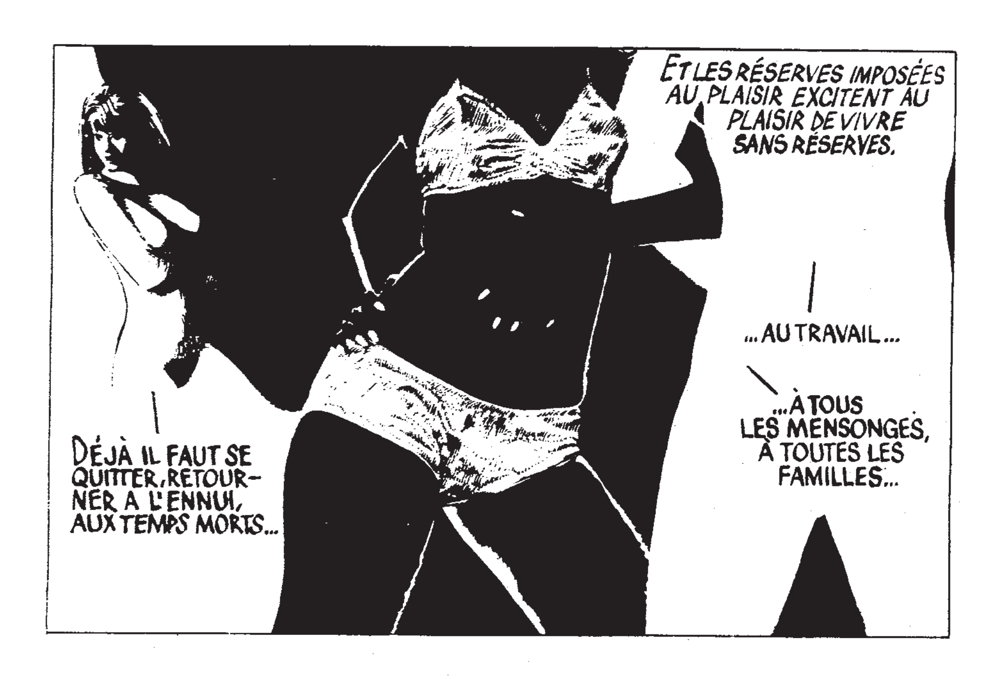
3. *à la mise au point de comics situationnistes.* Les bandes dessinées sont la seule littérature vraiment populaire de notre siècle. Des crétins marqués par leurs années de lycée n'ont pu s'empêcher de disserter là-dessus ; mais ce n'est pas sans déplaisir qu'ils vont lire et collectionner les nôtres. Ils les achèteront même sans doute pour les brûler. Qui ne ressent immédiatement combien il serait facile, pour notre tâche de « rendre la honte encore plus honteuse », par exemple de transformer 13, *rue de l'Espoir* en 1, *bd du Désespoir,* en intégrant à l'arrière-plan quelques éléments supplémentaires, ou simplement en changeant les ballons. On voit que cette méthode prend le contrepied du *Pop'art* qui décompose en morceaux le comics. Ceci vise au contraire à rendre au comics sa grandeur et son contenu.

4. *à la réalisation de films situationnistes.* Le cinéma, qui est le moyen d'expression le plus neuf et sans doute le plus utilisable de notre époque, a piétiné près de 3/4 de siècle. Pour résumer, disons qu'il était effectivement devenu le « 7e *art* » cher aux cinéphiles, aux ciné-clubs, aux associations de parents d'élèves. Constatons pour notre usage que le cycle s'est terminé (Ince, Stroheim, le seul *Age d'or, Citizen Kane* et *M. Arkadin,* les films lettristes) ; même s'il reste à découvrir chez les distributeurs étrangers ou dans les cinémathèques certains chefs-d'œuvre, mais d'une facture classique et récitative. Approprions-nous les balbutiements de cette nouvelle écriture ; approprions-nous surtout ses exemples les plus achevés, les plus modernes, ceux qui ont échappé à l'idéologie artistique plus encore que les séries B américains : les actualités, les bandes-annonces, et surtout le cinéma publicitaire.

Au service de la marchandise et du spectacle, c'est le moins qu'on puisse dire, mais libre de ses moyens, le cinéma publicitaire a jeté les bases de ce qu'entrevoyait Eisenstein lorsqu'il parlait de filmer *La Critique de l'Economie politique* ou *l'Idéologie allemande.*



COMICS PAR RÉALISATION DIRECTE (texte de Raoul Vaneigem, images d'André Bertrand - 1967).



COMICS PAR RÉALISATION DIRECTE (texte de Raoul Vaneigem, images de Gérard Joannès - 1967).

Je me fais fort de tourner *Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande* d'une façon immédiatement perceptible aux prolétaires de Watts qui ignorent les concepts impliqués dans ce titre. Et cette mise en forme nouvelle contribuera sans aucun doute à approfondir, à exacerber, l'expression « écrite » des mêmes problèmes ; ce que nous pourrons vérifier, par exemple, en tournant le film *Incitation au meurtre et à la débauche* avant de rédiger son équivalent dans la revue, *Correctifs à la conscience d'une classe qui sera la dernière*. Le cinéma se prête particulièrement bien, entre autres possibilités, à l'étude du présent comme problème historique, au démantèlement des processus de réification. Certes la réalité historique ne peut être atteinte, connue et filmée, qu'au cours d'un processus compliqué de médiations qui permette à la conscience de reconnaître un moment dans l'autre, son but et son action dans le destin, son destin dans son but et son action, sa propre essence dans cette nécessité. Médiation qui serait difficile si l'existence empirique des faits eux-mêmes n'était déjà une existence médiatisée qui ne prend une apparence d'immédiateté que dans la mesure où, et parce que, d'une part la conscience de la médiation fait défaut, et que d'autre part, les faits ont été arrachés du faisceau de leurs déterminations, placés dans un isolement artificiel et mal reliés au montage dans le cinéma classique. Cette médiation a précisément manqué, et devait nécessairement manquer, au cinéma pré-situationniste, qui s'est arrêté aux formes dites objectives, à la reprise des concepts politico-moraux, quand ce n'est pas au récitatif de type scolaire avec toutes ses hypocrisies. Cela est plus compliqué à lire qu'à voir filmé, et voilà bien des banalités. Mais Godard, le plus célèbre des Suisses pro-chinois, ne pourra jamais les comprendre. Il pourra bien récupérer, comme à son habitude, ce qui précède — c'est-à-dire dans ce qui précède récupérer un mot, une idée comme celle des films publicitaires — il ne pourra jamais faire autre chose qu'agiter des petites nouveautés prises ailleurs, des images ou des mots-vedettes de l'époque, et qui ont à coup sûr une résonnance, mais qu'il ne peut saisir (Bonnot, ouvrier, Marx, made in U.S.A., Pierrot le Fou, Debord, poésie, etc.). Il est effectivement un enfant de Mao et du coca-cola.

dans le cours
du mouvement
et conséquemment
par leur côté
éphémère

PLAN FIXE INTERCALÉ DANS UN TRAVELLING (dans le film de Guy Debord « Sur le passage de quelques personnes à travers une assez courte unité de temps » - 1959).

Le cinéma permet de tout exprimer, comme un article, un livre, un tract ou une affiche. C'est pourquoi il nous faut désormais exiger que chaque situationniste soit en mesure de tourner un film, aussi bien que d'écrire un article (cf. *Anti-public relations*, n° 8, p. 59). Rien n'est trop beau pour les nègres de Watts.

René VIENET.

AVOIR POUR BUT LA VÉRITÉ PRATIQUE

En essayant de présenter aux nouvelles forces révolutionnaires un modèle de cohérence théorico-pratique, l'I.S. se trouve à chaque instant en mesure et en demeure de sanctionner, par l'exclusion ou la rupture, les manquements, les insuffisances, les compromissions de ceux qui en font — ou reconnaissent en elle — le stade expérimental le plus avancé de leur projet commun. Si la génération insurgée, résolue à fonder une société nouvelle, se montre, au départ de principes premiers et indiscutables, attentive à briser toute *tentative* de récupération, ce n'est nullement par goût de la pureté mais par simple réflexe d'autodéfense. Venant d'organisations qui préfigurent dans leurs traits essentiels le type d'organisation sociale à venir, la moindre des exigences consiste à ne pas tolérer des gens que le pouvoir s'entend à tolérer parfaitement.

Sous son aspect positif, la réponse « exclusion » et « rupture » pose la question de l'adhésion à l'I.S. et de l'alliance avec les groupes et les individus autonomes. Dans sa définition minimum des organisations révolutionnaires, la 7e Conférence a insisté notamment sur le point suivant : « Une organisation révolutionnaire refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de la cohérence de sa critique : cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. Elle critique radicalement toute idéologie en tant que pouvoir séparé des idées et idées du pouvoir séparé ».

La cohérence de la critique et la critique de l'incohérence sont un seul et même mouvement, condamné à se détruire et à se figer en idéologie dès l'instant où la séparation s'introduit entre les différents groupes d'une fédération, entre individus d'une organisation, entre la théorie et la pratique d'un membre de cette organisation. Dans la lutte globale où nous sommes engagés, céder d'un pouce sur le front de la cohérence, c'est laisser la séparation l'emporter sur toute la ligne. Voilà qui incite à la plus grande prudence : à ne jamais tenir notre cohérence pour acquise, à rester lucide sur les dangers qui la menacent dans l'unité fondamentale des conduites individuelles et collectives, à prévenir et à éviter ces dangers.

Qu'une fraction secrète ait pu se former parmi nous, mais aussi qu'elle se soit trouvée rapidement démasquée, indique assez la rigueur et le manque de rigueur dont nous avons fait preuve dans la transparence des rapports inter-subjectifs. En d'autres termes, cela signifie que le rayonnement de l'I.S. tient essentiellement en ceci : elle est capable de *faire un exemple*, à la fois dans le sens négatif, en montrant ses faiblesses et en les corrigeant, et dans le sens positif, en tirant de ses corrections de nouvelles exigences. Nous avons souvent répété qu'il importait de ne pas se tromper sur les personnes ; il faut le prouver sans cesse et accroître du même coup l'impossibilité de se tromper sur nous. Et ce qui vaut pour les personnes vaut également pour les groupes.

On connaît le mot de Socrate à l'un des jeunes gens auxquels il s'adressait : « Parle un peu que je te voie ». Nous sommes en mesure d'éviter ce genre de Socrate et ce genre de jeunes gens si le caractère exemplaire de notre activité assure la force d'irradiation de notre présence dans et contre le spectacle dominant. Aux caïds de la récupération et aux minables qui vont s'entendre de conserve pour nous présenter comme un groupe dirigeant, il convient d'opposer l'exemple anti-hiérarchique d'une radicalisation permanente ; ne rien dissimuler de nos expériences, établir par la diffusion de nos méthodes, de nos thèses critiques, de nos procédés d'agitation, la plus grande transparence sur la réalité du projet collectif de libération de la vie quotidienne.

L'I. S. doit agir comme un axe qui, recevant son mouvement des impulsions révolutionnaires du monde entier, précipite, de facon unitaire, la tournure radicale des événements.

A la différence des secteurs retardataires qui s'obstinent à rechercher avant tout l'unité tactique (les Fronts communs, nationaux, populaires), l'I.S. et des organisations autonomes alliées se rencontreront seulement dans la recherche d'une unité organique, considérant que l'unité tactique n'a d'efficacité que là où l'unité organique est possible. Groupe ou individu, il faut que chacun vive à la vitesse de radicalisation des événements afin de les radicaliser à son tour. La cohérence révolutionnaire n'est rien d'autre.

Assurément, nous sommes encore loin d'une telle harmonie de progression, mais nous y sommes engagés tout aussi sûrement. Des premiers principes à leur réalisation, il y a l'histoire des groupes et des individus, qui est aussi celle de leurs retards possibles. Seule la transparence dans la participation réelle arrête la menace qui pèse sur la cohérence : la transformation du retard en séparation. Tout ce qui nous sépare encore de la réalisation du projet situationniste tient à l'hostilité du vieux monde où nous vivons, mais la conscience de ces séparations contient déjà ce qui va les résoudre.

Or, c'est précisément dans la lutte engagée contre les séparations que le retard apparaît à des degrés divers ; c'est là que la non-conscience du retard obscurcit la conscience des séparations, introduit l'incohérence. Quand la conscience pourrit, l'idéologie suinte. On les a vus garder par devers soi, l'un (Kotànyi) les résultats de ses analyses, les communiquant au compte-goutte avec la supériorité d'une clepsydre sur le temps, les autres (exclus de la dernière averse), leurs manques à tous égards, faisant le paon bien que la queue n'y soit pas. L'attentisme mystique et l'œcuménisme égalitaire avaient la même odeur. Passez donc, grotesque muscade, saltimbanques des malaises incurables.

La notion de retard appartient au mode ludique, elle rejoint celle de meneur de jeu. De même que la dissimulation du retard, ou la dissimulation d'expériences, recrée la notion de prestige, tend à transformer le meneur de jeu en chef, engendre les conduites stéréotypées, le rôle avec ses séquelles névrotiques, ses attitudes tourmentées, son inhumanité, de même la transparence permet d'entrer dans le projet commun avec l'innocence calculée des joueurs phalanstériens rivalisant entre eux (composite), changeant d'occupation (papillonne), ambitionnant d'atteindre à la radicalité la plus poussée (cabaliste). Mais l'esprit de légèreté passe par l'intelligence des rapports de lourdeur. Il implique la lucidité sur les capacités de chacun.

Des capacités, nous ne voulons rien savoir hors de l'usage révolutionnaire qui s'en peut faire, usage qui prend son sens dans la vie quotidienne. Le problème n'est pas que certains vivent, pensent, baisent, tirent, parlent mieux que d'autres, mais bien qu'aucun camarade ne vive, ne pense, ne baise, ne tire ou ne parle si mal qu'il en vienne à dissimuler ses retards, à jouer les minorités brimées, et à réclamer, au nom même de la plus-value qu'il accorde aux autres par ses propres insuffisances, une démocratie de l'impuissance où il affirmerait évidemment sa maîtrise. En d'autres termes, il faut pour le moins que chaque révolutionnaire ait la passion de défendre ce qu'il a de plus cher : sa volonté de réalisation individuelle, le désir de libérer sa propre vie quotidienne.

Si quelqu'un renonce à engager la totalité de ses capacités — et par conséquent à les développer — dans le combat pour sa créativité, ses rêves, ses passions, de sorte qu'y renonçant il renonce par le fait à lui-même, il s'interdit aussitôt de parler en son nom et, *a fortiori* au nom d'un groupe qui porte en lui les chances de réalisation de tous les individus. Son goût du sacrifice, son choix de l'inauthentique, l'exclusion ou la rupture ne font que les concrétiser publiquement, avec la logique de la transparence à laquelle il a manqué.

Sur l'adhésion, sur l'alliance, l'*exemple* de la participation réelle au projet révolutionnaire décide souverainement. La conscience des retards, la lutte contre les séparations, la passion d'atteindre à plus de cohérence, tel est ce qui doit fonder entre nous, comme entre l'I.S. et les groupes autonomes ou les fédérations futures, une confiance objective. Il y a tout lieu d'espérer que nos alliés rivaliseront avec nous dans la radicalisation des conditions révolutionnaires, comme nous attendons que rivalisent avec les situationnistes ceux qui auront choisi de les rejoindre. Tout permet de supposer qu'à un certain degré d'extension de la conscience révolutionnaire, chaque groupe aura atteint une cohérence telle que la qualité de meneur de jeu de tous les participants et le caractère dérisoire des retards laisseront aux individus le droit

de varier dans leurs options et de changer d'organisation selon leurs affinités passionnelles. Mais la prééminence momentanée de l'I.S. est un fait dont il faut aussi tenir compte, une heureuse disgrâce, comme le sourire ambigu du chat-tigre des révolutions invisibles.

Parce que l'Internationale dispose aujourd'hui d'une richesse théorique et pratique qui n'augmente qu'une fois partagée, appropriée et renouvelée par les éléments révolutionnaires (jusqu'à ce que l'I.S. et les groupes autonomes disparaissent à leur tour dans la richesse révolutionnaire), elle se doit d'accueillir seulement ceux qui le désirent en connaissance de cause, c'est-à-dire quiconque a fait la preuve que parlant et agissant pour lui-même, il parle et agit au nom de beaucoup ; soit en créant par sa praxis poétique (tract, émeute, film, agitation, livre) un regroupement des forces subversives, soit en se trouvant seul détenteur de la cohérence dans l'expérience de radicalisation d'un groupe. L'opportunité du passage à l'I.S. devient dès lors une question de tactique à débattre : ou le groupe est assez fort pour céder un des meneurs de jeu, ou son échec est tel que les meneurs de jeu sont seuls à décider, ou le meneur de jeu n'a pas réussi, par suite de circonstances objectives inéluctables, à former un groupe.

Partout où le nouveau prolétariat expérimente son émancipation, l'autonomie dans la cohérence révolutionnaire est le premier pas vers l'autogestion généralisée. La lucidité que nous nous efforçons d'entretenir sur nous-mêmes et sur le monde enseigne qu'il n'y a, dans la pratique de l'organisation, ni précision ni avertissement superflus. Sur la question de la liberté, l'erreur de détail est déjà une vérité d'Etat.

Raoul VANEIGEM.

CONTRIBUTIONS SERVANT A RECTIFIER L'OPINION DU PUBLIC SUR LA RÉVOLUTION DANS LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

1

Le rôle éminemment révolutionnaire de la bourgeoisie est d'avoir introduit, d'une façon décisive et irréversible, l'économie dans l'histoire. Maîtresse fidèle de cette économie, elle est, depuis son apparition, la maîtresse effective — bien que parfois inconsciente — de « l'histoire universelle ». Pour la première fois celle-ci a cessé d'être un phantasme métaphysique ou un acte du *Weltgeist* pour devenir un fait matériel, aussi concret que l'existence triviale de chaque individu. Depuis l'avénement de la production marchande, rien dans le monde n'échappe au développement implacable de ce néo-*fatum*, l'invisible rationalité économique : *la logique de la marchandise*. Totalitaire et impérialiste par essence, elle exige pour terrain d'action la planète entière, et pour serviteurs la totalité des hommes. Là où il y a *marchandise*, il n'y a que des esclaves.

2

A la cohérence oppressive d'une classe particulière pour maintenir l'humanité dans la *préhistoire*, le mouvement révolutionnaire — produit direct et involontaire de la domination capitaliste bourgeoise — a opposé depuis plus d'un siècle le projet d'une cohérence libératrice, œuvre de tous et de chacun, l'intervention libre et consciente dans la création de l'*Histoire* : l'abolition réelle de toute division en classes et la suppression de l'Economie.

3

Là où il a pénétré — c'est-à-dire presque partout dans le monde — le virus de la marchandise ne cesse de bouleverser les formations socio-économiques les plus sclérosées, et de permettre à des millions d'êtres humains de découvrir dans la misère et la violence le temps historique de l'économie. Partout où il pénètre il répand son principe destructeur, dissout les vestiges du passé, et pousse à leur extrême tous les antagonismes. En un mot, il hâte la révolution sociale. Toutes les murailles de Chine s'écroulent à son passage, et à peine s'installe-t-il en Inde que tout se dissout autour de lui et des révolutions agraires éclatent à Bombay, au Bengale et à Madras : les zones pré-capitalistes du monde accèdent à la modernité bourgeoise, mais sans la base matérielle de celle-ci. Comme dans le cas de son prolétariat, là aussi les forces que la bourgeoisie a contribué à libérer, ou même à créer, vont maintenant se tourner contre elle et contre ses serviteurs autochtones : la révolution des sous-développés devient un des principaux chapitres de l'histoire moderne.

4

Si le problème de la révolution dans les pays sous-développés se pose d'une façon particulière, ceci est dû au développement même de l'histoire. C'est que, dans ces pays, le retard économique général — entretenu par la domination coloniale et les couches qui la soutiennent —, le sous-développement des forces productives, ont empêché le développement de formations socio-économiques

qui devraient rendre immédiatement exécutable la théorie révolutionnaire élaborée, depuis plus d'un siècle, à partir des sociétés capitalistes avancées. La totalité de ces pays, au moment où ils entrent en lutte, ignore la grande industrie, et le prolétariat est loin d'y être la classe majoritaire. C'est la paysannerie pauvre qui assume cette fonction.

5

Les différents mouvements de libération nationale sont apparus bien après la déroute du mouvement ouvrier, consécutive à la défaite de la révolution russe, transformée dès son avènement en contre-révolution au service d'une bureaucratie prétendue communiste. Ils ont donc subi, soit consciemment, soit dans une fausse conscience, toutes les tares et les faiblesses de cette contre-révolution généralisée ; et, le retard général aidant, ils n'ont pu dépasser aucune des limites imposées au mouvement révolutionnaire vaincu. Et c'est justement à cause de la défaite de celui-ci que les pays colonisés ou semi-colonisés ont eu à combattre seuls l'impérialisme. Mais, le combattant seul sur une partie seulement du terrain révolutionnaire total, ils ne l'ont chassé que *partiellement*. Les régimes d'oppression qui se sont installés partout où la révolution de libération nationale a cru triompher ne sont qu'une des formes sous lesquelles s'opère *le retour du refoulé.*

6

Quelles que soient les forces qui y ont participé, et quel que soit le radicalisme de leurs directions, les mouvements de libération nationale ont *toujours* abouti à l'accession des sociétés ex-colonisées à des *formes modernes de l'Etat*, et à des prétentions à la modernité dans l'économie. En Chine, *Imago pater* des révolutionnaires sous-développés, la lutte des paysans contre l'impérialisme américain, européen et japonais a fini, vu la défaite du mouvement ouvrier dès les années 1925-1927, par mener au pouvoir une bureaucratie sur le modèle russe. Le dogmatisme stalino-léniniste dont elle dore son idéologie — récemment réduite au catéchisme rouge de Mao — n'est que le mensonge et, dans le meilleur des cas, la fausse conscience, qui accompagnent sa pratique contre-révolutionnaire.

7

Le Fanonisme et le Castro-Guévarisme sont la fausse conscience à travers laquelle la paysannerie accomplit l'immense tâche de débarrasser la société pré-capitaliste de ses séquelles semi-féodales et coloniales, et d'accéder à la dignité nationale foulée aux pieds des colons et des classes dominantes rétrogrades. Le Benbellisme, Nassérisme, Titisme ou Maoïsme sont les idéologies qui annoncent la fin de ces mouvements et leur appropriation privative par les couches urbaines petites-bourgeoisies ou militaires : la recomposition de la société d'exploitation, mais cette fois-ci avec de nouveaux maîtres et sur la base de nouvelles structures socio-économiques. Partout où la paysannerie a lutté victorieusement et a mené au pouvoir les couches qui ont encadré et dirigé sa lutte, elle a été la première à subir leurs violences, et à payer les frais énormes de leur domination. La bureaucratie moderne, comme la plus antique (en Chine par exemple), édifie son pouvoir et sa prospérité sur la surexploitation des paysans : l'idéologie ne change rien à l'affaire. En Chine ou à Cuba, en Egypte ou en Algérie, elle joue partout le même rôle et assume les mêmes fonctions.

8

Dans le processus d'accumulation du capital, *la bureaucratie est la réalisation de ce dont la bourgeoisie était seulement le concept*. Ce que la bourgeoisie a fait pendant des siècles « à travers le sang et la boue », la bureaucratie veut le réaliser consciemment et « rationnellement » en l'espace de quelques décennies. Seule-

ment la bureaucratie ne peut accumuler le capital sans accumuler les mensonges : ce qui constituait le *péché originel* de la richesse capitaliste est sinistrement baptisé « accumulation primitive socialiste ». Tout ce que les bureaucraties sous-développées disent, se représentent et s'imaginent être le socialisme, n'est en réalité rien d'autre que le *néo-mercantilisme* achevé. « L'Etat bourgeois sans bourgeoisie » (Lénine) ne peut dépasser les tâches historiques de la bourgeoisie ; et le pays industriel le plus développé montre au pays moins développé *l'image* de son propre développement à venir. La bureaucratie bolchevik au pouvoir ne trouvait rien de mieux à proposer au prolétariat révolutionnaire russe que de « se mettre à l'école du capitalisme d'Etat allemand ». Tous ces pouvoirs soi-disant socialistes sont tout au plus une imitation sous-développée de la bureaucratie qui a dominé et vaincu le mouvement révolutionnaire en Europe. Ce que peut faire, ou est obligée de faire la bureaucratie, n'émancipera pas la masse des travailleurs, ni n'améliorera substantiellement sa condition sociale, car ceci dépend non seulement des forces productives mais de *leur appropriation par les producteurs*. Toutefois, ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux. La bourgeoisie a-t-elle jamais fait moins ?

9

Dans les révolutions bureaucratiques-paysannes, seule la bureaucratie vise consciemment et lucidement le pouvoir. La prise du pouvoir correspond au moment historique où la bureaucratie s'empare de l'Etat et déclare son indépendance vis-à-vis de masses révolutionnaires, avant même l'élimination des séquelles coloniales, et avant d'être effectivement indépendante de l'étranger. En entrant dans l'Etat, la nouvelle classe se réfugie dans l'hétéronomie militante contre toute autonomie des masses. Seule propriétaire de toute la société, elle se déclare seule représentante de ses intérêts supérieurs. L'Etat bureaucratique est en ceci l'Etat hégélien réalisé. Sa séparation de la société consacre en même temps la séparation en classes antagoniques : l'union momentanée de la bureaucratie et de la paysannerie n'est que la fantastique illusion à travers laquelle toutes deux accomplissent les tâches historiques immenses de la bourgeoisie défaillante. Le pouvoir bureaucratique édifié sur les ruines de la société coloniale précapitaliste n'est pas l'abolition des antagonismes de classes ; il ne fait que substituer aux anciennes, de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, et de nouvelles formes de luttes.

10

N'est sous-développé que celui qui reconnaît la valeur positive de la puissance de ses maîtres. La course pour rattraper la réification capitaliste reste la meilleure voie vers le sous-développement renforcé. La question du développement économique est inséparable de la question du propriétaire véritable de l'économie, du maître réel de la force de travail ; tout le reste est bavardage de spécialistes.

11

Jusqu'ici les révolutions des pays sous-développés n'ont fait qu'essayer d'imiter le bolchevisme de différentes manières ; il s'agit dorénavant de le dissoudre dans le *Pouvoir des Soviets.*

Mustapha KHAYATI.

LA SÉPARATION ACHEVÉE

« Et sans doute notre temps... préfère l'image à la chose, la copie à l'original, la représentation à la réalité, l'apparence à l'être... Ce qui est *sacré* pour lui, ce n'est que l'*illusion*, mais ce qui est profane, c'est la *vérité*. Mieux, le sacré grandit à ses yeux à mesure que décroît la vérité et que l'illusion croît, si bien que *le comble de l'illusion* est aussi pour lui *le comble du sacré*. »

Feuerbach.
Préface à la deuxième édition de *L'Essence du Christianisme*.

1

Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de *spectacles*. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation.

2

Les images qui se sont détachées de chaque aspect de la vie fusionnent dans un cours commun, où l'unité de cette vie ne peut plus être rétablie. La réalité considérée *partiellement* se déploie dans sa propre unité générale en tant que pseudo-monde *à part*, objet de la seule contemplation. La spécialisation des images du monde se retrouve, accomplie, dans le monde de l'image autonomisé, où le mensonger s'est menti à lui-même. Le spectacle en général, comme inversion concrète de la vie, est le mouvement autonome du non-vivant.

3

Le spectacle se présente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme *instrument d'unification*. En tant que partie de la société, il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience. Du fait même que ce secteur est *séparé*, il est le lieu du regard abusé et de la fausse conscience ; et l'unification qu'il accomplit n'est rien d'autre qu'un langage officiel de la séparation généralisée.

4

Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images.

5

Le spectacle ne peut être compris comme l'abus d'un monde de la vision, le produit des techniques de diffusion massive des images. Il est bien plutôt une *Weltanschauung* devenue effective, matériellement traduite. C'est une vision du monde qui s'est objectivée.

6

Le spectacle, compris dans sa totalité, est à la fois le résultat et le projet du mode de production existant. Il n'est pas un supplément au monde réel, sa décoration surajoutée. Il est le cœur de l'irréalisme de la société réelle. Sous toutes ses formes particulières, information ou propagande, publicité ou consommation directe de divertissements, le spectacle constitue le *modèle* présent de la vie socialement dominante. Il est l'affirmation omniprésente du choix *déjà fait* dans la production, et sa consommation corollaire. Forme et contenu du spectacle sont identiquement la justification totale des conditions et des fins du système existant. Le spectacle est aussi la *présence permanente* de cette justification, en tant qu'occupation de la part principale du temps vécu hors de la production moderne.

7

La séparation fait elle-même partie de l'unité du monde, de la praxis sociale globale qui s'est scindée en réalité et en image. La pratique sociale, devant laquelle se pose le spectacle autonome, est aussi la totalité réelle qui contient le spectacle. Mais la scission dans cette totalité la mutile au point de faire apparaître le spectacle comme son but. Le langage du spectacle est constitué par des *signes* de la production régnante, qui sont en même temps la finalité dernière de cette production.

8

On ne peut opposer abstraitement le spectacle et l'activité sociale effective ; ce dédoublement est lui-même dédoublé. Le spectacle qui inverse le réel est effectivement produit. En même temps la réalité vécue est matériellement envahie par la contemplation du spectacle, et reprend en elle-même l'ordre spectaculaire en lui donnant une adhésion positive. La réalité objective est présente des deux côtés. Chaque notion ainsi fixée n'a pour fond que son passage dans l'opposé : la réalité surgit dans le spectacle, et le spectacle est réel. Cette aliénation réciproque est l'essence et le soutien de la société existante.

9

Dans le monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux.

10

Le concept de spectacle unifie et explique une grande diversité de phénomènes apparents. Leurs diversités et contrastes sont les apparences de cette apparence organisée socialement, qui doit être elle-même reconnue dans sa vérité générale. Considéré selon ses propres termes, le spectacle est l'*affirmation* de l'apparence et l'affirmation de toute vie humaine, c'est-à-dire sociale, comme simple apparence. Mais la critique qui atteint la vérité du spectacle le découvre comme la *négation* visible de la vie ; comme une négation de la vie qui *est devenue visible*.

11

Pour décrire le spectacle, sa formation, ses fonctions, et les forces qui tendent à sa dissolution, il faut distinguer artificiellement des éléments inséparables. En *analysant* le spectacle, on parle dans une certaine mesure le langage même du spectaculaire, en ceci que l'on passe sur le terrain méthodologique de cette société qui s'exprime dans le spectacle. Mais le spectacle n'est rien d'autre que *le sens* de la pratique totale d'une formation économique-sociale, son *emploi du temps*. C'est le moment historique qui nous contient.

12

Le spectacle se présente comme une énorme positivité indiscutable et inaccessible. Il ne dit rien de plus que « ce qui apparaît est bon, ce qui est bon apparaît ». L'attitude qu'il exige par principe est cette acceptation passive qu'il a déjà en fait obtenue par sa manière d'apparaître sans réplique, par son monopole de l'apparence.

13

Le caractère fondamentalement tautologique du spectacle découle du simple fait que ses moyens sont en même temps son but. Il est le soleil qui ne se couche jamais sur l'empire de la passivité moderne. Il recouvre toute la surface du monde et baigne indéfiniment dans sa propre gloire.

14

La société qui repose sur l'industrie moderne n'est pas fortuitement ou superficiellement spectaculaire, elle est fondamentalement *spectacliste*. Dans le spectacle, image de l'économie régnante, le but n'est rien, le développement est tout. Le spectacle ne veut en venir à rien d'autre qu'à lui-même.

15

En tant qu'indispensable parure des objets produits maintenant, en tant qu'exposé général de la rationalité du système, et en tant que secteur économique avancé qui façonne directement une multitude croissante d'images-objets, le spectacle est *la principale production* de la société actuelle.

16

Le spectacle se soumet les hommes vivants dans la mesure où l'économie les a totalement soumis. Il n'est rien d'autre que l'économie se développant pour elle-même. Il est le reflet fidèle de la production des choses, et l'objectivation infidèle des producteurs.

17

La première phase de la domination de l'économie sur la vie sociale avait entraîné dans la définition de toute réalisation humaine une évidente dégradation de l'*être* en *avoir*. La phase présente de l'occupation totale de la vie sociale par les résultats accumulés de l'économie conduit à un glissement généralisé de l'*avoir* au *paraître*, dont tout « avoir » effectif doit tirer son prestige immédiat et sa fonction dernière. En même temps toute réalité individuelle est devenue sociale, directement dépendante de la puissance sociale, façonnée par elle. En ceci seulement qu'elle *n'est pas*, il lui est permis d'apparaître.

18

Là où le monde réel se change en simples images, les simples images deviennent des êtres réels, et les motivations efficientes d'un comportement hypnotique. Le spectacle, comme tendance à *faire voir* par différentes médiations spécialisées le monde qui n'est plus directement saisissable, trouve normalement dans la vue le sens humain privilégié, qui fut à d'autres époques le toucher ; le sens le plus abstrait, et le plus mystifiable, correspond à l'abstraction généralisée de la société actuelle. Mais le spectacle n'est pas identifiable au simple regard, même combiné à l'écoute. Il est ce qui échappe à l'activité des hommes, à la reconsidération et à la correction de leur œuvre. Il est le contraire du dialogue. Partout où il y a *représentation* indépendante, le spectacle se reconstitue.

19

Le spectacle est l'héritier de toute la *faiblesse* du projet philosophique occidental qui fut une compréhension de l'activité, dominée par les catégories du *voir* ; aussi bien qu'il se fonde sur l'incessant déploiement de la rationalité technique précise qui est issue de cette pensée. Il ne réalise pas la philosophie, il philosophise la réalité. C'est la vie concrète de tous qui s'est dégradée en univers *spéculatif*.

20

La philosophie, en tant que pouvoir de la pensée séparée, et pensée du pouvoir séparé, n'a jamais pu par elle-même dépasser la théologie. Le spectacle est la reconstruction matérielle de l'illusion religieuse. La technique spectaculaire n'a pas dissipé les nuages religieux où les hommes avaient placé leurs propres pouvoirs détachés d'eux : elle les a seulement reliés à une base terrestre. Ainsi c'est la vie la plus terrestre qui devient opaque et irrespirable. Elle ne rejette plus dans le ciel, mais elle héberge chez elle sa récusation absolue, son fallacieux paradis. Le spectacle est la réalisation technique de l'exil des pouvoirs humains dans un au-delà ; la scission achevée à l'intérieur de l'homme.

21

A mesure que la nécessité se trouve socialement rêvée, le rêve devient nécessaire. Le spectacle est le mauvais rêve de la société moderne enchaînée, qui n'exprime finalement que son désir de dormir. Le spectacle est le gardien de ce sommeil.

22

Le fait que la puissance pratique de la société moderne s'est détachée d'elle-même, et s'est édifié un empire indépendant dans le spectacle, ne peut s'expliquer que par cet autre fait que cette pratique puissante continuait à manquer de cohésion, et était demeurée en contradiction avec elle-même.

23

C'est la plus vieille spécialisation sociale, la spécialisation du pouvoir, qui est à la racine du spectacle. Le spectacle est ainsi une activité spécialisée qui parle pour l'ensemble des autres. C'est la représentation diplomatique de la société hiérarchique devant elle-même, où toute autre parole est bannie. Le plus moderne y est aussi le plus archaïque.

24

Le spectacle est le discours ininterrompu que l'ordre présent tient sur lui-même, son monologue élogieux. C'est l'auto-portrait du pouvoir à l'époque de sa gestion totalitaire des conditions d'existence. L'apparence fétichiste de pure objectivité dans les relations spectaculaires cache leur caractère de relation entre hommes et entre classes : une seconde nature paraît dominer notre environnement de ses lois fatales. Mais le spectacle n'est pas ce produit nécessaire du développement technique regardé comme un développement *naturel*. La société du spectacle est au contraire la forme qui choisit son propre contenu technique. Si le spectacle, pris sous l'aspect restreint des « moyens de communication de masse », qui sont sa manifestation superficielle la plus écrasante, peut paraître envahir la société comme une simple instrumentation, celle-ci n'est en fait rien de neutre, mais l'instrumentation même qui convient à son auto-mouvement total. Si les besoins sociaux de l'époque où se développent de telles techniques ne peuvent trouver de satisfaction que par leur médiation, si l'administration de cette société et tout contact entre les hommes ne peuvent plus s'exercer que

par l'intermédiaire de cette puissance de communication instantanée, c'est parce que cette « communication » est essentiellement *unilatérale* ; de sorte que sa concentration revient à accumuler dans les mains de l'administration du système existant les moyens qui lui permettent de poursuivre cette administration déterminée. La scission généralisée du spectacle est inséparable de l'*Etat* moderne, c'est-à-dire de la forme générale de la scission dans la société, produit de la division du travail social et organe de la domination de classe.

25

La *séparation* est l'alpha et l'oméga du spectacle. L'institutionnalisation de la division sociale du travail, la formation des classes avaient construit une première contemplation sacrée, l'ordre mythique dont tout pouvoir s'enveloppe dès l'origine. Le sacré a justifié l'ordonnance cosmique et ontologique qui correspondait aux intérêts des maîtres, il a expliqué et embelli ce que la société *ne pouvait pas faire.* Tout pouvoir séparé a donc été spectaculaire, mais l'adhésion de tous à une telle image immobile ne signifiait que la reconnaissance commune d'un prolongement imaginaire pour la pauvreté de l'activité sociale réelle, encore largement ressentie comme une condition unitaire. Le spectacle moderne exprime au contraire ce que la société *peut faire,* mais dans cette expression le *permis* s'oppose absolument au *possible.* Le spectacle est la conservation de l'inconscience dans le changement pratique des conditions d'existence. Il est son propre produit, et c'est lui-même qui a posé ses règles : c'est un pseudo-sacré. Il montre ce qu'il *est* : la puissance séparée se développant en elle-même, dans la croissance de la productivité au moyen du raffinement incessant de la division du travail en parcellarisation des gestes, alors dominés par le mouvement indépendant des machines ; et travaillant pour un marché toujours plus étendu. Toute communauté et tout sens critique se sont dissous au long de ce mouvement, dans lequel les forces qui ont pu grandir en se séparant ne se sont pas encore *retrouvées.*

26

Avec la séparation généralisée du travailleur et de son produit, se perdent tout point de vue unitaire sur l'activité accomplie, toute communication personnelle directe entre les producteurs. Suivant le progrès de l'accumulation des produits séparés, et de la concentration du processus productif, l'unité et la communication deviennent l'attribut exclusif de la direction du système. La réussite du système économique de la séparation est la *prolétarisation* du monde.

27

Par la réussite même de la production séparée en tant que production du séparé, l'expérience fondamentale liée dans les sociétés primitives à un travail principal est en train de se déplacer, au pôle de développement du système, vers le non-travail, l'inactivité. Mais cette inactivité n'est en rien libérée de l'activité productrice : elle dépend d'elle, elle est soumission inquiète et admirative aux nécessités et aux résultats de la production ; elle est elle-même un produit de sa rationalité. Il ne peut y avoir de liberté hors de l'activité, et dans le cadre du spectacle toute activité est niée, exactement comme l'activité réelle a été intégralement captée pour l'édification globale de ce résultat. Ainsi l'actuelle « libération du travail », l'augmentation des loisirs, n'est aucunement libération dans le travail, ni libération d'un monde façonné par ce travail. Rien de l'activité volée dans le travail ne peut se retrouver dans la soumission à son résultat.

28

Le système économique fondé sur l'isolement est une *production circulaire de l'isolement.* L'isolement fonde la technique, et le processus technique isole en retour. De l'automobile à la télévision, tous les *biens sélectionnés* par le sys-

tème spectaculaire sont aussi ses armes pour le renforcement constant des conditions d'isolement des « foules solitaires ». Le spectacle retrouve toujours plus concrètement ses propres présuppositions.

29

L'origine du spectacle est la perte de l'unité du monde, et l'expansion gigantesque du spectacle moderne exprime la totalité de cette perte : l'abstraction de tout travail particulier et l'abstraction générale de la production d'ensemble se traduisent parfaitement dans le spectacle, dont le *mode d'être concret* est justement l'abstraction. Dans le spectacle, une partie du monde *se représente* devant le monde, et lui est supérieure. Le spectacle n'est que le langage commun de cette séparation. Ce qui relie les spectateurs n'est qu'un rapport irréversible au centre même qui maintient leur isolement. Le spectacle réunit le séparé, mais il le réunit *en tant que séparé.*

30

L'aliénation du spectateur au profit de l'objet contemplé (qui est le résultat de sa propre activité inconsciente) s'exprime ainsi : plus il contemple, moins il vit ; plus il accepte de se reconnaître dans les images dominantes du besoin, moins il comprend sa propre existence et son propre désir. L'extériorité du spectacle par rapport à l'homme agissant apparaît en ce que ses propres gestes ne sont plus à lui, mais à un autre qui les lui représente. C'est pourquoi le spectateur ne se sent chez lui nulle part, car le spectacle est partout.

31

Le travailleur ne se produit pas lui-même, il produit une puissance indépendante. Le *succès* de cette production, son abondance, revient vers le producteur comme *abondance de la dépossession.* Tout le temps et l'espace de son monde lui deviennent *étrangers* avec l'accumulation de ses produits aliénés. Le spectacle est la carte de ce nouveau monde, carte qui recouvre exactement son territoire. Les forces mêmes qui nous ont échappé *se montrent* à nous dans toute leur puissance.

32

Le spectacle dans la société correspond à une fabrication concrète de l'aliénation. L'expansion économique est principalement l'expansion de cette production industrielle précise. Ce qui croît avec l'économie se mouvant pour elle-même ne peut être que l'aliénation qui était justement dans son noyau originel.

33

L'homme séparé de son produit, de plus en plus puissamment produit lui-même tous les détails de son monde, et ainsi se trouve de plus en plus séparé de son monde. D'autant plus sa vie est maintenant son produit, d'autant plus il est séparé de sa vie.

34

Le spectacle est le *capital* à un tel degré d'accumulation qu'il devient image.

Guy DEBORD.

Ce texte constitue le premier chapitre d'un livre actuellement sous presse, *La Société du Spectacle.*

JUGEMENTS CHOISIS

AVANCÉS RÉCEMMENT A PROPOS DE L'I.S.

Prenant la parole au nom de ses camarades, le président de l'A.F.G.E.S., André Schneider, a déclaré que la dissolution de l'Association était un des principaux objectifs de l'actuel comité. Pourquoi ? Comme il est si bien dit dans un communiqué publié à cet effet, c'est par mépris pour le syndicalisme étudiant. (...) Ils rendent sans doute un mauvais service à la défense de la cause étudiante. Ils s'en moquent encore, car solidarité et entr'aide sont pour eux de vains mots. Leur doctrine, si on peut employer ce terme à propos de leurs délirantes élucubrations, qui n'auraient jamais dû quitter leur fumier originel, est une sorte de révolutionnarisme radical à base de nihilisme (...) Un monument d'imbécile fanatisme, rédigé dans un jargon prétentieux, assaisonné de bordées d'injures et d'insultes gratuites aussi bien à l'égard de leurs professeurs qu'à celui de leurs camarades. On s'y réfère constamment à l'occulte « Internationale situationniste ». Si on voulait employer le même langage que ces trublions chevelus, on dirait volontiers qu'ils se vautrent avec délices dans la fange de leur misérabilisme intellectuel. La plupart de ces responsables et adeptes ont su accommoder leur physique à leur intellect : une belle brochette de beatniks et de provos quoique ces Absalon au petit pied se défendent de l'être.

Le Nouvel Alsacien (25-11-66).

★

Or, l'A.F.G.E.S. est devenue depuis les élections de mai dernier la proie d'un groupement d'illuminés, se prétendant révolutionnaires, mais en tout cas nihilistes, puisqu'ils entendent faire la révolution par la dissolution et la destruction de toutes les structures sociales, à commencer par le syndicalisme étudiant et ouvrier. Un manifeste, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, publié sous le sigle de l'U.N.E.F. et de l'A.F.G.E.S. avec des références explicites à une internationale occulte situationniste, exprime la nouvelle doctrine de l'A.F.G.E.S. Ce manifeste est essentiellement un ramassis de jugements critiques et vagues sur la société et la civilisation contemporaines présenté dans une formule des plus fumeuses, ce qui laisse craindre que les intellectuels du mouvement n'aient pas vraiment digéré les théories des grands révolutionnaires de l'histoire. Il n'y a vraiment rien de neuf, rien d'original dans la contestation de certains phénomènes sociologiques. Seule la finalité attribuée à la révolution est nouvelle : « C'est au travail lui-même qu'il faut aujourd'hui s'en prendre » (...) C'est pourquoi d'ailleurs, les seuls éléments dignes aujourd'hui d'intérêt et d'estime sont ceux « qui prennent dans le système des études, ce qu'il y a de meilleur : les bourses ». Voilà qui permet de se faire une idée sur le groupe des pseudo-intellectuels révolutionnaires qui a pris le pouvoir à l'A.F.G.E.S.

L'Alsace (26-11-66).

★

Notre quarteron d'internationalistes situationnistes trouve, en effet, les « provos » trop bourgeois et cite en exemple la Ligue Révolutionnaire Communiste qu'ont formé au Japon les kamikazé du « grand soir ». En attendant ce grand soir, les nuits sont bonnes à prendre : on parle, à Strasbourg, d'un premier kolkhose où, à l'occasion, ces demoiselles font partager leurs ardeurs nihilistes aux étudiants africains « révolutionnaires » (...) Sur le plan constructif, si l'on ose employer ce terme, nos « situationnistes » proposent de « dissoudre la société présente et d'accéder au règne de la liberté » ; leur devise est de « vivre sans temps mort et de jouir sans entraves ».

A en croire les mauvaises langues, ce dernier point au programme serait déjà en cours de réalisation au siège de l'A.G. où la sexualité de groupe s'épanouirait effectivement « sans entraves ». L'ordre ne règne plus à Strasbourg. N'empêche ! Que des années de militantisme progressiste aboutissent à livrer le syndicalisme étudiant à une pareille équipe de zigotos, en dit long sur le fiasco de l'U.N.E.F.

Minute (1-12-66).

★

Les thèses de l' « Internationale Situationniste », ont une particularité, bien faite pour séduire les étudiants : elles sont d'un extrémisme difficilement dépassable (...) Ce texte d'une bonne tenue littéraire constitue un refus systématique de toutes les formes d'organisation sociale et politique existant à l'Ouest comme à l'Est et de toutes les oppositions qui tentent de les transformer. Dans cette entreprise systématique de destruction, les coups les plus durs vont aux novateurs. Les philosophes, les écrivains, les artistes les plus progressistes de notre époque vont rejoindre les institutions, les partis politiques et les syndicats dans une damnation sans appel (...) On retrouve dans cette vision, dramatique jusqu'à la caricature, du monde, accompagnée d'une confiance messianique dans la capacité révolutionnaire des masses et dans son aptitude à la liberté, des résurgences de bien des utopies : fouriériste, dadaïste, trotskyste...

Le Monde (9-12-66).

★

Attendu que la mauvaise gestion des intérêts pécuniaires de l'A.F.G.E.S. reprochée aux défendeurs résulte d'une façon évidente du fait, par eux non contesté, qu'ils ont fait imprimer et distribuer aux frais de l'A.F.G.E.S., 10.000 brochures qui ont coûté près de 5.000 F., et autres publications antérieurement, d'inspiration « Internationale situationniste » (...) Qu'il suffit en effet de lire ces publications dont les défendeurs sont les auteurs, pour constater que ces cinq étudiants à peine sortis de l'adolescence, sans aucune expérience, le cerveau encombré de théories philosophiques, sociales, politiques et économiques mal digérées, et ne sachant comment dissiper leur morne ennui quotidien, émettent la vaine, orgueilleuse et dérisoire prétention de porter des jugements définitifs et bassement injurieux sur leurs condisciples, leurs professeurs, Dieu, les religions, le clergé, les gouvernements et les systèmes politiques et sociaux du monde entier ; puis rejetant toute morale et toute entrave légale, vont cyniquement jusqu'à prôner le vol, la destruction des études, la suppression du travail, la subversion totale et la révolution mondiale prolétarienne sans retour possible pour « jouir sans entrave »...

Président Llabador.

Ordonnance de référé rendue le 13 *décembre* 1966 *par le Tribunal de Grande Instance de Strasbourg.*



Place nette : les jeunes « situationnistes » de Strasbourg sont contre tout. Contre les vieux partis, parce qu'ils sont vieux ; contre les partis nouveaux, parce qu'ils vieilliront ; contre l'Université, qui fabrique, disent-ils, les cadres d'une société sans liberté ; contre les professeurs, qui sont les cadres de la fabrique en question. Contre l'art moderne, ce « cadavre » en train de se décomposer sous nos yeux. Contre les existentialistes, qui n'existent pas plus que les autres ; contre la religion, qui est « dépassée », notamment par elle-même. Contre les anarchistes, parce qu'ils se supportent les uns les autres, preuve d'incurable aboulie ; contre les marxistes officiels, si bien installés dans leur marxisme qu'ils n'en sortiraient même pas pour faire la révolution, et contre les « provos » d'Amsterdam, leurs faux-frères en rébellion contre l'ordre établi. Une seule doctrine trouve grâce devant eux : le situationnisme. C'est leur seule faiblesse.

André Frossard.
Le Figaro (17-12-66).



Les gesticulations verbales des situationnistes ne tirent pas à conséquence (...) Il est curieux d'ailleurs de voir l'empressement de la presse bourgeoise, qui se refuse à passer des informations émanant du mouvement ouvrier révolutionnaire, à reprendre et à populariser les gesticulations de ces polichinelles.

Monde Libertaire (janvier 1967).



Bien que je ne collabore plus comme naguère au *Monde Libertaire*, je n'aime pas qu'on le débine lorsque l'on s'y produit, ni que l'on évite, dans une intention péjorative, toute allusion à l'action libertaire en regard du situationnisme, cette forme

nouvelle du baroquisme (...) Les textes de la brochure en question, je les ai lus tels quels (style, intentions et injures) des dizaines de fois avant 1914 (...) Il reste que le modernisme des situationnistes sent trop le rafistolage pour qu'on attende leurs directives. La conjoncture actuelle pose avant tout des problèmes de capacité et de responsabilité avec des responsables qui ne soient pas leurs propres juges.

C. A. Bontemps.
Monde Libertaire (Janvier 1967).

★

En effet, a poursuivi l'avocat, ces statuts stipulent que l'A.G. s'interdit toute activité politique, ce qui n'était pas le cas du comité « situationniste » se réclamant du communisme et faisant l'éloge de Karl Marx et de Ravachol (...) Me Baumann a blâmé les initiatives du comité « situationniste » visant à l'anéantissement des efforts de générations d'étudiants par la dissolution de l'association, ses dilapidations — 4.500 F pour la publication du fameux manifeste du 22 novembre, plus de 1.500 F. de communications téléphoniques en deux mois, dont des appels de 317 F. l'unité pour le Japon où siège la mystérieuse « Internationale situationniste », etc. — et l'état d'esprit discutable propagé au sein du monde étudiant.

Combat (15-2-67).

★

Depuis plusieurs années — c'est-à-dire bien avant que les situationnistes sortent provisoirement de l'ombre — je me suis « posé des questions » et j'ai posé des questions au mouvement. Je pense toujours que cela est nécessaire et je continuerai. Mais je me refuse absolument à ce que mon opposition aux formes actuelles de la F.A. soit annexée ou serve d'argument à ceux qui, sous prétexte de rénover l'anarchisme, s'en vont renifler leurs inspirations dans les poubelles du marxisme (...) Pour le reste, autant en emportera le vent. Car, demain, il n'y aura plus de situationnistes.

César Fayolle.
Mise au point, publiée dans *Philosophie dans un préau d'école* (février 1967).

★

L'affaire du comité «situationniste » de l'Association des étudiants de Strasbourg continue de provoquer des remous dans les milieux universitaires (...) Une quarantaine de professeurs et d'assistants de différentes sections de la Faculté des Lettres de Strasbourg nous adressent une lettre dans laquelle ils déclarent notamment : « Il faut beaucoup de complaisance ou de prévention pour trouver quelque intérêt aux proclamations et libelles de ces gens, à leurs obscures querelles et à leurs excommunications réciproques ».

Le Monde (5-3-67).

★

Une nouvelle idéologie des étudiants se répand à travers le monde ; c'est une version déshydratée du jeune Marx, qui s'appelle « situationnisme ». Quelques-uns de ses adhérents ont passé la semaine du *sit-in* de la *London School of Economics* à reproduire, péniblement car le papier et les moyens d'impression manquaient, un manifeste situationniste. Ce fut le seul produit quelque peu intellectuel de l'affaire. D'un sectarisme austère — ce manifeste traite même les provos d'Amsterdam de dilettantes —, les situationnistes trouvent chez l'étudiant une vocation à la contestation au sein du capitalisme surdéveloppé. Là où leur raisonnement est le plus conséquent, ils affirment que la révolution prolétarienne sera une fête ou ne sera rien.

Daily Telegraph (22-4-67).

★

La filiation d'idées entre situationnistes et provos ne fait pas de doute. Ce qui les oppose concerne la méthode. Les situationnistes préfèrent agir dans l'ombre ; ils se refusent à servir d'alibi à la société qu'ils condamnent. Les provos, en acceptant délibérément l'équivoque de la publicité, optèrent pour ce qu'ils croyaient être une lutte ouverte. En fait, provos, situationnistes et promoteurs de Sigma appartiennent à une même famille d'esprit. Nous n'entreprendrons pas de détailler ici leurs traits spécifiques, pas plus que d'établir une quelconque hiérarchie au départ d'un critère élu parmi d'autres ; non plus que de mesurer le degré de l'influence exercée par le mouvement situationniste sur chacun des chefs de file provo.

Synthèses (avril-mai 1967).

★

C'est assez dire à quel point il est difficile d'envisager l'élaboration d'un programme

et d'une stratégie d'action avec les intelligents névrotiques qui abondent dans ces sectes. Ces remarques visent entre autres le groupe situationniste et sa revue : *l'Internationale Situationniste.* Les premiers, les situationnistes ont aperçu les implications et conséquences de la *critique de la vie quotidienne.* De leur propre aveu, ils doivent beaucoup à cet ouvrage dont le premier volume (Introduction) parut en 1946. Presque seuls, pendant une période difficile, ils préservèrent, en précisant sa portée, le mot d'ordre essentiel de la révolution : changer la vie. Ils ont défendu la théorie de l'aliénation en cherchant à l'affiner, et sans se prévaloir d'un humanisme philanthropique. Ils l'ont défendue contre les attaques. Parmi les premiers, ils ont saisi l'importance des problèmes urbains et d'une critique de l'urbanisme actuel comme idéologie. Ensuite, sur ces bases, ils ont édifié un dogmatisme qui ne le cède à aucun autre en malveillance sectaire, en susceptibilité. Or, ils ne proposent pas une utopie concrète, mais une utopie abstraite. Se figurent-ils vraiment qu'un beau matin ou un soir décisif, les gens vont se regarder en se disant : « Assez ! Assez de labeur et d'ennui ! Finissons-en ! » et qu'ils entreront dans la Fête immortelle, dans la création des situations ? Si c'est arrivé une fois, le 18 mars 1871 à l'aube, cette conjoncture ne se reproduira plus.

H. Lefebvre.

Position contre les technocrates.
(Editions Gonthier, 2e trimestre 1967).

★

L'Internationale situationniste a contribué de manière décisive à rehausser la théorie révolutionnaire au niveau du mouvement réel de la société globale. Elle a eu le mérite de porter la critique radicale sur le terrain de la vie quotidienne et elle a, du même coup, repris le point de vue de la totalité et les projets de dépassement et de réalisation de la philosophie et de l'art. Elle a étendu la théorie de l'autogestion à tous les domaines de la vie sociale, amorcé une timide critique de l'économie politique et *affirmé* l'exigence d'un accord minimum entre ce qui est dit et ce qui est fait. La misère de l'environnement accentue la qualité d'un niveau théorique qui rejoint parfois celui de Korsch, de Luckács, voire celui de Marx. Mais, comme pour toutes les formations dont le rôle historique est achevé, cette théorie a cessé de jouer un rôle progressif et va de plus en plus se dégrader en idéologie (...) La résolution de la scission entre le subjectif et l'objectif s'opère dans leur identité incarnée par l'Unique. Le syllogisme se décompose en proposition majeure, il n'y a pas de révolutionnaires hors de l'I.S., proposition mineure, l'I.S. c'est Debord, conclusion, il n'y a qu'un révolutionnaire au monde, Debord. On ne peut que sourire devant cette prétention dérisoire à vouloir confisquer la révolution. Une telle démarche relève d'une conception aristocratique de la révolte. La révolution se réduit à un grand jeu de société où il importe avant tout d'accomplir de « belles actions » dans lesquelles il est ensuite possible de se contempler avec une complaisance précieuse. Debord, véritable Gondi de prisunic, ne fait que parodier le désenchantement d'un cardinal qui, face à la trivialisation de la vie quotidienne, jouait en se regardant jouer le jeu esthétique d'une lutte sans espoir face à la montée de l'appareil bureaucratique-bourgeois (...) Groupe apparemment informel, l'Internationale situationniste est en fait fortement structurée, avec son leader, l'Unique... ayant pris totalement en mains le mouvement dès ses débuts.

Frey, Garnault, etc.

L'Unique et sa propriété. (Hagueneau, 2e trimestre 1967).

★

L'événement qui mit les autres en branle fut la brochure situationniste et ma réponse dans le journal. Il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Insulté, sans aucune provocation de notre part, par une poignée de révolutionnaires de bibliothèque, j'avais répondu, comme c'était non seulement mon droit mais mon devoir de militant, à ces paltoquets sur le ton qui convenait. Et tout aurait pu en rester là. Pourtant le scandale fut déclenché par un certain Bodson, puis repris par toute la cinquième colonne qui depuis des années attendait l'instant favorable pour avoir la peau de notre organisation (...) Il est vrai que je n'avais jamais lu leur revue. Mais il est plaisant de voir que ces zigotos qui n'ont lu aucun des théoriciens de l'anarchie me reprochent de manquer de lecture. Ils ne sont pas seulement odieux, ils sont également ridicules. Je savais parfaitement où en était le situationnisme. Une critique de la société qui est celle de tous les opposants, ce qui est facile, et naturellement une part d'exhibitionnisme qui est le lot de tous les salonards de la Révolution. Naturellement aussi, une finalité qui n'excluait pas l'Etat, bien sûr rénové ! (...) Car les protestations épileptiques de certains paltoquets devaient nous permettre de toucher le fond du problème et de révéler au grand jour toutes les ramifications du complot ourdi par les marxisants pour dissoudre la Fédération Anarchiste (...) Lorsqu'on s'aperçoit que toutes les manœuvres ont échoué, on applique la dernière tactique, dite « situationniste ». On pousse dans l'or-

ganisation des saboteurs qui essaient de la désagréger de l'intérieur ; de façon à ce qu'elle disparaisse pour laisser la place à un organisme nouveau qui, sous le sigle libertaire garant des libertés de l'homme, permettra de reprendre l'opération marxiste qui, à défaut de Révolution, réserve aux chefaillons de fructueuses sinécures !

Maurice Joyeux.

L'Hydre de Lerne, la maladie infantile de l'anarchie (Rapport au Congrès de Bordeaux, mai 1967).

★

Mais d'autres pensent qu'on peut fort bien agir en France. En opérant en francs-tireurs contre les Etats-Unis. Non pas avec des armes. Mais en reprenant les méthodes du réseau Jeanson, c'est-à-dire en provoquant en Europe des désertions de soldats américains. Il s'agit là d'un réseau international où se retrouvent les anciens du réseau Jeanson en France, des provos de de Vries en Hollande, des membres de l'Internationale situationniste, particulièrement bien organisée à Copenhague.

Minute (18-5-67).

Surtout, nous ne pensons pas que l'imagination puisse régler son compte au soi-disant réel tant qu'elle se fixe sur un objet particulier — par exemple la ville. Le dernier avatar de l'utopie ancienne est la théorie de *l'urbanisme unitaire*. Les situationnistes supposent que la problématique urbaine recouvre et résout la problématique totale de la société. La ville devient monde, le monde devient ville.

René Lourau.

Utopie nº 1, (mai 1967).

★

C'est alors qu'apparaissent, pour la première fois, les figures inquiétantes de l' « Internationale situationniste ». Combien sont-ils ? D'où viennent-ils ? Nul ne le sait. Leur moyenne d'âge est la trentaine. Signe particulier : une pensée qui va plus vite que le son, l'allure confortable et parfois coquette de messieurs qui ont beaucoup lu, un mépris presque maladif pour tout ce qui les entoure, une façon d'aborder les problèmes avec les pincettes de l'humour. Ils sont sociologues, philologues, théoriciens. Ils ont fini leurs études et vivent à Paris, en Allemagne ou ailleurs.

Le Républicain Lorrain (28-6-67).

TROIS ADRESSES DE L'I.S.

FRANCE

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE
B.P. 307-03 PARIS

ANGLETERRE

B.C.M. SITUATIONIST INTERNATIONAL
LONDON W.C.1

U.S.A.

SITUATIONIST INTERNATIONAL
P.O.BOX 491 COOPER STATION NEW-YORK (N.Y. 10003)

LA PRATIQUE DE LA THÉORIE

Factices

Nous croyons utile de signaler qu'un certain nombre de personnes qui n'ont jamais eu aucune sorte de relation avec les situationnistes se sont fait passer ça et là, à des fins diverses, pour membres de l'I.S.

L'aspect misérable des opinions qu'ils peuvent exprimer devrait suffire à mettre en garde leurs auditeurs, du moment que ceux-ci pensent à garder, en présence de ce genre de sollicitations, un minimum de méfiance. Le fait nous a été signalé à Bordeaux, à Grenoble, ailleurs. A Paris, après un certain Dominique Frager qui a opéré vers le mois de décembre, les nommés Christian Descamps et Alain Guillerm se sont essayés dans le même rôle peu soutenable en avril.

Nous rappelons que les seules voies pour prendre contact avec l'I.S. consistent à écrire à notre adresse (B.P. 307-03 Paris), ou à être présenté par un des groupes organisés avec lesquels nous acceptons d'entretenir des relations. Les noms d'un nombre suffisant de membres de l'I.S. sont toujours mentionnés dans chaque numéro de cette revue. Quiconque peut prétendre éviter à quelqu'un ce nécessaire filtrage se désigne par-là comme *mythomane ou provocateur.* Attention !

La septième conférence

La 7e Conférence de l'I.S. s'est tenue à Paris du 5 au 11 juillet 1966. Elle a discuté des questions suivantes : l'organisation de l'I.S. ; l'organisation en général ; le développement de nos rapports avec des courants révolutionnaires qui apparaissent maintenant ; l'état actuel de ce processus et les conditions qui le déterminent dans différentes zones du monde ; la révolution et l'économie sous-développée ; la culture ; les méthodes nouvelles pour l'agitation ; le moment de l'abolition du pouvoir séparé ; les publications situationnistes et les traductions ; le financement de nos activités ; le choix des travaux théoriques à développer. Un accord général s'est manifesté pour chacun des sujets débattus.

Définition minimum des organisations révolutionnaires

(Cette définition a été adoptée par la 7e Conférence de l'I.S.)

Considérant que le seul but d'une organisation révolutionnaire est l'abolition des classes existantes par une voie qui n'entraîne pas une nouvelle division de la société, nous qualifions de révolutionnaire toute organisation qui poursuit *avec conséquence* la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle.

Une telle organisation présente une critique unitaire du monde, ou n'est rien. Par critique unitaire, nous entendons une critique prononcée globalement contre toutes les zones géographiques où sont installées diverses formes de pouvoirs séparés socio-économiques, et aussi prononcée globalement contre tous les aspects de la vie.

Une telle organisation reconnaît le commencement et la fin de son programme dans la décolonisation totale de la vie quotidienne ; elle ne vise donc pas l'autogestion *du monde existant* par les masses, mais sa transformation ininterrompue. Elle porte la critique radicale *de l'économie politique*, le dépassement de la marchandise et du salariat.

Une telle organisation refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie



IN MEMORIAM L.D. TROTSKY

« Il y a tout lieu de croire que le K.A.P.D., tel qu'il est représenté par ses chefs actuels, aventuriers et anarchistes, ne se soumettra pas à la décision de l'Internationale et, se trouvant ainsi en dehors d'elle, essayera, probablement, avec d'autres éléments « extrémistes de gauche », de former une IVe Internationale. Notre camarade Kollontaï a soufflé, au cours de notre Congrès, un peu dans la même petite trompette. Ce n'est un secret pour personne que notre Parti constitue pour le moment le levier de l'Internationale Communiste. Cependant la camarade Kollontaï a présenté l'état de choses dans notre parti de telle façon qu'il pourrait sembler que les masses ouvrières, avec la camarade Kollontaï en tête, seront obligées, un mois plus tôt ou plus tard, de faire une « troisième révolution » afin d'établir un « véritable » régime des soviets. Mais pourquoi une troisième et non pas une quatrième, puisque la troisième révolution faite au nom d'un « véritable » régime de soviets a eu déjà lieu au mois de février à Cronstadt ? (...) Il y a encore des extrémistes de gauche en Hollande. Peut-être y en a-t-il encore dans d'autres pays. Je ne sais pas s'ils ont été tous pris en considération. Toujours est-il que leur nombre n'est pas extraordinaire et c'est le péril de devenir très nombreuse qui menacerait le moins la IVe Internationale, si par hasard elle était fondée. »

Trotsky.

Une école de stratégie révolutionnaire : le IIIe Congrès de l'I.C. ; recueilli dans « Nouvelle Etape », 1922.

totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de *la cohérence de sa critique :* cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique. Elle critique radicalement toute *idéologie* en tant que *pouvoir séparé* des idées et *idées du pouvoir séparé.* Ainsi elle est en même temps la négation de toute survivance de la religion, et de l'actuel *spectacle* social qui, de l'information à la culture massifiées, monopolise toute communication des hommes autour d'une réception unilatérale des images de leur activité aliénée. Elle dissout toute « idéologie révolutionnaire » en la démasquant comme signature de l'échec du projet révolutionnaire, comme propriété privée de nouveaux spécialistes du pouvoir, comme imposture d'une nouvelle *représentation* qui s'érige au-dessus de la vie réelle prolétarisée.

La catégorie de la totalité étant le *jugement dernier* de l'organisation révolutionnaire moderne, celle-ci est finalement une critique de la politique. Elle doit viser explicitement, dans sa victoire, sa propre fin en tant qu'organisation séparée.

Récentes exclusions

La 7e Conférence a exclu en juillet Jan Strijbosch (Hollande), parce qu'il exigeait le retour dans l'I.S. de Rudi Renson unanimement regardé comme démissionnaire de longue date, étant demeuré plus d'un an dans un état d'inactivité totale — et même de disparition pure et simple.

Comme l'activité de Strijbosch lui-même n'avait été qu'à peine plus perceptible pendant le même temps, nous ne pouvions accepter de discuter la justification d'une sorte de « tendance » de la participation incommunicable. Précisons que nous n'avons jamais eu aucun autre reproche à formuler contre ces camarades.

Peu après Anton Hartstein a été exclu, pour une insuffisance théorique qui avait éclaté lors de son intervention à la même Conférence (sur la question de l'Etat) ; et qui était presqu'aussitôt aggravée par une certaine lenteur de réaction dans une affaire qui appelait la solidarité pratique de l'I.S.

Théo Frey, Jean Garnault et Herbert Holl ont été exclus à l'instant même où ils cessèrent de soutenir leurs mensonges, dans la confrontation jugée par l'I.S. entre Khayati et eux. C'était le 15 janvier, vers minuit : le détail vaut d'être noté, car les menteurs écrivirent par la suite, comme un argument important d'une de leurs proclamations, que c'était *déjà le 16*, et ainsi

prétendiront qu'il y aurait dans les conclusions de l'I.S. quelque chose d'inexact qui équilibrerait, pour ainsi dire, leur accumulation de falsifications concertées. Ayant à ce moment admis, presque comme une justification supérieure, qu'ils constituaient depuis quelques mois une fraction secrète décidée à capter le pouvoir dans l'I.S. (opération de nature magique, puisque ce « pouvoir » n'est rien d'autre que certaines *capacités* théoriques et pratiques individuelles, dont ils se sentaient démunis et que la conduite qu'ils assumaient leur interdisait à jamais d'atteindre) ils dirent aussi qu'Edith Frey en était. Comme elle était absente, et comme nous connaissions maintenant les autres, nous ne pouvions pas être sûrs de ce dernier aveu concernant un tiers, et nous n'avons pas alors joint son nom dans notre procès-verbal d'exclusion. Cependant, comme Edith Frey s'est effectivement solidarisée tout de suite avec eux, il faut donc croire qu'elle était dans le secret des menteurs.

Quand Axelos avait trouvé un disciple

En juin 1966, le numéro 55 du bulletin d'un « Centre International d'Etudes Poétiques » de Bruxelles contenait, à côté d'un écrit de Kostas Axelos, ex-directeur de la revue *Arguments* — c'est tout dire — l'article d'un nommé Jacques Darquin, qui présentait du même Axelos l'éloge le plus débridé et le plus stupide. On pouvait lire dans la note biographique qui précédait son article que ce Jacques Darquin « fit partie pendant un court moment de l'Internationale Situationniste ». Nous avons écrit aussitôt au directeur de la revue, Fernand Verhesen, que c'était faux ; et que nous attendions qu'il fasse savoir, à nous et aux lecteurs de son prochain numéro, que sa bonne foi avait été surprise.

« Cette imposture, ajoutions-nous, est d'autant plus significative qu'elle sert à qualifier un laudateur de M. Kostas Axelos, dont les situationnistes ont plusieurs fois mentionné l'œuvre sous un jour tout opposé. Les procédés publicitaires de M. Darquin révèlent ici dans une redoutable lumière ce que la pensée axelosienne entend par cette trouvaille que « la fausse conscience a partie liée avec la conscience qui pense saisir le vrai ». Pour que ce M. Darquin, par exemple, ait eu « partie liée » avec les situationnalistes, il faut qu'il s'invente un *faux passé*. La trivialité de son cas fera apparaître à tout le monde qu'il « se rattache » à nous comme M. Axelos va « se rattachant à Héraclite et à Marx, à Rimbaud et à Nietzsche, etc. » Mais l'impudence des rattachements de M. Darquin est encore plus immédiatement démontrable. »

Point gêné, Verhesen *ne répondit aucunement*, prenant ainsi sur lui toute la responsabilité de la falsification. Plusieurs semaines passèrent, puis il eut à supporter les effets de l'indignation de quelques situationnistes qui le débusquèrent dans une boîte de nuit de Bruxelles. Alors cet affligeant personnage, qui reste hautain devant un appel courtois à son honnêteté intellectuelle et devient humble devant les paires de claques, s'empressa de pleurer qu'il n'y avait pas plus de Darquin que de beurre dans les épinards intellectuels d'Axelos ; que toute la darquinade, article bêlant et notice biographique, avait été *directement fournie par le seul Axelos*. On voit donc la mentalité ! C'est bien ce que nous avions toujours dit.

Quelques refus aisément prévisibles

Nous signalons ici quelques-uns de nos refus opposés à ceux qui croient devoir nous offrir de prendre place dans tel ou tel stand méprisable du système même que nous avons dénoncé. Bien entendu, l'intérêt de l'information ne nous paraît pas résider dans ces refus mêmes — qui ne devraient surprendre personne — mais dans la niaise indécence dont font preuve certaines de ces offres.

Les situationnistes ont refusé, en juin 66, à une revue *Aletheia*, ouverte à toutes sortes de staliniens et saupoudrée d'heideggerisme, de participer à un numéro spécial qui devait traiter du « militantisme » ! En août de la même année, nous avons décliné l'invitation de figurer au « Symposium de la destruction dans l'art », prévu pour septembre à Londres, en faisant observer : « l'art est déjà détruit depuis quelque temps... Maintenant, organiser le spectacle commun des débris et des copies de débris — par exemple Enrico Baj — ce n'est plus détruire mais recoller. C'est être l'art académique de l'époque de l'achèvement de l'art ». En janvier, la fameuse librairie de la bureaucratie en voie de libéralisation, Maspéro, ayant passé commande de la brochure situationniste de Strasbourg — qu'un certain public avait l'inconscience d'aller chercher là — nous écrivîmes à son propriétaire : « Con stalinien, ce n'est pas par hasard que tu n'as pas eu notre brochure. On te méprise ». En mars, il fallut répondre au Centre d'Etudes Socialistes qui offrait à un membre de l'I.S. de s'engluer dans un de ses débats sur « cités concentrationnaires ou urbanisme



LA DOMINATION DU SPECTACLE SUR LA VIE

Cette publicité de la caméra Eumig (été 1967) évoque très justement la glaciation de la vie individuelle qui s'est renversée dans la perspective spectaculaire : le présent se donne à vivre immédiatement **comme souvenir.** Par cette spatialisation du temps, qui se trouve soumis à l'ordre illusoire d'un présent accessible en permanence, le temps et la vie ont été perdus ensemble.

socialiste », que « nous trouvons inintéressants ceux qui y parlent et ceux qui les écoutent ».

La palme revient à Kostas Axelos (voir plus haut) qui nous écrivit le 27 février, nous proposant, en tant que directeur de la collection « Arguments » des Editions de Minuit, de lui « envoyer pour lecture le *Traité* de Vaneigem ». Nous lui avons répondu brièvement mais grossièrement.

Un moraliste

Janover, ex-directeur de *Front Noir*, qui semble maintenant seul auteur du n° 1 des *Cahiers de Front Noir*, est un moraliste, ne serait-ce que parce qu'il a ramassé chez Rubel la fameuse explication « éthique » de l'œuvre de Marx, un des nombreux principes de pseudo-unification utiles, pour le *job* de marxologue bien payé par tous les Etats modernes, à quiconque est incapable de concevoir la pensée dialectique. Stirner n'avait pas tort de dire que tous les moralistes ont couché dans le lit de la religion ; et par exemple la morale affirmée de Janover, malgré son coup de chapeau au « rêve dyonisiaque » du socialisme utopique, sent plus l'éteignoir que le fouriérisme : « Toute forme de réciprocité amoureuse, pour autant qu'elle s'éloigne des rapports sexuels fondés sur la satisfaction animale ou la nécessité de la reproduction, est indissociable de la fidélité sexuelle. Toute affinité intellectuelle, morale ou

affective disparaît dans le cas d'infidélité car elle suppose que la confiance et l'amour mutuels n'ont pas acquis assez de force pour faire naître une fixation supérieure à l'instinct sexuel de l'animal » (page 30).

Cet honnête moraliste, qui même dans chacune de ses compilations se pose en dépositaire exclusif de la pureté révolutionnaire — tout ce qui n'est pas son insignifiance lui paraissant de l'arrivisme — a été piqué par la note que nous lui avons consacrée dans *I.S.* 10 (page 72 : *L'armée de réserve du spectacle).* Il ne va pas jusqu'à répondre à cet article précis — effectivement peu discutable. Mais il y a tout de même un progrès : maintenant *il nomme* l'I.S. quand il l'attaque, et nous cite directement. Précisons bien que, pour nous, Janover est discrédité non parce que la dissimulation des réalités dont on parle et la falsification sont « immorales », mais parce qu'elles sont incompatibles fondamentalement avec les méthodes et les buts d'une révolution qui doit abolir l'idéologie et les classes. Cependant le moralisme de Janover ressort agréablement dans sa manière de citer. Il a sélectionné les très rares phrases où des situationnistes ont employé d'une manière encore non-critique — et ceci sur des points marginaux des textes « culturels » dont ces phrases sont extraites — certains concepts de la vieille extrême-gauche (trotskiste). Nous croyons qu'il n'échappe à personne que les recherches théoriques de l'I.S. constituent — heureusement — un mouvement qui s'est approfondi et *unifié* en corrigeant un bon nombre de ses premières présuppositions : nous l'avons écrit notamment dans *I.S.*9, pages 3 et 4. Les citations de Janover sont choisies, comme par hasard, dans le premier numéro d'*I.S.*, et même surtout dans un texte de l'un de nous avant la formation de l'I.S., et dans ce cas elles datent de *dix ans*. Mais l'intègre Janover voulait faire croire que nous voltigeons par opportunisme, et sur toute la ligne, entre des positions incompatibles, au gré de la mode, et du jour au lendemain.

Comment s'y prend-il pour faire disparaître le développement réel de notre travail théorique, qui n'a pas été sans effet sur certains changements déjà perceptibles de la mode intellectuelle, et qu'il n'a pas dédaigné lui-même d'utiliser (car il ne lit pas seulement Rubel) ? Sa méthode est simple et directe. Pour montrer que toute l'I.S. a *sauté* « dans l'espoir de donner le change » d'une sorte de parfait trotskisme bureaucratique à ses positions actuelles, il introduit sa petite série de citations, non-datées mais vieilles d'une décennie, par un simple : « il s'agissait hier encore... » (page 75). Ce *hier encore* est la merveille de ce genre de moralisme, auquel la réputation de Janover ne peut certes manquer de rester à jamais monogamiquement fidèle, sans « espoir de donner le change ».

L'U.G.A.C. et son peuple

En mars, quelques situationnistes ayant fortuitement rencontré des membres d'une « Union des Groupes Anarchistes-Communistes » (Adresse : Edith Dard, B.P. 114, Paris-10e), acceptèrent le principe d'une discussion ultérieure sans cacher que leurs critiques seraient dures : les thèses de l'U.G.A.C., en effet, si elles proposent de dépasser l'idéologie anarchiste figée et de tenir compte d'un certain apport révolutionnaire du marxisme, vont en réalité, comme si c'était tout neuf et tout indiscutable, vers un ralliement aux pires débris idéologiques et organisationnels du sous-léninisme. Ces anarchistes - communistes disaient cependant être allés eux-mêmes au-delà des positions qu'ils avaient exprimées l'année précédente dans leur document adressé *Au mouvement anarchiste international*. C'était sûrement dans la mauvaise direction, car un de leurs tracts qui nous vint sous les yeux peu après alliait les deux contre-vérités qui suivent à l'argument débile que l'on va voir : « En Yougoslavie les Comités de Travailleurs gèrent les entreprises. Au Vietnam, le Viet-cong crée des comités d'autogestion populaire. En France, pourquoi pas ? »

Nous leur avons écrit aussitôt : « Vu ce tract, vous comprendrez qu'il est impossible de vous rencontrer ». Ils nous répondirent (avec en post-scriptum une citation de l'*Histoire du mouvement makhnoviste* d'Archinoff qui donne à penser que l'U.G.A.C. se voit pour l'heure participer au commencement d'une nouvelle révolution de 1917) littéralement :

« Camarades, précisément vu ce tract il est dommage que nous n'ayons pu nous rencontrer. Justement sur la façon de passer, d'une lucide critique de la société, au moyen de toucher les couches populaires au niveau où elles peuvent l'entendre, ce qui est tout autre chose qu'une démagogie. Nous croyons que votre esprit dialectique, dont la qualité nous a paru recouvrir autre chose que les habituelles aristocratiques — fussent-elles arrogamment révolutionnaires — devrait vous permettre de sentir cela. »

Cette conception des « couches populaires » nous paraît se passer de tout commentaire.

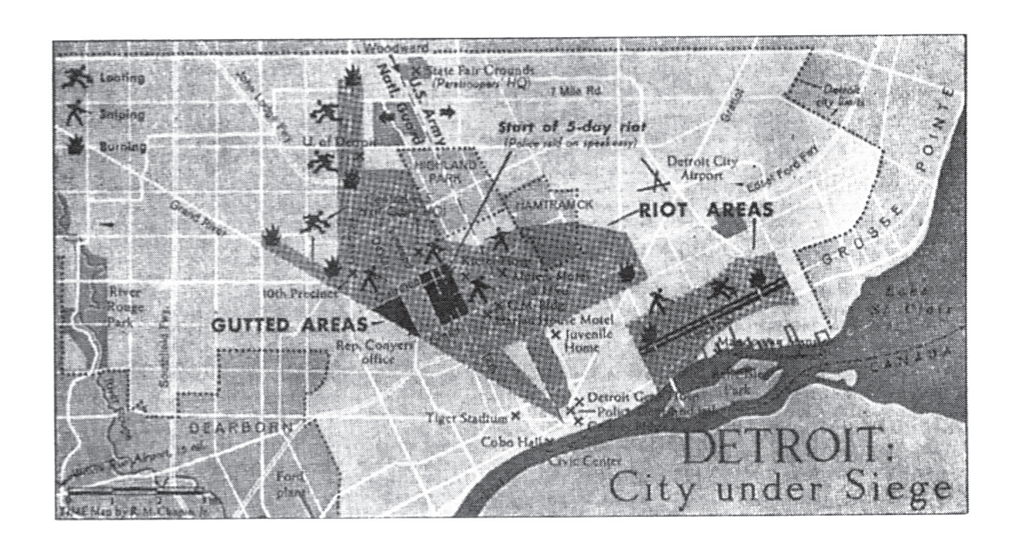
Six additifs au précédent numéro

L'insurrection des Noirs à Newark et à Detroit nous paraît avoir confirmé aux yeux des plus sceptiques l'analyse que nous avions faite, en 1965, de la révolte du

quartier de Watts : notamment la participation de nombreux Blancs au pillage démontre que l'affaire de Watts était bien, dans son sens le plus profond, « une révolte contre la marchandise », et la première réponse sommaire à « l'abondance de marchandises ». En revanche, le péril de la *direction* qui essaie de se constituer pour le mouvement s'est précisé : la conférence de Newark a repris l'essentiel du programme « Black Muslim » pour un capitalisme noir. Carmichael et les autres vedettes du « *black power* » évoluent en équilibristes entre l'extrémisme *imprécisé* nécessaire pour se placer en avant des masses noires (Mao, Castro, le pouvoir aux Noirs et nous n'avons même pas à dire ce que nous ferons des 9/10 blancs de la population) et le piètre *réformisme réel* inavoué d'un « troisième parti », noir, qui se vendrait comme force d'appoint dans le marché politique américain, et qui créerait enfin, en la personne de Carmichael et consorts, ces « élites » qu'ont secrété les minorités polonaise, italienne, etc., mais qui ont précisément manqué aux Noirs.

En Algérie aussi, Boumedienne a, malheureusement, prouvé la justesse de nos thèses sur son régime. L'autogestion est morte. Nous ne doutons pas de la revoir, et sous un jour plus vrai. Mais dans l'immédiat aucun réseau révolutionnaire fondé sur la résistance offensive de la base autogérée n'a pu se constituer ; et nos propres efforts directs pour ce travail ont été immensément insuffisants.

La suite à notre note sur la politique des puissances en 1965 *(Une anthologie des actes manqués)* exigerait un numéro spécial

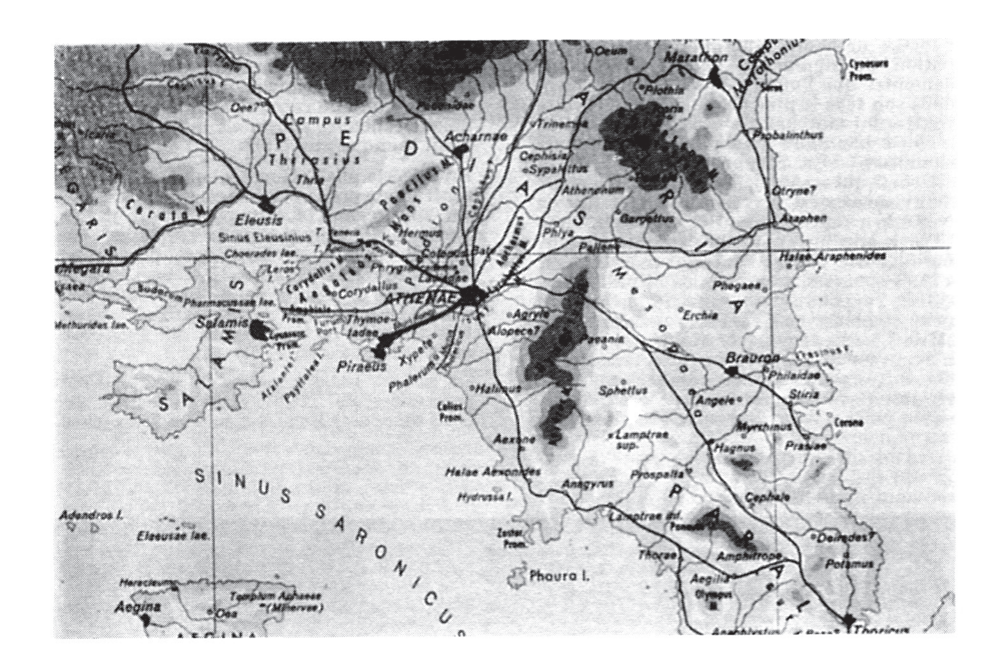


CRITIQUE DE L'URBANISME (SUITE)

(Extrait de « Time », 4-8-67).

« La mise au point du système Nike-X reviendrait au moins à 100 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter 40 milliards de francs rien que pour assurer la protection de quelques grandes villes des Etats-Unis. Il est en effet nécessaire de prévoir des abris anti-retombées radioactives pour éviter de contaminer une population protégée par le Nike-X de l'attaque directe. Selon certains experts, un déploiement qui aurait coûté 75 milliards de francs sauverait 114 millions d'Américains sur une population totale, en 1970, de 210 millions. Nul doute que le choix des centres urbains soit capital. Il soulève, dès le temps de paix, des problèmes de migration humaine. Un sondage révèle qu'un tiers des Américains interrogés abandonneraient leur lieu d'origine pour s'établir dans des villes défendues par des missiles anti-missiles. »

Le Monde (17-11-66).



LA NAISSANCE DE L'HISTOIRE

« Et ceux qui désapprouvent l'opération ? Etudiants et ouvriers sont à la pointe de ceux qui disent non... Trois ouvriers étaient là, jetant des coups d'œil furtifs à droite et à gauche. L'un d'eux parlait un peu français. Une lueur passa dans ses yeux et il me dit à voix basse : « Grand malheur ! grand malheur ! Mais ça viendra ! ».

France-Soir (25-4-67).

« En attendant, le même général Patakos voudrait établir un nouvel « ordre moral ». Il a ordonné à tous les garçons de Grèce de se faire couper court les cheveux, et aux filles de renoncer aux mini-jupes. Celles-ci devraient, toujours selon les ordres du ministère de l'Intérieur, communier tous les dimanches. »

Le Monde (27-4-67).

de cette revue. Bornons-nous à signaler le plus beau détail : la découverte du pouvoir menaçant de la police secrète sur la haute bureaucratie titiste elle-même, dans cette Yougoslavie que toute la presse bourgeoise s'acharne à présenter comme le territoire de l'autogestion. Elle devait arracher au brave *Monde* ce cri de stupeur douloureuse : la police était donc « *un Etat dans l'Etat dépérissant* » ! Ici les anarchistes du *Monde* semblent avoir parodié Mac Nab : On en aura jamais fini, avec ces Nom de Dieu d'Etats ?

Daniel Guérin nous a écrit pour dire que notre note à son propos était injuste, et qu'il voulait s'expliquer. Nous l'avons rencontré. Il a dû convenir que nous avions correctement rendu compte de ses thèses sur l'Algérie, aux antipodes des nôtres. Il se plaignait seulement d'avoir été présenté comme une sorte d'agent de Ben Bella. Nous affirmons que notre note ne laisse rien entendre de tel. Guérin explique l'admiration qu'il avait vouée à Ben Bella par des arguments psychologiques dont nous ne mettons pas en doute la vérité

subjective : il avait trouvé Ben Bella fort sympathique, surtout après trente ans de déceptions avec ses amis maghrébins, militants anti-colonialistes devenus généralement ministres. Ben Bella était resté homme du peuple, voilà son bon côté. Il était devenu président de la République, c'était son défaut. Guérin trouvait déjà « miraculeuse » l'Algérie de Ben Bella, et nous reprochait de demander une série de miracles supplémentaires. Nous avons répondu que c'était là notre conception d'une révolution : un seul « miracle », qui reste miracle, va lui-même disparaître vite. Nous avons proposé à Daniel Guérin de publier un texte de réponse, mais il a estimé que l'explication orale était suffisante.

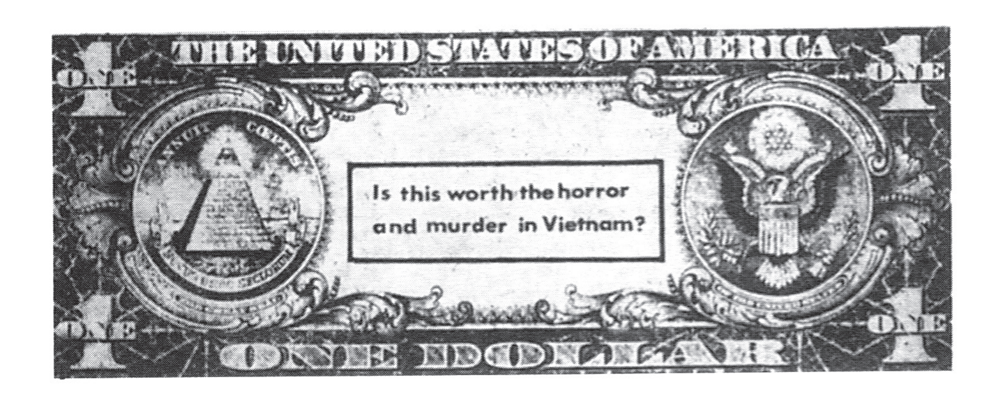
Daniel Joubert, dont nous avions dénoncé (page 71) les suspectes tentatives de glisser des idées subversives dans une revue d'étudiants protestants, a peu après publiquement abjuré toute relation avec le christianisme et le cadavre de Dieu. La dénonciation violente de ses pratiques précédentes a été publiée par Joubert dans cette revue (*Le Semeur*, nº 3 de 1966, pages 88-89) en tant que communiqué de démission. Il a ensuite demandé à rencontrer des situationnistes. Après une discussion dans l'I.S. nous avons admis *unanimement* que la rupture publique avec une telle position, qui par elle-même interdisait tout dialogue, permet d'accepter ce dialogue — quoiqu'avec des réserves non dissimulées. Autrement dit, nous ne pouvons soutenir le caractère *définitif*, et intemporellement infâmant, de quelque « péché originel » que ce soit, si un individu s'est réellement transformé. Cette banalité ne vaut d'être dite que parce que les garnautins, qui non seulement avaient soutenu ce principe, mais avaient aussitôt fréquenté Joubert et nous en faisaient même l'éloge, après leur exclusion ont qualifié Joubert de curé et ont reproché à l'I.S. d'être capable de changer d'avis « dans le jugement négatif des personnes » (cette citation d'*I.S.*9 veut dire évidemment que nous ne changeons pas notre jugement négatif des personnes qui n'ont pas elles-mêmes changé). Cette dernière inconséquence des garnautins est motivée par le fait que Joubert s'est comporté correctement tout au long du scandale de Strasbourg ; et donc s'est opposé à eux.

Nous avons reçu d'Yvon Bourdet la lettre suivante, datée du 22 avril 1966 : « On m'a fait lire, dans le numéro de votre *Situationnite provinciale* (assez d'inflation des titres !) quelques lignes marrantes sur moi et je m'empresse de vous adresser ce mot pour continuer à rigoler. Que le rappel de quelques données établies par les historiens dérange ainsi votre mémoire mytheuse est un succès dont on ne peut que se féliciter. Pour des marxistes, cent ans suffisent pour placer les événements dans l'auréole sacrée des paradis perdus. Au lieu de vous défouler joyeusement à écrire, lisez un peu par exemple l'histoire de l'exclusion de Bakounine. Mais vous vous foutez bien des faits, il n'est que de voir votre style écclésiastique : « il ose conclure ». Et oui et merde. Quant à votre situationnite me concernant : « ex-argumentiste » c'est une simple connerie. Si j'ai écrit dans *Arguments*, ce fut une fois pour en critiquer les thèses et une autre fois pour faire connaître celles de Max Adler sur les relations entre parti et classe. Dans mon petit boukin, *Communisme et marxisme*, 40 pages sont consacrées à critiquer *Arguments*... etc. D'accord ! que je sois « argumentiste » ou autre chose, tout le monde s'en bat l'œil. Je veux simplement souligner que vous écrivez n'importe quoi. Bon, on le savait déjà ! disons donc que j'ai perdu mon temps. Et salut ! » Debord lui a répondu : « Après la manière dont vous avez été mouché dans *I.C.O.* pour votre réaction à l'étude sur le mouvement des Conseils en Allemagne, on peut effectivement s'étonner qu'un historien de votre réputation *ose* encore écrire, à qui que ce soit, sur quoi que ce soit — en dehors des nécessités de son travail salarié. Il faut que vos informations sur Bakounine soient curieusement sélectionnées pour que vous ne reconnaissiez pas dans les « Cent Frères Internationaux » un de ces « appareils » qui vous font tant d'usage. Et pour l'argumentisme vos excuses sont vaines. Personne n'a jamais vu l'argumentisme comme une « pensée questionnante » très précise. C'était justement caractérisé par la capacité de faire une place à n'importe quoi. Même à vous ».

Misères de la librairie

Nous avons cru devoir retirer nos publications de la librairie « La Vieille Taupe ». Son propriétaire avait trop de prétentions révolutionnaires pour être considéré comme un libraire neutre vis-à-vis des écrits qu'il affiche ; et trop peu de rigueur dans son activité pour être considéré comme un libraire révolutionnaire (souffrant la présence prolongée et les discours d'imbéciles, et même de pro-chinois).

Chose plus sérieuse : nous démentons formellement que le libraire-éditeur Georges Nataf (25 rue des Boulangers, Paris-5e) ait jamais été autorisé par les situationnistes à se présenter comme chargé, ou susceptible d'être chargé, de l'édition, ou de la réédition, de la revue *Internationale Situationniste*, ou de n'importe quel autre texte de l'I.S. Nous nous sommes employés, dès le mois de juin, à démentir vivement cette imposture (à laquelle nous supposons des motivations affectives plutôt qu'économiques) par une intervention directe qui n'a pu être ignorée par personne de son entourage.



LA VÉRITÉ DE LA MONNAIE

L'or de l'I.S.

Notre camarade Charles Radcliffe a été récemment inculpé à Londres pour émission de *fausse monnaie :* il s'agissait de sa participation à la production d'un tract contre la guerre américaine au Vietnam, dont le support est le fac-simile d'un dollar. C'est, semble-t-il, d'après un dossier établi à Paris par des gens de la C.I.A. que l'ambassade des Etats-Unis en Angleterre est intervenue auprès des autorités britanniques pour leur arracher cette qualification du délit. Ainsi donc, il serait complètement erroné de découvrir dans cet incident la solution finale des vieilles questions semi-mythologiques qui ont été soulevées çà et là sur l'origine de nos ressources. Après avoir passé quelques mois dans la clandestinité, Radcliffe est actuellement en liberté provisoire.

A propos de notre diffusion

Les 10.000 exemplaires de la première édition française de la brochure *Misère en milieu étudiant* ayant été épuisés en deux mois, l'I.S. en a sorti, au mois de mars, une seconde édition, tirée également à 10.000 exemplaires. Cette brochure a été dans les mois suivants traduite et rééditée en divers pays. En Angleterre, une première traduction intégrale a été suivie d'une édition augmentée de notes et du texte *Si vous faites une révolution sociale, faites-la pour le plaisir*, sous le titre général *Dix jours qui ébranlèrent l'Université (les situationnistes à Strasbourg).* Aux Etats-Unis, une autre traduction a été éditée à New-York par les soins de Tony Verlaan ; par ailleurs une traduction différente (de Jim Evrard) a été partiellement publiée à Seattle. En Suède une traduction intégrale, établie par Anders Löfqvist et Gunnar Sandin, a paru à Lund, puis à Stockholm. Des extraits ont paru dans la revue révolutionnaire espagnole *Acción Comunista ;* dans les revues italiennes *Nuova Presenza* de Milan, et *Fantazaria* de Rome (dans ce cas présentés par Mario Perniola, qui avait publié en décembre dans la revue *Tempo presente* un article en faveur de l'I.S.: *Art et Révolution).* D'autres traductions intégrales qui n'ont pas encore été publiées ont été réalisées en Espagne, en Hollande, en Allemagne de l'Ouest et au Danemark.

Notre brochure en anglais de 1965 sur le soulèvement de Watts *(Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande)* a été rééditée en 1966 dans la revue londonienne *Cuddon's.* La même année, le texte de Vaneigem *Banalités de base* à été publié en brochure sous le titre *The Totality for Kids* (traduction de Christopher Gray). Cette brochure doit être réimprimée prochainement. Le premier numéro d'une revue anglaise, *Situationist International*, paraîtra au début de 1968.

L'I.S. a publié en janvier le tract *Attention ! trois provocateurs* qui expliquait l'exclusion ignominieuse des garnautins (ce document est encore disponible pour tous ceux qui nous en feront la demande).

En août, *Le Point d'explosion de l'idéologie en Chine* a été publié en une brochure dont le tirage a été presque complètement épuisé en six semaines.

Le présent numéro d'*Internationale Situationniste* est tiré à 5.000 exemplaires.

Sur deux livres de théorie situationniste

A la lettre des Editions Gallimard publiée dans *I.S.* 10 (page 84), Raoul Vaneigem répondit simplement que ses « projets », ainsi que le « climat » dans lequel il avait écrit son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, étaient exprimées au mieux dans la revue *Internationale Situationniste*. Les éditeurs lui renvoyèrent aussitôt le manuscrit en reprenant, comme motif d'une condamnation définitive, les deux réserves qu'ils avaient déjà cru devoir faire : des « redites », et une division « artificielle » en deux parties. Quelques semaines passèrent et les Editions Gallimard, pour des raisons qui nous demeurent obscures, se déjugèrent complètement : elles redemandèrent le même manuscrit et offrirent à Vaneigem de signer tout de suite un contrat. Depuis la signature de ce contrat, une année déjà s'est écoulée et le livre n'est pas encore paru ; il serait question de le sortir seulement au début de 1968. Cette lourdeur administrative fait bon marché de prendre du retard sur le développement accéléré de ces nouveaux problèmes dans un milieu grandissant.

Instruit par la précédente expérienee, Guy Debord, qui avait terminé beaucoup plus tard *La Société du Spectacle*, a commencé par proposer ce livre aux Editions Buchet-Chastel qui, plus au fait de la question, le feront paraître dans les meilleurs délais, au mois de novembre.

Lire I.C.O.

Nous ne connaissons pas directement les camarades du Regroupement Inter-Entreprises qui publient *Information-Correspondance Ouvrière* (Adresse : Blachier, 13 bis rue Labois-Rouillon, Paris-19e), dont nous recommandons vivement la lecture pour la compréhension des luttes ouvrières actuelles (*I.C.O.* a publié aussi d'intéressantes brochures sur *Le mouvement pour les conseils ouvriers en Allemagne*, l'Espagne d'aujourd'hui, etc.). Nous avons beaucoup de points d'accord avec eux, et une opposition fondamentale : nous croyons à la nécessité de formuler une critique théorique précise de l'actuelle société d'exploitation. Nous estimons qu'une telle formulation théorique ne peut être produite que par une collectivité organisée ; et inversement nous pensons que toute liaison permanente organisée actuellement entre les travailleurs doit tendre à découvrir une base théorique générale de son action. Ce que *La misère en milieu étudiant* appelait le choix de l'*inexistence*, fait par *I.C.O.* en ce domaine, ne signifie pas que nous pensons que les camarades d'*I.C.O.* manquent d'idées, ou de connaissances théoriques, mais au contraire qu'en mettant volontairement entre parenthèses ces idées, qui sont diverses, ils perdent plus qu'ils ne gagnent en capacité d'unification (ce qui est finalement de la plus haute importance pratique). Ainsi, on peut dire qu'il existe jusqu'à présent une assez faible dose d'information et de correspondance entre les rédacteurs d'*I.C.O.* et nous. Un étudiant qui rendait compte, dans leur bulletin n° 56, de la critique situationniste du milieu étudiant avait cru lire que tout ce que nous proposions « en fin de compte » pour dépasser le système universitaire, c'était d'y ramasser des bourses d'études.

Dans une lettre que publia leur numéro suivant, nous faisions remarquer que nous avions parlé plutôt du « pouvoir absolu des conseils ouvriers », et qu'il y a là comme une nuance qui n'est pas indigne d'attention. Il nous semble aussi qu'*I.C.O.* s'exagère la difficulté et le byzantinisme du vocabulaire de l'I.S., conseillant de se munir d'un fort dictionnaire, et allant même une fois jusqu'à se donner la peine de publier sur deux colonnes des remarques, en style situationniste et leur traduction en style courant (nous n'avons pas compris avec certitude quelle colonne était la plus situationniste).

A propos d'une rencontre internationale de quelques groupes similaires de travailleurs d'Europe, organisée en juillet à Paris par *I.C.O.*, on peut lire dans le bulletin préparatoire cette *Lettre des camarades allemands :* « Il semble que nous enverrons tout au plus un seul observateur cette année, donc faites vos prévisions sans tenir compte de nos suggestions. Les camarades anglais *(Solidarity)* paraissent avoir des objections assez fortes à étendre la participation dans la direction que nous avions suggérée. Ils ne pensent pas seulement que la participation des situationnistes serait de peu d'intérêt, ce sur quoi, comme vous le savez, nous sommes d'accord ; mais aussi ils désapprouvent la participation de *Heatwave*, de *Rebel Worker* et des Provos. Bien qu'ils ne le disent pas explicitement, je présume que ceci indique qu'ils désapprouvent aussi que soient discutés des thèmes que nous considérons comme importants. Si je les comprend correctement, ils considèrent que de tels thèmes, comme : — la psychologie de l'autoritarisme, c'est-à-dire de la personnalité autoritaire, intériorisation des normes et valeurs aliénées, oppression sexuelle, culture populaire, vie quotidienne, le spectacle, la nature marchande de notre société, ces trois derniers points dans le sens marxiste-situationniste — sont ou bien des questions « théoriques », ou bien ne peuvent être « politiques ». Ils suggèrent plutôt que nous organisions une conférence distincte avec les groupes indiqués. Dans ces conditions, nous sentons que notre participation

signifie pour nous plus une dépense d'argent qu'un réel intérêt. Car nous sommes à une étape du capitalisme où la fraction la plus éclairée de la classe dirigeante envisage sérieusement depuis quelque temps de remplacer l'appareil hiérarchique de la production par des formes plus démocratiques, c'est-à-dire une participation des travailleurs à la direction, naturellement à la condition qu'ils parviennent par un lavage de cerveaux à faire croire aux ouvriers qu'ils peuvent s'identifier aux dirigeants ».

C'est peut-être l'occasion de préciser quelques points. Ces groupements d'ouvriers avancés comportent, comme il est juste et nécessaire, un certains nombre d'intellectuels. Mais ce qui est moins juste et nécessaire, c'est que de tels intellectuels — dans l'absence d'un accord théorique et pratique précis qui seul les *contrôlerait* — peuvent être là, avec leur genre de vie tout différent qui reste incritiqué, et leurs propres idées plus ou moins contradictoires ou téléphonées d'ailleurs, comme les *informateurs* des ouvriers ; et d'autant plus aisément au nom d'une exigence puriste de l'autonomie ouvrière absolue et sans idées. On a Rubel, on a Mattick, etc., et chacun a son dada. Si cent mille ouvriers en armes envoyaient ainsi leurs *délégués*, ce serait très bien. Mais en fait ce prototype du système des conseils doit reconnaître qu'il est ici dans un stade tout différent : devant des tâches d'avant-garde (concept qu'il faut cesser de vouloir exorciser en l'identifiant dans l'absolu à la conception léniniste du parti « d'avant-garde » représentatif et *dirigeant*).

C'est la méfiance envers la théorie qui s'exprime dans l'horreur que suscitent les situationnistes, moins forte qu'à la Fédération Anarchiste, mais bien sensible, même chez ces camarades allemands plus tournés vers les questions modernes. Plus ils les voient agitées avec une inconsistance théorique rassurante, plus ils sont contents : ainsi ils préfèrent encore des provos, ou l'anarcho-surréalisme des Américains de *Rebel Worker*, plutôt que les situationnistes « de peu d'intérêt ». S'ils préfèrent aussi la revue anglaise *Heatwave*, c'est parce qu'ils n'ont pas encore remarqué qu'elle s'était ralliée à l'I.S. Cette discrimination est d'autant plus curieuse qu'ils demandaient explicitement à discuter de certaines thèses de l'I.S.

On peut préciser encore mieux : les Anglais du groupe *Solidarity*, qui exigeraient ce boycott des situationnistes, sont en majorité des ouvriers révolutionnaires très combatifs. Nous ne serons démentis par personne en affirmant que leurs *shop-stewards* n'ont pas encore lu l'*I.S.*, et surtout pas en français. Mais ils ont un idéologue-écran, leur spécialiste de la non-autorité, le Docteur C. Pallis, homme cultivé qui connaît cela depuis des années, et a pu leur garantir l'inintérêt absolu de la chose : son activité en Angleterre était, tout au contraire, de leur traduire et commenter les textes de Cardan, principal penseur de la débâcle de *Socialisme ou Barbarie* en France. Pallis sait bien que nous avons depuis longtemps peint l'évidente course au néant révolutionnaire de Cardan, gagné à toutes les modes universitaires et finissant par abandonner toute distinction avec la quelconque sociologie règnante. Mais Pallis faisait parvenir en Angleterre la pensée de Cardan, comme la lumière des étoiles éteintes, en choisissant surtout des textes moins décomposés, écrits des années plus tôt ; et en cachant le mouvement. On comprend qu'il préfère éviter ce genre de rencontre.

D'ailleurs la discussion là-dessus, que nous ignorions, était hors de propos, car nous n'aurions certainement pas jugé utile de figurer dans les dialogues de sourds d'un rassemblement qui, à ce stade, n'est pas mûr pour une communication réelle. Les ouvriers révolutionnaires, si nous ne nous trompons pas, iront eux-mêmes vers ces problèmes, et devront trouver eux-mêmes comment s'en saisir. A ce moment nous verrons ce que nous pouvons faire avec eux. Contrairement aux vieux micro-partis qui ne cessent d'aller chercher des ouvriers, dans le but heureusement devenu illusoire d'en disposer, nous attendrons que les ouvriers soient amenés par leur propre lutte réelle à venir jusqu'à nous ; et alors nous nous placerons à leur disposition.

Précisions sur la trahison dans la C.N.T.

Dans l'article d'*I.S.*10 sur l'Espagne, à propos de l'union sacrée de la démocratie bourgeoise qu'essaient de constituer, pour faire succéder à l'Etat franquiste quelque forme plus rationnelle du capitalisme développé, la bourgeoisie, les staliniens et bien d'autres, nous signalions (p. 28) que « les récentes tractations entre la C.N.T. et les syndicats phalangistes s'inscrivent dans le même courant de soumission à l'évolution bourgeoise ». *Le Monde Libertaire* de juin 1966, après avoir vertueusement reproché aux situationnistes de critiquer Proudhon (en donnant une citation de nous sur sa « séparation hiérarchique » des femmes, mais sans essayer de la réfuter), s'écriait : « Qu'on assimile la C.N.T. espagnole au syndicalisme phalangiste, voilà qui est fort ! L'I.S. ne peut ignorer que ce groupe qui « passa des tractations » avec le franquisme n'est pas la C.N.T. et qu'il a été désavoué énergiquement par l'ensemble du mouvement anarchiste international. Malveillance ou ignorance ? Dans les deux cas l'I.S. se disqualifie... » Ce lyrisme étrange vaut quelques explications. Nous n'avons

évidemment pas « identifié » la C.N.T. et la Phalange, puisque nous avons au contraire cité cette monstruosité comme exemple suprême du découragement de l'opposition anti-franquiste. Personne n'a pu imaginer que nous supposions que l'ensemble de la C.N.T., *en exil*, ratifierait un tel geste, qui signifie le reniement de tout ce qui a été la vie même de ses membres. Mais notre article envisageait l'Espagne *de l'intérieur*, à une étape où les organisations du temps de la guerre civile ont notoirement peu de poids, où les survivants traqués depuis de dizaines d'années peuvent suivre la tendance de leur découragement, vers toutes sortes de « fronts démocratiques ». Quand *I.S.*10 était à l'impression, le scandale venait tout juste d'éclater dans la grande presse, du fait de certaines indiscrétions provenant de milieux *phalangistes*, opposés à cette tentative ou déçus par ses résultats. Mais nous savions déjà que la pieuse version anarchiste « énergiquement » présentée en réponse — une poignée de traîtres, simplement suscités par les phalangistes — était fausse ; et que ces gens, malheureusement, représentaient un courant réel.

Pour répondre maintenant à cette imputation de « malveillance ou ignorance » avancée avec un certain cynisme trois mois plus tard par les gens avertis mais discrets du *Monde Libertaire*, nous sommes en mesure de donner les précisions suivantes : le traître Royano (alias Romero) négocia, au nom du secrétariat « intérieur » de la C.N.T., avec les plus hautes autorités phalangistes, après avoir pris langue avec un général Alonso. Il s'agissait de fondre la C.N.T. dans un grand syndicat « démocratique » *légal* qui bénéficierait d'un droit de grève sous conditions. Royano obtint toutes les protections policières pour mener sa politique en Espagne et hors d'Espagne, et pour y faire venir toute personne utile à son entreprise. Après quoi, il organisa un congrès « clandestin » de la C.N.T. à l'intérieur, orienté évidemment par la sélection bureaucratique que l'on imagine, mais composé de militants réels de la C.N.T., où il exposa sa politique. A l'exception d'un ou deux délégués qui refusèrent tout de suite d'en entendre plus, quelques-uns firent des réserves, et une grande majorité approuva Royano. Celui-ci vint alors au Congrès de l'ensemble de la C.N.T. — étendue à une zone géographique « inter-continentale » — qui se tint à Montpellier du 10 au 16 août 1965. *Il espérait y faire ratifier sa perspective.* Dans ce but, il se fit d'abord connaître secrètement, en marge du Congrès, à la tendance d'opposition au Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. Il lui révéla ses agissements dans toute leur ampleur ; et lui exposa son intention naïve de se déclarer devant le Congrès. Ces opposants — parmi lesquels Cipriano Mera, José Peirats, des responsables de la F.I.J.L. — lui firent sentir l'incongruïté et les dangers de sa conduite ; et le persuadèrent, s'il tenait absolument à paraître au Congrès, de ne rien dire de l'énormité commise. Eux-mêmes la gardèrent soigneusement cachée (quelques-uns la dénoncèrent hautement six mois plus tard en kidnappant un évêque espagnol à Rome). Le Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. avait alors, par l'enquête de ses propres émissaires, des soupçons sur ce qui se tramait en Espagne. Il n'était cependant pas arrivé à connaître exactement les personnes concernées. Les opposants se firent une joie de les lui cacher, et laissèrent ainsi rentrer en Espagne un homme dont ils connaissaient les dangereux contacts avec la police du régime.

Ce résumé succint suffit à montrer à quel point la démoralisation était profonde dans une grande partie du mouvement anarchiste espagnol ; en dépit des criailleries des anarchistes systématiquement respectueux qui se trouvent dans d'autres pays — c'est-à-dire de gens qui, sur le plan révolutionnaire, ont été depuis un demi-siècle des *absents*. On voit aussi de quelle étrange façon les « activistes » du mouvement libertaire espagnol peuvent combattre, en faisant flèche de tout bois, « l'immobilisme » de la C.N.T.-F.A.I. Cet immobilisme est, d'une part, le produit de l'écrasante défaite de la révolution ouvrière en Espagne ; d'autre part du refus d'entreprendre la critique approfondie de *l'histoire même* de cette défaite, et des options choisies alors (ceci rejoignant le problème général de *l'idéologie* anarchiste). L'I.S. ne sera pas facilement suspectée de défendre quelque immobilisme idéologique que ce soit. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour dire que nous trouvons bien pires les tentatives de rénovation liquidatrices, voulues à n'importe quel prix.

Révolte et récupération en Hollande

Le célèbre et éphémère mouvement « provo » a souvent été rattaché à l'I.S., depuis les révélations du *Figaro Littéraire* (4-8-66) — « Derrière les jeunes gens en colère d'Amsterdam, on trouve une Internationale occulte » — jusqu'à l'article, lui aussi assez informé, de la revue belge *Synthèses*, en avril, qui tenait compte de l'« argumentation radicale » opposée par l'I.S. au dérisoire modérantisme sous-ludique des « intellectuels » provos, en prévoyant qu'ils devraient en tirer les conclusions : ce qu'ils n'ont pas manqué de faire, dès le mois de mai, en se décidant à disparaître. S'il est bien vrai que « les provos n'ont rien inventé », il était cependant erroné de supposer *(Figaro Littéraire)* que « les provos apportent aux théoriciens, jusqu'ici isolés, de l'Internationale situationniste ce qui leur manquait encore : des troupes, capable d'une « figuration intel-

ligente », capables de constituer le bras séculier d'une organisation qui, elle-même, tient à rester plus ou moins dans l'ombre ». Nous ne nous croyons pas tellement isolés que nous aurions besoin d'une telle compagnie ; et il va de soi que nous ne voulons aucune sorte de « troupes », fussent-elles bien meilleures. En fait, le rapport entre l'I.S. et les provos était ailleurs, sur deux plans distincts. En tant qu'expression spontanée d'une révolte qui apparaissait dans la jeunesse européenne, les provos se plaçaient normalement sur le terrain défini par la critique situationniste (contre l'abondance capitaliste, pour une fusion de l'art et de la vie quotidienne, etc.). En tant qu'ils tombaient sous la coupe d'une *direction*, composée de « philosophes » et d'artistes suspects, ils rencontraient là des gens qui connaissaient quelque peu les thèses de l'I.S. Mais cette connaissance *dissimulée* était aussi la simple falsification récupérée de quelques fragments. Il suffit de noter la présence dans la hiérarchie provo de l'ex-situationniste Constant, avec qui nous avons rompu dès 1960. Ses tendances technocratiques s'opposaient alors à toute perspective d'une révolution « inexistante » (cf. *I.S.* 3). Dès que le mouvement provo vint à la mode, Constant se retrouva révolutionnaire, et y glissa sous le nom d'« urbanisme anarchiste » les éternelles maquettes de « son » *urbanisme unitaire*, exposé au même instant à la Biennale de Venise sous ce dernier titre, qui y fait meilleur effet : Constant était là officiellement présenté par la Hollande, comme son artiste. La déroute des provos était déjà inscrite dans leur soumission à une hiérarchie, et à l'idéologie idiote que celle-ci s'était mise en devoir de composer à la va-vite pour tenir sa fonction. L'I.S. n'a jamais eu de contact qu'avec des éléments de la base radicale qui se distinguaient du mouvement officialisé ; et a toujours préconisé son éclatement urgent.

Ce n'est pas la peine de revenir ici sur un si pauvre sujet théorique : une critique suffisante de la doctrine et du comportement provos a déjà été faite dans la revue anglaise *Heatwave*, et dans notre brochure *De la Misère en milieu étudiant*. Mais c'est avant tout le développement pratique des contradictions de la société actuelle qui, de même qu'il avait suscité la part authentique de la révolte provo, en a emporté l'institutionnalisation dérisoire. La plus grande manifestation de conformisme des provos était leur reprise du dogme sociologico-journalistique sur la disparition du prolétariat, la certitude que les ouvriers sont satisfaits et parfaitement embourgeoisés. L'émeute du 14 juin 1966 à Amsterdam, continuée les jours suivants, et dont l'ampleur fit connaître les provos sous la plus fausse lumière, fit en réalité connaître un mouvement déjà mort. Le mouvement provo était justement mort ce jour-là, car c'était *une exemplaire émeute ouvrière* de notre époque, commencée contre la bureaucratie syndicale du bâtiment, continuée contre la police (et ses renforts de souteneurs du quartier du port) et culminant dans la tentative de destruction de l'immeuble d'un grand quotidien, le *Telegraaf*, parce qu'il publiait, naturellement, de fausses nouvelles. Certes, beaucoup de jeunes gens rebelles d'Amsterdam (car il serait faux d'identifier l'ensemble des provos à un mouvement d'étudiants) rejoignirent les ouvriers dans la rue. Mais alors la hiérarchie provo, découvrant dans ce conflit la négation de sa piteuse idéologie, fut fidèle à elle-même : elle désavoua la violence, condamna les ouvriers, appela au calme par la radio-télévision, et poussa la bassesse jusqu'à quitter spectaculairement la ville, en corps, pour donner le bon exemple de la passivité.

Si les situationnistes ont certainement précédé les provos à propos de certaines vagues nouveautés, il y a tout de même un point central sur lequel nous nous flattons de rester avec acharnement « dix-neuvième siècle ». L'histoire est encore jeune, et le projet prolétarien d'une société sans classes, s'il a mal commencé, est encore une étrangeté plus radicalement nouvelle que toutes les trouvailles de la chimie moléculaire ou de l'astrophysique, que les milliards d'évènements fabriqués à la chaîne par le spectacle. Malgré tout notre « avant-gardisme », et *grâce à lui*, voilà le seul mouvement dont nous voulons le retour.

Les scissions de la F.A.

Contrairement à tous les bruits répandus sciemment dans la Fédération Anarchiste, et clamés jusque dans son Congrès de Bordeaux, il n'y a jamais eu aucune sorte de « complot situationniste » tendant à faire éclater cette Fédération, qui a toujours présenté à nos yeux l'inintérêt le plus total. Nous n'y connaissions personne. La lecture épisodique du déplorable *Monde Libertaire* était loin de nous laisser supposer que l'I.S. pût y avoir la moindre audience. *De la Misère en milieu étudiant* apporta à cet égard une certaine surprise : différents membres de la F.A. parurent l'approuver. La direction permanente de la F.A., qui avait absolument tout supporté, dans ses rangs ou en invité dans son journal, du pro-chinois, du surréaliste, du lettriste, avec la même bienveillance qu'elle accorde au syndicat *Force Ouvrière*, réagit très vivement pour soustraire on ne sait quels militants à la première influence qu'elle jugea pernicieuse. Un article nous calomniait avec la dernière lourdeur. Nous envoyâmes une réponse assez dure, ce qui plaçait tout individu à prétention révolutionnaire dans l'obligation d'en exiger la parution et, puisqu'elle apparaissait im-

possible à ses chefs, d'en tirer les conséquences. C'est, par exemple, ce qui ne firent pas les « anarchistes » du Groupe de Nanterre, *de vrais étudiants* qui croyaient pouvoir s'offrir les luxes réunis de nous applaudir en esthètes, d'être garantis anarchistes par l'étiquette F.A., et de n'être en rien compromis par les actes de la F.A., puisqu'ils la condamnaient à tout instant *à l'extérieur*. Trois groupes se trouvèrent en cette circonstance — celui de Ménilmontant, le Groupe Anarchiste-Révolutionnaire et le Groupe Makhno de Rennes — pour défendre une position honorable. Ce problème fit surgir tous les autres. Les choses s'envenimèrent au point qu'au Congrès de Bordeaux, en avril, tandis que ces trois groupes rompaient avec la totalité de la F.A., une autre scission, numériquement beaucoup plus considérable, était amenée à fonder une F.A. bis, qui reproduit pour son propre compte la confusion et les carences de la véritable. Bien entendu, l'I.S. n'avait et n'aura aucune sorte de relation avec ces deux F.A. De leur côté, les trois groupes radicaux qui se sont définis dans ce processus ont fusionné, et ont annoncé la prochaine parution d'une revue *Internationale Anarchiste* (Adresse : 80, rue de Ménilmontant, Paris-20e). Il est bien clair que, sans que rien d'extérieur ne s'en occupe, la F.A. devait éclater d'elle-même à partir du moment où certains de ses membres découvriraient la moindre trace d'un courant critique réel d'aujourd'hui. Car voir une telle critique est du même coup voir le vide de la F.A., et la manière dont ce vide se défend.

L'idéologie alsacienne

Les milliers de lignes accumulées par les garnautins, dans les quelques dizaines de circulaires et tracts qu'ils ont fait paraître après leur exclusion, bardées d'affirmations péremptoires subrepticement découpées dans les publications situationnistes précédentes, et ici tout à fait hors de propos, n'ont jamais poursuivi qu'un seul but : cacher d'un rideau de fumée idéologique ce simple petit fait trivial, direct, brutal, que Frey, Garnault et Holl ont été exclus pour avoir menti en équipe, dans le but d'obtenir l'exclusion de Khayati, en essayant jusqu'à la dernière minute d'arracher ce « succès » ; faisant ce qu'ils pouvaient, jusqu'au bout, pour convaincre une assemblée de l'I.S. qui, depuis des heures, les traitait de plus en plus nettement en suspects.

De notre côté, mis à part un procès-verbal de l'exclusion immédiatement envoyé à tous les membres de l'I.S. absents de cette assemblée, et à seulement quatre personnes extérieures engagées à ce moment dans une action pratique avec nous (parmi lesquelles le seul Vayr-Piova préféra ne pas comprendre) — nous n'avons jamais publié qu'un seul texte *Attention ! trois provocateurs*, qui était suffisant et définitif. Et les garnautins, dans leurs multiples documents, n'ont même pas pensé qu'il était *utile* (car ils n'en étaient évidemment plus à un mensonge près) de rejeter une bonne fois cette accusation vraiment suffisante et centrale. Ils n'ont pas senti que *ce silence* les jugeait aux yeux de toute personne non prévenue. Ils ont biaisé, lancé d'autres contre-vérités, parlé d'autre chose, fait allusion au vif du sujet avec une gêne pudique : « Khayati ment : il rapporte inexactement des *détails*, et même si ces détails avaient été « exactement » rapportés, il n'en aurait pas moins menti sur l'ensemble d'une situation... » (tract garnautin du 19 janvier). On admirera le demi-aveu du « et même si ». C'est bien en effet ce qui s'était passé, et le « détail » est, à vrai dire, gros comme ce qui leur manque.

Leur tendance au renversement idéologique du réel, qui les avait menés au mensonge conspiratif, la prompte mise au jour du mensonge l'a poussée à l'extrême, en en faisant une nécessité. Aucune énormité dès lors ne les arrête plus dans la course aux contre-sens. Ils ont trouvé « flicard » le tract de l'I.S. qui dénonçait *leur procédé policier tout à fait classique* de la production de quelques faux-témoins pour déshonorer et faire éliminer un adversaire gênant, dans la meilleure tradition du « document Taschereau ». Ils se sont abrités derrière Hegel pour condamner « la réflexion dite psychologique » qui veut rabaisser par de petites explications d'ordre privé les « grandes figures historiques ». Ainsi, ils postulent avec une naïveté percutante qu'ils sont, eux, de ces hommes historiques. Ils pensent donc avoir « voulu et accompli une grande chose, non imaginaire et présumée, mais bien juste et nécessaire. » Ces héros oublient simplement que tout ce qu'ils ont par eux-mêmes jamais voulu — sinon accompli — c'était la réussite d'un truquage aussi vil que dépourvu de sens ; et que, si nous avons dû avancer quelques précisions sur leur misère psychologique, c'est bien parce que nous avions à expliquer la surprenante *petitesse* de leur action. Cette majorité qui les rejetait — en fait tous ceux qui ne figuraient pas dans leur fraction ainsi découverte —, ils l'ont alors imputée à une dictature de Debord et de ses fanatiques partisans. Ils ont inventé ce pouvoir personnel dans l'I.S., pour y réappliquer la dialectique du maître et de l'esclave. Ils croient qu'ils ont été les esclaves servant les fins de Guy Debord ; et ainsi qu'ils sont appelés à devenir des maîtres. Mais ils ont ignorés, pour un tel « dépassement de l'I.S. », comme toujours, l'essentiel. Ils étaient peut-être bien des esclaves, par goût personnel. Nous l'ignorions. Mais dans ce cas ils étaient assurément *des esclaves qui ne travaillaient pas*. Ils ne pouvaient donc voir aliéner pour



FREY, L'IDÉOLOGUE DE L'ÉGALITÉ,
exclu le 15 janvier pour mensonge; depuis auteur de « L'Unique et sa Propriété ».

« L'égalité est l'identité abstraite de l'entendement sur laquelle la pensée réfléchissante, et avec elle la médiocrité de l'esprit, se bute lorsqu'elle rencontre la relation de l'unité à une différence. Ici l'égalité ne pourrait être que l'égalité des personnes abstraites comme telles et justement tout ce qui concerne la possession, ce territoire de l'inégalité, tombe en dehors de la personne abstraite. »

Hegel.

Principes de la Philosophie du Droit.

« Maintenant, dans le fait d'**avoir seulement voulu,** ou encore de **ne pas avoir pu,** la chose même a la signification du **but vide** et de l'unité **pensée** du vouloir et de l'accomplir. La consolation de la faillite du but, consistant à avoir **cependant voulu,** ou à s'être **purement agité,** autant que la satisfaction d'avoir donné aux autres quelque chose à faire, élèvent à l'essence la **pure opération** ou l'œuvre tout à fait mauvaise, car il faut bien nommer mauvaise une œuvre qui n'est aucune œuvre. »

Hegel.

Phénoménologie de l'Esprit.

l'usage de qui que ce soit leur œuvre, puisqu'elle était inexistante ; ni devenir forts de la fonction pratique à laquelle ils eussent été soumis, puisqu'ils n'en avaient aucune. C'était justement leur non-participation à l'activité commune de l'I.S., leur fermeté à demeurer — d'ailleurs en dépit de leurs engagements — dans une vie provinciale « étudiante » faites de quiètes spéculations, qui créaient leur infériorité, leur connaissance *contemplative* de l'I.S. Cette contemplation admirative s'est normalement changée en rancœur. Leur fraction s'est constituée secrètement sur le thème de l'égalité à établir dans l'I.S. ; et ces idéologues de l'égalité pure étaient assez aveuglés pour ne pas sentir que leur constitution en fraction secrète (avant même le recours à la calomnie organisée) les plaçait au-dessus de l'ensemble de l'I.S., et constituait la première *inégalité objective* créée et institutionnalisée dans les rapports entre les situationnistes.

Aussitôt que les garnautins furent compris par l'I.S., et traités en conséquence, l'idéologie de l'égalité pure fut proclamée hautement et servit à rassembler quelques étudiants *qu'eux-mêmes méprisaient la veille,* non sans raison. En quelques semaines on égalisa à Strasbourg avec une fureur et un extrémisme au regard desquels les exigences des niveleurs et des bras-nus, des millénaristes et des babouvistes parurent des jeux d'enfants. On proclama que le défaut de l'I.S. avait été de n'être qu'une avant-garde, et que l'avant-garde n'existe que par le *retard* de quelques autres. Que le retard était donc aboli par Garnault, et qu'il fallait maintenant « une organisation révolutionnaire capable d'agir dans le monde sur une vaste échelle » *(L'Unique et sa propriété).* Et *donc* que l'on était devenu cette organisation. D'un trait de plume, le prolétariat mondial, sorti comme un seul homme des divers degrés de son retard, était là, rigoureusement égal en conscience et en capacité à Garnault et à n'importe qui. Et ceci était *le dépassement de l'I.S.,* si souhaitable dans leur position. Naturellement, tout cela s'était passé dans la pensée pure.

Le produit de « cet enthousiasme qui, comme un coup de pistolet, commence immédiatement avec le savoir absolu » (Hegel) a paru pour l'étonnement ébloui du monde, qui ne le reverra pas de si tôt, le 13 avril 1967. Là, l'« organisation révolutionnaire capable d'agir dans le monde sur une vaste échelle » est montée à l'assaut du ciel *de la M.N.E.F. (section de Strasbourg).* Et pour avoir été défaite dans cette épopée électorale, elle n'en laisse pas moins le glorieux souvenir de sa praxis totale, en sauce Garnault (personne ne s'étonnera donc si nos idéologues condamnent ensuite dans l'I.S. l'abus de l'exigence de *cohérence* entre ce que l'on dit et ce que l'on fait).

La plus haute production de l'idéologie alsacienne a été imprimée dans la brochure

L'Unique et sa propriété. Ici Debord a remplacé Khayati comme objet d'envie et de haine. L'incohérence totale, au niveau même du texte, se ramène à ce développement. La théorie de l'I.S. avait de grandes qualités. Elle avait un grave défaut : c'est d'être debordiste. De sorte qu'elle ne valait rien, même comme théorie. Car seule la praxis... *(voir plus haut).*

Pour soutenir cette rigolade — Debord seul ayant toujours tout dirigé et tout fait — les procédés les plus sots sont mis à contribution parmi une dizaine d'évidents mensonges : ainsi l'idée qu'il n'y aurait jamais eu d'oppositions dans l'I.S., alors que nos garnautins furent, tout au contraire, la première de ces oppositions qui soit lâchement *restée secrète.* Pour une citation attribuée nommément à Debord (pour laquelle on feint de croire que le concept de « communication » n'est pas employé au sens de l'I.S., mais au sens unilatéral de l'O.R.T.F. par exemple), deux citations avancées sans nom d'auteur sont en fait de Vaneigem : tous les situationnistes, et tous les lecteurs attentifs de nos publications, sachant bien que certaines des conceptions de Vaneigem sur les qualités de l'organisation situationniste présentent d'importantes nuances personnelles. Debord, comme meneur, est identifié au cardinal de Retz, lequel se voit en retour doté d'une conscience de classe assez insolite (« se regardant jouer le jeu esthétique d'une lutte sans espoir face à la montée de l'appareil bureaucratique-bourgeois »). Nos idéologues auraient dû plutôt lire Retz : ils y auraient appris qu' « *en fait de calomnie, tout ce qui ne nuit pas sert à celui qui est attaqué* ».

Le comble de leur analyse est de découvrir, dans le style « marxiste » de *L'Humanité Dimanche*, que du fait que la revue *Internationale Situationniste* paraît légalement, et que Debord, son directeur, se trouve personnellement responsable *de nos dettes* chez l'imprimeur qui a la témérité de nous faire confiance, il y a là la base d'un *pouvoir économique* qui expliquerait la fatalité d'un pouvoir debordiste sur toute l'I.S. ; et qui explique du même coup pourquoi les héros de l'égalisation n'ont même pas essayé une minute de s'opposer à ce pouvoir, et lui ont toujours fait bonne mine.

Le fait par exemple que toutes nos publications hors de France ont toujours et partout été réalisées sur une base financière complètement autonome par les camarades de ces pays, avec d'autres « directeurs » ou d'autres travailleurs dans les imprimeries, n'a même pas été considéré dans leur optique étroitement alsacienne.

La réalité actuelle de l'I.S. comme « groupe international de théoriciens », paraissait déjà bien belle aux garnautins, quand ils croyaient y avoir leur place, et pouvoir prouver bientôt qu'ils étaient aussi eux-mêmes *au moins des théoriciens.* Dès le lendemain de leur exclusion, ils reprochent à l'I.S. de n'être que cela ; de ne pas *se déclarer* comme eux « organisation révolutionnaire capable d'agir dans le monde sur une vaste échelle ». Il serait bien inutile d'attendre d'eux la moindre conscience des réalités du *processus pratique* qui créera ce genre d'organisation des travailleurs dans la société moderne. Mais pour rester sur le plan émotionnel et égocentrique qui les tient captifs, on peut se demander quelle différence il y aurait *pour eux* à ce que le nouveau courant révolutionnaire soit au stade de la première liaison sur une nouvelle base théorique, ou déjà vécu par des ouvriers révolutionnaires en lutte, ou même au stade du pouvoir des Conseils. Car les garnautins et leur pratique réelle y seront à tout moment condamnés. Les ouvriers révolutionnaires ne plaisantent pas sur les questions de calomnie — au contraire des bureaucrates et politiciens qui règnent par les manipulations de mensonges. Et le pouvoir prolétarien des Conseils, qui est de part en part *la mise en pratique de la vérité*, devra évidemment traiter les cas de *mensonges soutenus en équipe par des groupes secrets*, poursuivant leurs propres fins, comme une des rares formes d'obstruction qu'il aura encore à *réprimer.*

A Paris, cette revue est en vente aux adresses suivantes :

- KIOSQUE « CLUNY » - (23 boulevard Saint-Michel) - 5e
- « JOURNAUX-73 » - 73 boulevard Saint-Michel - 5e
- Librairie SAVOIR - 5 rue Malebranche - 5e
- Librairie LA POCHETTE - 5 rue de Mirbel - 5e
- Librairie LIRE, ETC. - 20 rue Censier - 5e
- Librairie ANTHROPOS - 15 rue Racine - 6e
- Librairie LE MINOTAURE - 2 rue des Beaux-Arts - 6e

parution en novembre

GUY DEBORD

LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

Editions Buchet-Chastel, 18 rue de Condé, Paris-6e. (16,50 F.)

---

et prochainement, aux Editions Gallimard

Raoul Vaneigem

TRAITÉ DE SAVOIR-VIVRE A L'USAGE DES JEUNES GÉNÉRATIONS